

**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**  
**MINISTÈRE DU BUDGET**



# **CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2016**

- \* DGDA**
- \* D.G.I.**
- \* DGRAD**
- \* PETROLIERS PRODUCTEURS**
- \* RECETTES EXCEPTIONNELLES**
- \* RECETTES EXTERIEURES**
- \* BUDGETS ANNEXES**
- \* COMPTES SPECIAUX**

Kinshasa, Janvier 2016

# République Démocratique du Congo



*Ministère du Budget*

## **LOI DE FINANCES N°15/021 DU 31 DECEMBRE 2015 POUR L'EXERCICE 2016**

### **VOLUME I**

# **RECETTES**

#### **I. LOI DE FINANCES**

- \* Exposé des Motifs
- \* Annexes à la Loi

#### **II. CANEVAS DES RECETTES**

##### **1. TABLEAU SYNTHESE**

##### **2. TABLEAUX RECETTES :**

- \* Douanes et Accises
- \* Impôts
- \* Recettes non Fiscales / DGRAD
- \* Pétroliers Producteurs
- \* Autres Recettes / DGRAD
- \* Recettes Exceptionnelles
- \* Recettes Extérieures
- \* Annexe de Recettes Minières 2016

Kinshasa, Janvier 2016

# **I. LOI DE FINANCES 2016**

## EXPOSE DES MOTIFS

La Loi de finances de l'année 2016 s'inscrit dans l'optique de la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG).

Elle s'élabore dans un contexte particulier caractérisé, d'une part, par la baisse des cours des principales matières premières d'exportation du pays et, d'autre part, par l'organisation des élections ainsi que le découpage territorial. En effet, le cours du cuivre passe d'environ 7.000 USD au début de l'année 2014 à 5.000 USD la tonne en août 2015 et le baril du pétrole brut se situe à 47 USD en août 2015 contre 110 USD au début de l'année.

Les politiques publiques prioritaires retenues dans la présente Loi se réfèrent aux objectifs reflétés dans la Programmation Budgétaire des Actions du Gouvernement (PBAG). Ces politiques visent à soutenir la croissance économique et à intervenir efficacement dans les secteurs sociaux, en vue de réduire la pauvreté.

La révision de la nomenclature budgétaire intervenue en 2015 a influé sur la présentation des recettes et des dépenses.

En effet, en perspective de la mise en place de la chaîne de la recette, la nouvelle nomenclature budgétaire permet d'assurer la traçabilité et la fiabilité de l'information budgétaire en particulier, en classifiant les recettes par secteur d'activité, pour mieux appréhender le niveau des ressources publiques provenant de l'activité économique. Elles sont également structurées de façon à catégoriser l'origine de la ressource et le bailleur, tout en améliorant l'information sur le service mobilisateur.

En matière des dépenses, la nouvelle nomenclature budgétaire a permis de rationaliser les structures administratives, d'intégrer la classification programmatique pour la mise en œuvre des budgets programmes à l'horizon 2018 et de mettre à jour les natures économiques par l'établissement d'un lien entre celles-ci et le Plan Comptable de l'Etat. Elle prend également en compte la décentralisation telle que prônées par la Constitution.

La Loi de finances de l'exercice 2016 repose sur les principaux indicateurs et objectifs mentionnés ci-dessus.

- Taux de croissance du PIB :	9,0 %
- Déflateur du PIB :	3,41 %
- Taux d'inflation moyen :	3,4 %
- Taux d'inflation fin période :	3,3 %
- Taux de change moyen :	933,45FC/USD
- Taux de change fin période :	939,9 FC/USD
- PIB normal :	41,027 milliards de FC

Le budget du Pouvoir Central de l'exercice 2016 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **8.476,4 milliards de FC**, soit **20,7%** du PIB et un taux de régression de **0,2%** par rapport à la Loi de finances de 2015 arrêtée à **8.496,3 milliards de FC**.

### 1. Recettes

Les recettes, de l'ordre de **8.476,4 milliards de FC**, sont constituées des recettes du budget général évaluées à **7.282,1 milliards de FC**, des recettes des budgets annexes projetées à **830,4 milliards de FC** et des recettes des comptes spéciaux chiffrées à **363,9 milliards de FC**.

Les recettes du budget général comprennent les recettes internes de l'ordre de **5.868,2 milliards de FC** et les recettes extérieures de **1.413,9 milliards de FC**, représentant respectivement **80,6%** et **19,4%** du budget général.

Les recettes internes contiennent les recettes courantes d'un import de **5.774,9 milliards de FC** et les recettes exceptionnelles estimées à **93,3 milliards de FC**.

Les recettes courantes sont réparties de la manière suivante :

- **Recettes des douanes et accises : 2.579,9 milliards de FC** contre **2.579,3 milliards de FC** de l'exercice 2015, soit un léger accroissement de **0,02%** tenant compte notamment de la capacité de leur mobilisation au cours des trois dernières années ;
- **Recettes des impôts : 2.296 milliards de FC** contre **2.374,8 milliards de FC** en 2015, soit **3,3%** de régression due notamment à la baisse des cours des principaux produits d'exportation du pays ;

- **Recettes non fiscales encadrées par la DGRAD : 723,2 milliards de FC** contre 622,5 milliards de FC en 2015, soit 16,2% d'accroissement provenant essentiellement de la vente des licences des télécommunications et des effets d'entraînement de la nouvelle Loi sur les hydrocarbures, notamment au titre de pas de porte ;
- **Recettes des pétroliers producteurs : 175,8 milliards de FC** contre 427,5 milliards de FC en 2015, soit une régression de 58,9% due essentiellement à la baisse du cours du Baril du Brent passant de 100 USD prévisionnel à moins de 50 USD sur le marché international.

Les recettes exceptionnelles évaluées à 93,3 milliards de FC proviennent du produit des emprunts intérieurs à lever sur le marché interne pour le financement des investissements dans les secteurs porteurs de croissance.

Les recettes extérieures se chiffrent à 1.413,9 milliards de FC contre 1.582,0 milliards de FC en 2015, soit un taux de régression de 10,6%. Elles sont constituées de :

- **Recettes d'appuis budgétaires** chiffrées à 38,1 milliards de FC comprenant une enveloppe de 30,4 milliards de FC au titre d'allègement issu du Contrat de Désendettement et de Développement, conclu avec la France pour financer notamment le secteur de l'éducation et 7,7 milliards de FC provenant de l'Espagne pour le projet de lutte contre le paludisme.
- **Recettes de financement des investissements** d'un import de 1.375,8 milliards de FC comprenant les dons projets de l'ordre de 606,2 milliards de FC attendus des bailleurs bi et multilatéraux et les emprunts projets de 769,6 milliards de FC, constitués essentiellement des emprunts obligataires de 653,4 milliards de FC à contracter par le Gouvernement sur le marché financier international pour le financement des projets des secteurs porteurs de croissance et d'une enveloppe de 100,0 milliards de FC attendus du partenariat conclu entre le Gouvernement et le consortium HUAWAI, pour l'informatisation et la télécommunication des Administrations financières ainsi que la construction des hôpitaux généraux de référence, des centres de santé et des écoles techniques et professionnelles.

Les recettes des budgets annexes se chiffrent à **830,4 milliards de FC** CONTRE **535,0 milliards de FC** en 2015, soit un taux d'accroissement de **55,2%**. Elles concernent les recettes des universités et instituts supérieurs ainsi que des hôpitaux généraux de référence.

Les recettes des comptes spéciaux estimées à **363,9 milliards de FC** contre **375,1 milliards de FC** en 2015, soit un taux de régression de **3,0%**. Elles se rapportent aux comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour.

## 2. Dépenses

Les dépenses projetées pour l'exercice 2016 se chiffrent à **8.476,4 milliards de FC** contre **8.496,3 milliards de FC** de l'exercice 2015, soit une régression de **0,2%**. Elles sont réparties en budget général, budgets annexes et comptes spéciaux en équilibre avec les recettes correspondantes.

Les dépenses du budget général sont ventilées par nature économique de la manière suivante :

- **Dette publique en capital : 197,1 milliards de FC**, représentant **2,7%** des dépenses du budget général et un taux de régression de **16,8%** par rapport à son niveau de 2015 situé à **236,8 milliards de FC**. Ce montant servira au remboursement de la dette extérieure et d'une fraction de la dette intérieure.
- **Frais financiers : chiffrés à 104,5 milliards de FC** comme en 2015, soit **1,4%** des dépenses du budget général, destinés au paiement des intérêts sur la dette extérieur, des commissions bancaires et de la créance titrisée de la Banque Centrale du Congo ;
- **Dépenses de personnel : estimées à 2.165,9 milliards de FC**, soit **29,4%** des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de **9,1%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2015 situé à **1.960,7 milliards de FC**. En sus de l'impact de la poursuite de la rationalisation des rémunérations, ce montant couvrira la mécanisation des non payés dans les secteurs prioritaires ainsi que les nouvelles actions salariales liées à la mise en œuvre de la réforme de la Police et de l'Armée ;

- **Biens et matériels : 223,2 milliards de FC, soit 3,1% des dépenses du budget général et une régression de 17% par rapport à leur niveau de 2015 situé à 268,2 milliards de FC, justifiée par la contrainte budgétaire ;**
- **Dépenses de prestations : 384,9 milliards de FC, soit 5,3% des dépenses du budget général et un taux de régression de 6,9% par rapport à leur niveau de 2015 situé à 413,3 milliards de FC justifié par la contrainte budgétaire ;**
- **Transferts et interventions de l'Etat : chiffrés à 2.163,7 milliards de FC, soit 29,7% des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de 17,9% par rapport à leur niveau de 2015 de l'ordre de 1.833,8 milliards de FC, justifié par l'impact des opérations électorales et la prise en compte des besoins de fonctionnement des nouvelles provinces ;**
- **Equipements : 1.373,8 milliards de FC, soit 18,9% des dépenses du budget général et un taux de régression de 17,7% par rapport à l'enveloppe retenue en 2015 chiffrée à 1.669,2 milliards de FC justifié par le reclassement de certaines natures économiques au regard de la nouvelle nomenclature budgétaire ;**
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifices, acquisition immobilière : 668,9 milliards de FC, soit 9,2% des dépenses et un taux de régression de 38,5% par rapport à l'enveloppe retenue en 2015 chiffrée à 1.087,2 milliards de FC, justifié par le reclassement de certaines natures économiques par rapport à la nouvelle nomenclature budgétaire.**

Tel est le contenu de la Loi de Finances de l'exercice 2016.

*République Démocratique du Congo*



CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

*Le Directeur de Cabinet*

Kinshasa, le

*N/Réf*  
**LOI DE FINANCES N° 15/021 DU 31 DECEMBRE 2015 POUR  
L'EXERCICE 2016**

---

**L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;**

**Le Président de la République promulgue la Loi dont  
la teneur suit :**

**PREMIERE PARTIE :  
DES DISPOSITIONS GENERALES**

**TITRE I : DU CONTENU DE LA LOI DE FINANCES  
DE L'ANNEE 2016**

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente Loi contient les dispositions relatives aux recettes et aux dépenses du Pouvoir Central de l'exercice 2016.

Elle fixe globalement la part des recettes à caractère national allouées aux provinces conformément à la Constitution et à la Loi relative aux finances publiques.

**Article 2**

Le budget du Pouvoir Central de l'exercice 2016 et les opérations de trésorerie y rattachées sont régies conformément aux dispositions de la présente Loi.

## **TITRE II : DE LA CONFIGURATION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL**

### **Article 3**

Le Budget du Pouvoir Central de l'exercice 2016 est constitué du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux fixés et répartis conformément aux documents et états annexés à la présente Loi.

Il est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **8.476.362.260.623 FC (Huit mille quatre cent soixante-seize milliards trois cent soixante deux millions deux cent soixante mille six cent vingt-trois Francs Congolais)** tel que réparti à l'annexe I.

---

## **DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RECETTES**

### **TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL**

#### **Article 4**

Les recettes du budget général de l'exercice 2016 sont arrêtées à **7.282.077.472.329 FC (sept mille deux quatre vingt-deux milliards soixante dix-sept millions quatre cent soixante douze mille trois cent vingt neuf Francs Congolais)**.

Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'annexe II.

#### **Article 5**

Les recettes à caractère national allouées aux provinces s'élèvent à **1.793.357.814.684 FC (mille sept cent quatre-vingt treize milliards trois cent cinquante sept millions huit cent quatorze mille six cent quatre vingt quatre Francs Congolais)** conformément à l'annexe XI.

## TITRE II : DES MESURES FISCALES

### CHAPITRE 1<sup>ER</sup> : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES IMPOTS

#### Article 6

Les mesures fiscales reprises aux articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21 et 22 de la Loi de finances n° 14/027 du 31 décembre 2014 pour l'exercice 2015 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures fiscales reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits.

#### Article 7

L'article 2 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 2 :**

*Toutes les modifications relatives à l'identité, à la direction, à l'adresse physique ou électronique, au numéro de téléphone ou affectant un élément imposable ou l'exploitation, ou y mettant un terme, feront l'objet d'une déclaration auprès de l'Administration des Impôts, dans les quinze jours de la survenance de l'événement ».*

#### Article 8

L'article 3 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 3 :**

*Les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont tenues de souscrire, dans les conditions et délais prévus au chapitre II du présent Titre, des déclarations selon le modèle fourni par l'Administration des Impôts.*

*Elles peuvent le faire soit sur support papier, soit par voie électronique.*

*Elles déterminent, dans ces déclarations et sous leur propre responsabilité, les bases d'imposition et le montant des impôts et autres droits dus, conformément aux dispositions légales.*

*Les déclarations sur support papier, dûment remplies, datées et signées par les redevables ou leurs représentants, sont déposées auprès des services compétents de l'Administration des Impôts.*

*~~La déclaration par voie électronique produit les mêmes effets juridiques que la déclaration souscrite sur support papier.~~*

*Les conditions de souscriptions des déclarations par voie électronique sont fixées par Arrêté du Ministre ayant les finances dans ses attributions.*

*En cas de décès du redevable, les déclarations doivent être souscrites par ses héritiers, légataires et donataires universels ou par leurs mandataires.*

*Les déclarations doivent être souscrites même si le redevable est exonéré.*

*Les personnes exemptées sont dispensées de l'obligation de souscrire les déclarations à l'exception de celles afférentes aux impôts dont elles sont redevables légaux.*

*Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, les engagés locaux des missions diplomatiques et des organismes internationaux souscrivent eux-mêmes auprès des services compétents de l'Administration des Impôts, les déclarations sur les rémunérations leur allouées et acquittent l'impôt correspondant ».*

## Article 9

L'article 5 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

### **« Article 5 :**

*Sauf en cas de récidive, tout redevable qui s'est abstenu de souscrire sa déclaration dans le délai fait l'objet d'une lettre de relance, soit sur support papier, soit par voie électronique, valant mise en demeure de déclarer. Dans ce cas, il dispose d'un délai de cinq jours à compter de la réception de la lettre de relance pour régulariser sa situation, le cachet de la poste ou le bordereau de remise faisant foi lorsque la lettre de relance est notifiée sur support papier. Toutefois, pour le cas de relance par voie électronique, les conditions de réception sont déterminées par Arrêté du Ministre ayant les finances dans ses attributions.*

*En ce qui concerne les missions diplomatiques et les organismes internationaux, la lettre de relance valant mise en demeure de déclarer est adressée directement à leurs engagés locaux ».*

## Article 10

L'article 59 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

### **« Article 59 :**

*L'Avis de Mise en Recouvrement est signé par le Receveur des Impôts compétent et doit contenir les mentions ci-après :*

- *L'identification précise du redevable et le Numéro Impôt de celui-ci ;*
- *La nature de l'impôt ou autre droits dus ;*
- *La base imposable ;*
- *Le montant en principal des droits mis à sa charge ;*
- *Le montant des pénalités ;*
- *Le délai de paiement.*

*Il est envoyé au redevable, soit sous pli recommandé avec accusé de réception, ou remis en mains propres sous bordereau de décharge, soit par voie électronique, dans les conditions fixées par Arrêté du Ministre ayant les finances dans ses attributions ».*

## **Article 11**

L'article 65 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

### **« Article 65 :**

*A l'expiration du délai prévu à l'article 60 ou de celui prévu à l'article précédent, selon le cas, un commandement est signifié au redevable lui enjoignant de payer dans les huit jours sous peine d'exécution des mesures de poursuite.*

*Le commandement est signifié par l'Agent de l'Administration des Impôts commissionné en qualité d'huissier par Arrêté du Ministre ayant la justice dans ses attributions et porteur d'une contrainte décernée par le Receveur des Impôts ».*

## **Article 12**

L'article 66 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

### **« Article 66 :**

*Les mesures ou actes de poursuites comprennent :*

- *Les Avis à Tiers Détenteurs ;*
- *Les saisies mobilières, immobilières et les ventes qui en découlent,*
- *La fermeture provisoire des établissements par l'apposition de scellés ».*

## **Article 13**

L'article 72 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 72 :**

*Toutes les contestations relatives au paiement des cotisations et aux poursuites font obligatoirement l'objet d'une réclamation préalable. Elles sont formulées par le redevable ou par son mandataire qui justifie d'un mandat général ou spécial en vertu duquel il agit. Elles sont instruites par le Receveur des Impôts.*

*Les contestations en matière de recouvrement des impôts ne peuvent porter que :*

- *Sur la régularité en la forme de l'acte de poursuites qui exige le paiement de l'impôt ;*
- *Sur l'existence de l'obligation de payer, sur le montant de la dette compte tenu des paiements effectués, sur le délai de l'exigibilité de la somme réclamée, ou tout autre motif ne remettant pas en cause l'assiette et le calcul de l'impôt.*

*Le Receveur des Impôts doit se prononcer dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la réception de la réclamation.*

*Si aucune décision n'est prise dans le délai visé à l'alinéa précédent ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le redevable doit, sous peine de forclusion, porter l'affaire devant le tribunal de Grande Instance du ressort dans un délai d'un mois à partir :*

- *Soit de la notification de la décision du Receveur des Impôts;*
- *Soit de l'expiration du délai de trois jours ouvrables prévu pour la prise de décision par le Receveur des Impôts.*

*Dès la signification de l'assignation à l'Administration des Impôts, l'opposition suspend l'exécution de la mesure de poursuites jusqu'à la décision judiciaire.*

*La décision judiciaire visée à l'alinéa précédent doit être rendue dans un délai de trente jours à dater de la saisine du tribunal. A défaut de décision judiciaire dans ce délai, la suspension de l'exécution de la mesure de poursuites est levée ».*

## Article 14

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 74 bis libellé comme suit :

### **« Article 74 bis :**

*Le Receveur des Impôts présente, par voie hiérarchique, au Directeur Général des Impôts, la situation des créances irrécouvrables constatées par un procès-verbal de carence. Cette situation doit mentionner, pour chaque créance considérée irrécouvrable, la nature de l'impôt, la référence à l'avis de mise en recouvrement et le montant non recouvré ainsi que tous renseignements et tous détails propres à établir que les créances étaient ou sont devenues irrécouvrables. Elle doit être appuyée de tous documents susceptibles de justifier des mesures prises en vue du recouvrement.*

*Dans ce cas, le Receveur des Impôts peut en obtenir la décharge et être dégagé totalement ou partiellement de sa responsabilité lorsque les créances en cause ont été admises en non-valeur par une décision du Ministre ayant les finances dans ses attributions à la demande de l'Administration des Impôts.*

*Les contribuables ne sont pas libérés de leur dette du fait que ces créances ont été admises en non-valeur. Dans ces conditions, le Receveur des Impôts est tenu de poursuivre le recouvrement de ces créances lorsque les débiteurs ont pu être retrouvés ou sont redevenus solvables, et il doit prendre en temps opportun toutes les mesures conservatoires utiles ».*

## Article 15

L'article 104 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 104 :**

*Les redevables ainsi que leurs mandataires qui justifient d'un mandat général ou spécial en vertu duquel ils agissent, doivent avant toute saisine du juge, se pourvoir par écrit en réclamation contre le montant de leur imposition auprès du Directeur ou du Chef de compétent, selon le cas, sans justifier du paiement de l'impôt.*

*Sont assimilées au redevable pour l'application des dispositions de l'alinéa précédent, les personnes à charge desquelles l'impôt a été retenu à la source.*

*Pour être recevable, la réclamation doit être motivée.*

*Sous peine de déchéance, la réclamation doit être introduite dans les six mois à partir de la date de la déclaration ou de réception de l'Avis de Mise en Recouvrement. ~~Il est délivré reçu de sa réclamation au redevable~~ ».*

**Article 16**

L'article 105 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 105 :**

*La décision de l'Administration des Impôts doit être notifiée dans les six (6) mois qui suivent la date de réception de la réclamation. L'absence de décision dans le délai est considérée comme une décision de rejet de la réclamation.*

*Aussi longtemps qu'une décision n'est pas intervenue, le redevable peut compléter sa réclamation initiale par des moyens nouveaux libellés par écrit.*

*Même après l'expiration des délais de réclamation, le fonctionnaire compétent accorde d'office le dégrèvement des surimpositions résultant d'erreurs matérielles ou de doubles emplois.*

*L'erreur matérielle est une erreur grossière consistant en une erreur de plume, de calcul ou dans l'établissement de l'avis de mise en recouvrement.*

*Il faut entendre par :*

- *Erreur de plume, une reproduction d'éléments non-conformes aux bases d'imposition reprises dans l'avis de redressement, de régularisation ou de taxation d'office. Il en est ainsi notamment de la base erronée ou de l'inversion des chiffres ;*
- *Erreur de calcul, le cas où la base et le taux de l'impôt sont exacts, mais le résultat de l'opération est erroné ;*
- *Erreur dans l'établissement de l'avis de mise en recouvrement, le cas où les éléments d'identification, la base imposable ou le taux portés dans l'avis de mise en recouvrement sont erronés par rapport à l'avis de redressement, de régularisation ou de taxation d'office.*

*Il y a double emploi lorsque, pour le même impôt, sur la même base et au nom du même contribuable, deux cotisations ont été établies à des articles différents de l'avis de mise en recouvrement.*

*Toutefois, si l'impôt est déjà payé, le surplus n'est inscrit au crédit du compte courant fiscal du redevable que si la surimposition est constatée ou signalée dans un délai de trois ans à compter de la prise en recettes ».*

## **Article 17**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 105 quater libellé comme suit :

### **« Article 105 quater :**

*L'Administration des Impôts peut proposer au redevable, dans le cadre d'une transaction, une modération des pénalités, après leur mise en recouvrement.*

*La proposition de transaction en matière de pénalité relève :*

- *du Directeur des Grandes Entreprises, du Directeur Provincial des Impôts ou du Directeur Urbain des impôts dans la limite de 500.000.000,00 Francs Congolais ;*
- *du Directeur Général des Impôts dans la limite de 2.500.000.000,00 Francs Congolais ;*
- *du Ministre ayant les finances dans ses attributions, au-delà de la dernière limite.*

*Cette proposition est notifiée au redevable concerné sous pli recommandé avec accusé de réception ou remise en mains propres sous bordereau de décharge. Le redevable concerné dispose d'un délai de cinq jours à dater de la réception de la lettre pour présenter son acceptation ou son refus. En cas d'acceptation, le redevable s'engage expressément, dans un procès-verbal signé par lui et par l'Administration :*

- *à ne pas introduire une réclamation ultérieure ;*
- *à se désister des réclamations ou des requêtes par lui introduites ;*
- *à acquitter immédiatement des droits et pénalités restant à sa charge.*

*La modération des pénalités, après transaction, est accordée au redevable par voie de décision de dégrèvement conformément aux dispositions de l'article 105 bis de la présente Loi ».*

## **Article 18**

L'article 110 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

### **« Article 110 :**

*L'introduction d'une réclamation, d'un recours en appel ou d'un pourvoi en cassation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et autres droits dus ainsi que des pénalités et frais y afférents.*

*Toutefois, lorsque la réclamation porte sur un supplément d'impôt, le contribuable peut, à sa demande, bénéficier d'un sursis de recouvrement de l'impôt litigieux et des pénalités y afférentes. Dans ce cas, il est tenu de verser un montant au moins égal au cinquième du supplément d'impôt contesté. Sans préjudice de l'article 109 bis ci-dessus, le sursis de recouvrement ne s'applique pas aux cas de taxation d'office.*

*Le sursis dont bénéficie le contribuable ne dispense pas l'Administration des Impôts d'appliquer les pénalités de recouvrement prévues par la Loi, en cas de rejet de la réclamation ».*

## **Article 19**

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 42 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié comme suit :

### **« Article 42 :**

*Par. 1. Les pertes professionnelles d'un exercice comptable peuvent être déduites des bénéfices réalisés. Dans tous les cas, l'imputation des pertes professionnelles de l'exercice comptable concerné et des exercices antérieurs ne peut dépasser 60% du bénéfice fiscal avant l'imputation desdites pertes ».*

## **Article 20**

L'article 42 bis de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié comme suit :

### **« Article 42 bis :**

*Les déductions des pertes professionnelles prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 42 ci-dessus ne sont autorisées que conformément aux règles définies ci-après :*

- 1°) *L'exercice du report déficitaire n'est pas applicable par le nouvel exploitant lors de l'achat d'une entreprise déficitaire. Il en est de même lorsque l'entreprise change complètement d'activité ou lorsqu'elle a subi des transformations telles, dans sa composition et son activité, que tout en ayant conservé sa personnalité juridique, elle n'est plus en réalité la même.*
- 2°) *Le caractère bénéficiaire ou déficitaire d'un exercice doit s'apprécier par référence au résultat fiscal, abstraction faite des déficits reportables des exercices antérieurs.*
- 3°) *Les amortissements pratiqués en l'absence de bénéfices peuvent être réputés différés en période déficitaire, à condition d'avoir été réellement inscrits en comptabilité et figurer distinctement sur le tableau des amortissements ».*

## **Article 21**

L'article 83 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié comme suit :

### **« Article 83 :**

*Le taux de l'impôt professionnel est fixé à 35 % sur les bénéfices et profits des personnes morales et physiques soumises au régime de droit commun.*

*Le taux de l'impôt professionnel est fixé à 14 % sur les sommes payées en rémunération des prestations de services de toute nature fournies par des personnes physiques ou morales non établies en République Démocratique du Congo ».*

## **Article 22 :**

L'article 85 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié et complété comme suit :

**« Article 85 :**

*L'impôt professionnel est fixé à 20 % sur les bénéfices, profits ou rémunérations réalisés ou perçus par des personnes physiques après cessation des activités professionnelles, lorsqu'ils sont recueillis après l'expiration de l'année pendant laquelle les activités ont pris fin.*

*L'impôt professionnel est fixé à 10 % sur le capital-pension payé au travailleur en partance à la retraite par son employeur à travers la caisse de pensions de retraite complémentaires ».*

**Article 23**

L'article 92 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié et complété comme suit :

**« Article 92 :**

**Par. 1.** *Les personnes physiques ou morales dont les revenus imposables sont constitués, en tout ou en partie des bénéfices ou profits et ne relevant pas du régime d'imposition des entreprises de petite taille sont assujetties à un impôt minimum fixé à 1 % du chiffre d'affaires déclaré, lorsque les résultats sont déficitaires ou bénéficiaires mais susceptibles de donner lieu à une imposition inférieure à ce montant*

*L'impôt minimum n'est dû que pour un douzième par mois ou fraction de mois si le contribuable a commencé ses activités après le mois de janvier.*

**Par. 2.** *Les personnes physiques ou morales en activité qui ne réalisent pas un chiffre d'affaires au cours d'une année sont soumises au paiement d'un impôt forfaitaire au titre de l'impôt sur les bénéfices et profits de :*

- 2.500.000,00 Francs Congolais pour les Grandes entreprises ;
- 750.000,00 Francs Congolais pour les Moyennes entreprises ;
- 30.000,00 Francs Congolais pour les entreprises de petite taille.

**Par. 3.** *Les personnes physiques ou morales en cessation d'activités sans s'être fait radier, selon le cas, au registre du commerce et du crédit mobilier conformément à l'article 97 de l'Acte uniforme de l'OHADA du 17 avril 1997 relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ou de l'ordre de la corporation, sont soumises au paiement d'un impôt forfaitaire fixé à ;*

- 500.000,00 Francs Congolais pour les grandes entreprises ;
- 250.000,00 Francs Congolais pour les moyennes entreprises ;
- 30.000,00 Francs Congolais pour les entreprises de petite taille.

*L'impôt forfaitaire visé au présent paragraphe ne met pas obstacle au pouvoir de recherche et de recoupement reconnu à l'Administration fiscale. Celle-ci peut, le cas échéant, imposer l'entreprise sur la base des revenus réellement acquis, s'ils doivent donner lieu à un impôt supérieur à l'imposition forfaitaire ».*

## **Article 24**

L'article 2 de l'Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille est modifié et complété comme suit :

### **« Article 2 :**

*Au sens de la présente Ordonnance-loi, il faut entendre, au plan fiscal, par entreprise de petite taille constituée en micro-entreprise ou petite entreprise, toute entreprise, quelle que soit sa forme juridique, qui réalise un chiffre d'affaires annuel inférieur à 200.000.000,00 de Francs Congolais.*

*La micro-entreprise est toute entreprise qui réalise un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 10.000.000,00 de Francs Congolais.*

*La petite entreprise est celle qui réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à 10.000.000,00 de Francs Congolais et inférieur 200.000.000,00 de Francs Congolais ».*

## Article 25

L'article 7 de l'Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille est modifié et complété comme suit :

### **« Article 7 :**

*L'impôt sur les bénéfices et profits à charge des petites entreprises est payé en deux quotités :*

- 60 % représentant l'acompte ;
- 40 % au titre de solde.

*L'acompte dont question à l'alinéa précédent est versé à l'aide d'un bordereau de versement d'acompte, au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus. Le solde est acquitté à la souscription de la déclaration auto-liquidative, au plus tard le 30 avril de la même année.*

*L'Administration fournit le modèle du bordereau de versement d'acomptes et de la déclaration auto-liquidative visés ci-dessus.*

*Sans préjudice du versement de l'acompte, le défaut ou l'insuffisance de paiement de l'acompte dans le délai donne lieu à l'application d'une amende égale à 25 % du montant non versé ».*

## Article 26

L'article 11 de l'Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille est modifié comme suit :

### **Article 11 :**

*Les micro-entreprises acquittent un impôt forfaitaire annuel de 50.000,00 de Francs Congolais.*

*L'impôt forfaitaire à charge des micro-entreprises est acquitté, au moyen d'une déclaration auto-liquidative conforme au modèle défini par l'Administration des Impôts, au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus. Les contribuables dispensés de l'obligation d'obtenir la patente conformément à la législation sur le petit commerce, sont exemptés du paiement de l'impôt forfaitaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus ».*

## **Article 27**

L'article 14 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

### **« Article 14 :**

*Les personnes morales et physiques sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée lorsqu'elles réalisent un chiffre d'affaires annuel égal ou supérieur à 80.000.000,00 de Francs Congolais. Toutefois, les personnes morales et physiques dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur au seuil d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée peuvent opter pour le régime de la taxe sur la valeur ajoutée.*

*L'option est accordée sur demande expresse adressée à l'Administration des Impôts suivant les modalités fixées par voie réglementaire. Elle est définitive pendant deux ans suivant l'exercice de l'option sauf révocation de l'Administration des Impôts.*

*Lorsque le chiffre d'affaires réalisé devient inférieur au seuil d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée, l'assujetti conserve sa qualité les deux années suivant celle de la constatation de la diminution de son chiffre d'affaires.*

*Lorsque les circonstances l'exigent, le Ministre ayant les finances dans ses attributions peut, par voie d'Arrêté, modifier le seuil d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée repris à l'alinéa premier ci-dessus ».*

## **CHAPITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES NON FISCALES**

### **Article 28**

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises aux articles 24, 25 et 26 de la Loi des finances n° 14/027 du 31 décembre 2014 pour l'exercice 2015 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales.

### **Article 29**

~~Les redevances sur les prix des billets d'avions des réseaux domestique et international, des nuitées, des repas ainsi que des boissons sont portées aux recettes non fiscales prévues dans la présente Loi. Le taux et les modalités de leur perception sont fixés par un Arrêté interministériel des Ministre ayant les finances et le tourisme dans leurs attributions respectives.~~

### **Article 30**

Il est institué un acte générateur dénommé « droits proportionnels d'enregistrement de contrat de location de plus de neuf ans et des charges réelles prévues à l'article 221 alinéa 2 de la Loi n° 73-023 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime de sûretés, telle que modifiée et complété à ce jour, dont le taux sera fixé par un Arrêté interministériel des Ministres ayant les finances et les affaires foncières dans leurs attributions respectives, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales.

Le fait générateur de ces droits est constitué de la demande d'enregistrement.

### Article 31

Les taux de la redevance annuelle sur les concessions et la fourniture des services d'internet au public prévues par l'Ordonnance-loi n° 13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central en son annexe XXIII points 24 et 31, est fixé à 3 % des chiffres d'affaires, en vertu de la présente Loi.

Les redevances annuelles visées à l'alinéa précédent, sont payées bimensuellement, au plus tard le 15 du mois qui suit ceux de la réalisation des revenus concernés.

### Article 32

La réservation ou l'attribution des ressources en numérotation à un exploitant de télécommunication est assujettie au paiement de la taxe de numérotation et d'une taxe annuelle perçue au profit du Trésor Public, dont les taux sont fixés par un Arrêté interministériel des Ministres ayant les finances et les postes, téléphones et nouvelles technologies de l'information et de la communication dans leurs attributions respectives.

La taxe de numérotation est payée au moment de la réservation ou de l'attribution des ressources en numérotation.

La taxe annuelle est payée au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle elle se rapporte, et elle est calculée, pour la première année et en cas de cessation d'activités en cour de l'année, au prorata temporis.

### Article 33

Les articles 4 alinéa 1<sup>er</sup>, 11, 12, 41 alinéa 1<sup>er</sup>, 42, 48, 57, 68 alinéa 3, 71 alinéa 1<sup>er</sup> et 73 alinéa 2 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales sont modifiés et complétés comme suit :

« **Article 4 alinéa 1<sup>er</sup> :**

*L'assiette des droits, taxes et redevances revenant au Pouvoir Central ainsi que les procédures de son établissement sont fixés par les Lois ou les règlements sectoriels ».*

**« Article 11 :**

*Le défaut de déclaration et la déclaration tardive ainsi que les déclarations incomplètes ou fausses faites par l'assujetti donnent lieu à des pénalités d'assiette prévues à l'article 12 ci-dessous ».*

**« Article 12 :**

*Les pénalités d'assiette se rapportant aux manquements énumérés à l'article précédent de la présente Ordonnance-loi sont calculées de la manière suivante :*

- 25 % des droits dus, en cas de défaut de déclaration, déclaration tardive ou incomplète ;
- 50 % des droits dus en cas de déclaration fausse ;
- 100 % des droit dus, en cas de récidive ».

**« Article 41 alinéa 1<sup>er</sup> :**

*Lorsque le délai prévu à l'article 40 ci-dessus expire, les poursuites en recouvrement des droits, taxes et redevances ainsi que des pénalités et toutes autres majorations ayant fait l'objet de rôle s'exercent, en vertu des contraintes décernées par le Receveur des Recettes non fiscales aux agents de l'Administration des Recettes non fiscales, revêtus de la qualité d'huissier assermentés du Trésor Public ».*

**« Article 42 :**

*Sauf en ce qui concerne les avis à tiers détenteurs qui sont de la compétence du Receveur des Recettes non fiscales, les poursuites en recouvrement des droits, taxes et redevances ainsi que les pénalités ayant fait l'objet de rôle, sont exercés à la requête de ce dernier, par les huissiers assermentés du Trésor Public.*

*Les actes de poursuite comprennent :*

- Les avis à tiers détenteurs ;
- Les saisies mobilières et immobilières ;
- Les ventes ;
- La fermeture provisoire des établissements ou installations du redevable défaillant par l'apposition des scellés ».

**« Article 48 :**

*Toutes les contestations relatives au paiement des droits, taxes et redevances ainsi que des pénalités et toutes autres majorations et aux poursuites sont de la compétence du Receveur des Recettes non fiscales. A cet effet, il peut, après instruction de la contestation ou paiement du montant poursuivi, accorder la mainlevée de la saisie pratiquée.*

*En cas de contestation quant à la validité et la forme des actes de poursuite, l'opposition suspend l'exécution de la saisie jusqu'à la décision judiciaire définitive.*

*La décision judiciaire visée à l'alinéa précédent doit être rendue dans un délai de 30 jours à dater de la saisine du Tribunal de Grande Instance. A défaut de décision judiciaire définitive dans ce délai, la suspension de l'exécution de la saisie est levée ».*

---

**« Article 57 :**

*Les dispositions des articles 55 et 56 de la présente Ordonnance-loi s'appliquent, mutatis mutandis, aux accroissements, majorations, amendes, astreintes, frais proportionnels de poursuite et pénalités dus par l'assujetti en sus du principal ».*

**« Article 68 alinéa 3 :**

*La décision s'y rapportant est notifiée à l'assujetti ayant réclamé dans un délai de trois (3) mois, à dater du jour de dépôt de sa réclamation. L'absence de la décision, dans ce délai, est considérée comme une décision de rejet de la réclamation ».*

**« Article 71 alinéa 1<sup>er</sup> :**

*Le recours juridictionnel doit, sous peine de déchéance, être introduit dans un délai de trois (3) mois à partir de la notification de la décision à l'assujetti ou, en l'absence de la décision, à compter de la date d'expiration du délai prévu à l'article 68 de la présente Ordonnance-loi ».*

**« Article 73 alinéa 2 :**

*Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, et sous peine d'irrecevabilité, tout assujetti ou redevable venant à contester un droit, une taxe, une redevance, pénalité et/ou toute autre majoration, doit constituer une garantie d'un montant égal à celui du droit, de la taxe, de la redevance, pénalité et/ou toute autre majoration contestés, auprès d'une banque commerciale agréée ou de la Banque Centrale du Congo ».*

**Article 34**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, cinq articles 12 bis, 48 bis, 75 bis, 79 bis et 98 bis.

**« Article 12 bis :**

*Sans préjudice des sanctions administratives ou pénales qu'elle peut entraîner, l'exploitation illicite d'une activité est sanctionnée par des pénalités prévues par les Lois ou règlements sectoriels ».*

**« Article 48 bis :**

*La décision judiciaire définitive rendue, en cas de contestation de la validité et de la forme des actes de poursuite, bénéficie d'une exécution provisoire, nonobstant tout recours et sans cautionnement ».*

**« Article 75 bis :**

*L'Administration des Recettes non Fiscales dispose des pouvoirs exclusifs de contrôler à posteriori, et le cas échéant, ordonnancer et recouvrer les droits, taxes et redevances ainsi que des pénalités relevant de sa compétence, liquidés par tout organisme mandaté en la matière ».*

**« Article 79 bis ;**

*Le délai prévu à l'article 79 de la présente Ordonnance-loi est interrompu par la notification de redressement ou la note de perception des droits dus, par la déclaration souscrite par l'assujetti ou tout autre acte reconnaissant des droits dus au Trésor Public ou la notification d'un procès-verbal de constat d'infraction en matière de recettes non fiscales.*

*Lorsqu'une décision judiciaire ou administrative ou tout organisme public a révélé l'existence de fraudes affectant les recettes non fiscales, l'Administration des Recettes non Fiscales peut exercer son droit de contrôle ou de rappel sur un exercice déjà prescrit. Dans ce cas, elle dispose d'un délai d'un an à dater de la révélation des faits frauduleux pour notifier des droits éludés ».*

**« Article 98 bis :**

*Les refus de répondre à une demande de renseignements, dans un délai de dix jours de la réception de celle-ci, sollicitée par l'Administration des Recettes non Fiscales, en vertu des articles 84 et 94 de la présente Ordonnance-loi, est sanctionné d'une astreinte égale à 100.000,00 Francs Congolais, pour les personnes morales et 25.000,00 Francs Congolais pour les personnes physiques par jour de retard, jusqu'au jour où les informations ou pièces demandées seront communiquées.*

*Sans préjudice des peines prévues par le Code Pénal, la communication des faux renseignements ou documents est sanctionnée par une amende égale à 5.000.000,00 de Francs Congolais pour les personnes morales et 1.000.000,00 de Francs Congolais pour les personnes physiques ».*

**Article 35**

Tout agent concerné par l'application obligatoire du système comptable OHADA conformément aux prescrits de l'article 2 de l'Acte Uniforme portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises est tenu, dans les six mois suivant la fin de l'exercice clos, de faire parvenir un exemplaire des imprimés du système comptable OHADA et de ses annexes au Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo,

suivant le modèle diffusé exclusivement par ce dernier.

L'agent économique en défaut ou en retard de transmission dans le délai prescrit, des exemplaires des imprimés visés à l'alinéa précédent, est passible d'une astreinte par jour de retard, dont le taux est fixé par Arrêté du Ministre ayant les finances dans ses attributions.

### **Article 36**

La taxe d'implantation et la taxe rémunératoire annuelle sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes prévues par l'Ordonnance-loi n° 13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central en son annexe XXVIII sont remplacées par la taxe d'implantation, la taxe rémunératoire annuelle ainsi que la taxe de pollution sur les installations classées de catégorie I.a., conformément à l'article 39 de la Loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement.

### **Article 37**

Il est institué un acte générateur dénommé « taxes sur la délivrance des autorisations d'achat, de vente ou d'exportation des bois d'œuvre » en complément à ceux prévus par l'Ordonnance-loi n° 13/002 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, en son annexe XXVIII, dont le taux sera fixé par un Arrêté interministériel des Ministres ayant les finances et l'environnement dans leurs attributions respectives.

### **Article 38**

Il est institué trois actes générateurs dénommés « renouvellement licence sur concession ou contrat d'exploitation des services publics de télécommunication », « taxe sur l'autorisation d'exploitation du service support (location des capacité de transmission) » et « taxe sur l'autorisation de l'exploitation de la messagerie financière ou transfert des fonds », à percevoir à l'initiative du Ministère des Postes, Téléphones et Nouvelles Technologies de l'Information et de Télécommunication.

Les détenteurs des licences, contrats et autorisations d'exploitation visés à l'alinéa précédent sont assujettis au paiement des redevances

annuelles.

### **Article 39**

Les 50 % des pas de porte et royalties dont bénéficient les entreprises du portefeuille de l'Etat du secteur minier, en vertu de contrats et conventions, sont portés sur les recettes non fiscales et perçus conformément à la procédure prévue en la matière.

Sont redevables légaux des pas de porte et royalties, les sociétés minières issues des contrats et conventions visées à l'alinéa précédents.

Sont assimilés respectivement aux pas de porte et royalties, la prime de cession et la redevance supplémentaire prévue dans certaines conventions minières.

---

### **Article 40**

Sont assujettis à la redevance annuelle sur la concession ordinaire, les étrangers, les personnes morales et personnes physiques ainsi que les associations, détenteurs d'un titre foncier ou immobilier, en vertu d'un contrat de concession ordinaire, conformément aux dispositions des articles 109, 374 et 375 de la Loi 73-023 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime de sûreté, telle que modifiée et complétée à ce jour.

Le fait générateur de cette redevance est la détention du titre foncier ou immobilier.

## **TROISIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX DEPENSES**

### **TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

#### **Article 41**

Les dépenses de l'exercice 2016 sont arrêtées à **8.476.362.260.623 FC** (Huit mille quatre cent soixante seize milliards trois cent

soixante deux millions deux cent soixante mille six cent vingt-trois Francs Congolais).

Elles sont constituées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

#### Article 42

Les dépenses courantes sont composées des titres ci-après :

- Dette publique en capital : **197.111.720.000 FC (Cent quatre-vingt dix-sept milliards cent onze millions sept cent vingt mille Francs Congolais) ;**
- Frais financiers : **104.532.406.000 FC (Cent quatre milliards cinq cent trente-deux millions quatre cent six mille Francs Congolais) ;**
- Dépenses de personnel : **2.165.857.136.312 FC (Deux mille cent soixante-cinq milliards huit cent cinquante-sept millions cent trente-six mille trois cent douze Francs Congolais) ;**
- Biens et matériels : **223.158.703.694 FC (Deux cent vingt-trois milliards cent cinquante-huit millions sept cent trois mille six cent quatre vingt quatorze Francs Congolais) ;**
- Dépenses de prestations : **384.949.071.738 FC (Trois cent quatre vingt quatre milliards neuf cent quarante-neuf millions soixante onze mille sept cent trente-huit Francs Congolais) ;**
- Transfert et interventions de l'Etat : **2.163.717.739.804 FC (Deux mille cent soixante-trois milliards sept cent dix-sept millions sept cent trente-neuf mille huit cent quatre Francs Congolais).**

Les dépenses courantes sont réparties conformément aux états figurant aux annexes III, IV, V, VI, VII et VIII.

Les dépenses en capital sont constituées des titres ci-après réparties de la manière suivante ;

- Equipements : **1.373.757.259.260 FC (Mille trois cent soixante treize milliards sept cent cinquante-sept millions deux cent cinquante-neuf mille deux cent soixante Francs Congolais) ;**
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière pour un montant de : **668.993.435.520 FC (Six cent soixante huit milliards neuf cent quatre vingt treize millions quatre cent trente cinq mille cinq cent vingt Francs Congolais).**

La répartition de ces dépenses est indiquée dans les états figurant aux annexes IX et X.

## **TITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX DEPENSES**

---

### **Article 43**

En vue de préserver l'équilibre du budget du Pouvoir Central de l'exercice 2016, le Ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé de lever des fonds au titre d'emprunt obligataire pour financer les projets des secteurs porteurs de croissance.

Les allègements au titre de contrat de désendettement et de développement inscrits dans le budget du Pouvoir Central de l'exercice 2016 seront affectés aux dépenses à caractère social.

### **Article 44**

Les dépenses de personnel relatives aux rémunérations des fonctionnaires et agents de l'Etat, civils et militaires, sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions et suivant les équivalences établies pour l'ensemble du pays.

Les rémunérations des secteurs transférés aux provinces sont comprises dans l'enveloppe des rémunérations reprise dans la présente Loi.

#### Article 45

Les plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés pour l'exercice 2016 sont fixés conformément à l'annexe XIV de la présente Loi.

### QUATRIEME PARTIE :

#### DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX COMPTES SPECIAUX

#### Article 46

Les recettes des budgets annexes, au même titre que leurs dépenses, sont évaluées à **830.357.234.210 FC (Huit cent trente milliards trois cent cinquante-sept millions deux cent trente-quatre mille deux cent dix Francs Congolais).**

Elles comprennent les recettes propres issues des différents actes générateurs des recettes des universités et instituts supérieurs ainsi que des hôpitaux généraux de référence repris dans l'état figurant à l'annexe XII de la présente Loi.

#### Article 47

Les recettes des comptes spéciaux sont arrêtées, en équilibres avec les dépenses correspondantes, à **363.927.554.084 FC (Trois cent soixante trois milliards neuf cent vingt-sept millions cinq cent cinquante-quatre mille quatre-vingt quatre Francs Congolais).**

Elles concernent les comptes d'affectation spéciale repris à l'état figurant à l'annexe XIII de la présente Loi.

### CINQUIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS FINALES

#### Article 48

Sous réserve des dispositions de la présente Loi, la perception des impôts, droits, taxes, redevances et autres revenus publics du Pouvoir Central s'effectue conformément aux textes en vigueur et aux différentes modifications apportées dans la présente Loi.

#### **Article 49**

En attendant la mise en place des procédures et des modalités d'application des dispositions de la Loi relative aux finances publiques et du Règlement général sur la comptabilité publique, relatives à la fonction d'ordonnateur, le Ministre ayant le budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute dépense engagée et jugée régulière, tandis que le Ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué en assure l'ordonnancement.

#### **Article 50**

Pour un suivi efficient de l'exécution du budget et une meilleure appréciation du plan d'engagement et du plan de trésorerie, le Ministre ayant les finances dans ses attributions transmet journallement au Ministre ayant le budget dans ses attributions la situation des versements et des décaissements du compte général et des sous-comptes du Trésor Public.

---

#### **Article 51**

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII et XIV font partie intégrante de la présente Loi.

#### **Article 52**

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente Loi sont abrogées.

#### **Article 53**

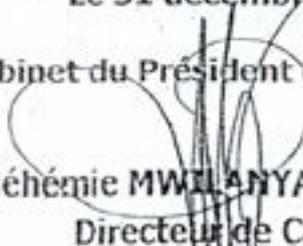
La présente Loi prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Fait à Kinshasa, le 31 décembre 2015

**Joseph KABILA KABANGE**

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

  
Néhémie MWILANYA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

## ANNEXE I : SYNTHÈSE DU BUDGET 2016

N°	RECETTES	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
A	BUDGET GENERAL	7 449 004 345 919	7 586 218 963 428	7 282 077 472 329
1	RECETTES INTERNES	5 480 395 169 919	6 004 190 458 794	5 868 220 717 139
2	RECETTES EXTERIEURES	1 968 609 176 000	1 582 028 504 634	1 413 856 755 190
B	BUDGETS ANNEXES	516 429 915 000	535 021 391 940	830 357 234 210
C	COMPTES SPECIAUX	307 999 348 000	375 109 512 016	363 927 554 084
	<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>8 273 433 608 919</b>	<b>8 496 349 867 384</b>	<b>8 476 362 260 623</b>
N°	DEPENSES	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
A	BUDGET GENERAL	7 449 004 345 919	7 586 218 963 428	7 282 077 472 329
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	258 382 619 000	236 806 650 000	197 111 720 000
2	FRAIS FINANCIERS	110 685 171 000	104 494 876 000	104 532 406 000
3	DEPENSES DE PERSONNEL	1 707 597 426 298	1 960 684 885 873	2 165 857 136 312
4	BIENS ET MATERIELS	249 747 663 241	268 227 155 776	223 158 703 694
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	453 097 413 128	413 282 261 199	384 949 071 738
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 822 657 425 272	1 833 835 744 286	2 163 717 739 804
7	EQUIPEMENTS	1 646 990 863 900	1 669 199 557 619	1 373 757 259 260
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	1 199 945 764 080	1 099 687 832 675	668 993 435 520
B	BUDGETS ANNEXES	516 429 915 000	535 021 391 940	830 357 234 210
C	COMPTES SPECIAUX	307 999 348 000	375 109 512 016	363 927 554 084
	<b>DEPENSES TOTALES</b>	<b>8 273 433 608 919</b>	<b>8 496 349 867 384</b>	<b>8 476 362 260 623</b>
	<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/221 du 31 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 13 1 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhemie MWILANYA WILONJJA  
Directeur de Cabinet

## ANNEXE II : SYNTHÈSE DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

N°	RECETTES	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
A	RECETTES INTERNES	5 480 395 169 919	6 004 190 458 794	5 868 220 717 139
I	RECETTES COURANTES	5 480 395 169 919	6 004 190 458 794	5 774 875 717 139
1.1.	Recettes des Douanes et Accises	2 456 599 330 291	2 579 343 267 599	2 579 943 278 582
1.2.	Recettes des Impôts	1 958 643 743 484	2 374 764 594 071	2 296 008 850 067
1.3.	Recettes non Fiscales	654 717 096 144	622 544 376 946	723 160 570 630
1.3.1.	DGRAD	565 977 985 144	622 544 376 946	723 160 570 630
1.3.2.	AUTRES	88 739 111 000		0
1.4.	Recettes de Pétroliers Producteurs	410 435 000 000	427 538 220 178	175 753 017 859
1.4.1.	DGI	169 520 668 000	184 505 121 293	79 143 532 123
1.4.2.	DGRAD	240 914 332 000	243 033 098 885	96 610 485 736
II	RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	0	93 345 000 000
2.1.	Dons et legs intérieurs courants	0	0	0
2.2.	Dons et legs intérieurs projets			
2.3.	Remboursements prêts et avances			
2.4.	Produits des emprunts intérieurs	0	0	93 345 000 000
B	RECETTES EXTERIEURES	1 968 609 176 000	1 582 028 504 634	1 413 856 755 190
I	Recettes Extérieures d'Appuis Budgétaires	197 373 288 000	50 985 200 233	38 064 350 633
1.1.	Dons Budgétaires			7 657 645 337
1.1	Ressources PPTE	40 373 288 000	50 985 200 233	30 406 705 296
1.2.	Ressources Allègements IADM	157 000 000 000		
II	Recettes Extérieures de Financement des Investissements	1 771 235 888 000	1 531 043 304 401	1 375 792 404 557
2.1.	Dons Projets	1 587 193 316 000	1 531 043 304 401	606 238 092 310
2.2.	Emprunts Projets	184 042 572 000		769 554 312 247
	RECETTES TOTALES	7 449 004 345 919	7 586 218 963 428	7 282 077 472 329

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/021 du 31 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 31 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANYA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

ANNEXE III : DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL

CODE	NATURE	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	258 382 619 000	236 806 650 000	197 111 720 000
11	Dettes intérieures	80 000 000 000	85 000 000 000	50 000 000 000
12	Dettes extérieures	178 382 619 000	151 806 650 000	147 111 720 000

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/021 du 31 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 31 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANYA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

ANNEXE IV : FRAIS FINANCIERS

CODE	NATURE	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
2	FRAIS FINANCIERS	110 685 171 000	104 494 876 000	104 532 408 000
21	Intérêts sur la dette	83 928 245 000	77 737 950 000	87 356 926 000
22	Autres frais financiers	26 756 926 000	26 756 926 000	17 175 480 000

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/021 du 31 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 31 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANYA-WILONDJA  
Directeur de Cabinet



**ANNEXE V : DEPENSES DE PERSONNEL**

CODE	NATURE	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
3	DEPENSES DE PERSONNEL	1 707 597 426 298	1 960 684 885 873	2 165 857 136 312
31	Traitement de base du personnel	1 105 773 273 000	1 301 016 872 253	1 351 071 535 891
32	Dépenses accessoires de personnel	601 824 153 298	659 668 013 620	814 785 600 421

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/027 du 31 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 31 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANDA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

**ANNEXE VI : BIENS ET MATERIELS**

CODE	NATURE	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
4	BIENS ET MATERIELS	249 747 663 241	268 227 155 776	223 158 703 694
41	Fournitures et petits matériels	203 776 298 000	214 321 907 306	178 983 797 419
42	Matériaux de Construction, de Quincaillerie et Pièces de rechange pour équipements	13 952 793 000	14 421 105 333	14 258 915 624
44	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	11 927 300 661	13 216 086 161	14 112 254 807
45	Matériels textiles et héraldiques	20 091 271 580	26 268 056 976	15 803 735 844

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/  
l'exercice 2016.

du 31 DEC 2015 pour

Fait à Kinshasa, le

31 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANYA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

ANNEXE VII : DEPENSES DE PRESTATIONS

CODE	NATURE	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	453 097 413 128	413 282 261 199	384 949 071 738
51	Dépenses de Base	99 329 728 143	77 787 119 004	72 887 492 717
52	Publicité, Impression, Reproduction, Reliure et Conservation	14 255 807 000	14 142 821 000	12 957 279 503
53	Dépenses de Transport	61 623 981 280	61 653 644 745	54 049 558 690
54	Location Immobilière, d'équipements et de matériel	12 275 112 400	9 652 662 584	15 388 883 121
55	Entretien et réparations de matériel et d'équipement	13 660 445 000	13 642 224 800	15 192 929 945
56	Soins vétérinaires et de protection de l'environnement	23 554 000	23 554 000	283 926 750
57	Entretien, décoration et réparation d'ouvrages et d'édifices	1 758 219 000	3 994 570 000	5 077 651 970
58	Autres Services	250 170 566 305	232 385 665 066	209 111 349 042

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/021 du 31 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 13 1 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANYA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

**ANNEXE VIII : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT**

CODE	NATURE	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 822 557 425 272	1 833 835 744 286	2 163 717 739 804
61	Subventions	317 445 812 000	347 393 840 667	75 151 009 322
62	Transferts	242 431 873 000	278 355 757 444	584 725 252 556
63	Interventions de l'Etat	1 207 353 055 272	1 150 015 893 057	1 454 802 425 309
64	Prestations sociales	55 326 685 000	58 070 253 118	49 039 052 617

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/021 du 13 1 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 13 1 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANYA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

ANNEXE IX : EQUIPEMENTS

CODE	NATURE	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
7	EQUIPEMENTS	1 646 990 863 900	1 669 199 557 619	1 373 757 259 260
71	Equipements et Mobiliers	12 511 589 000	52 019 722 489	69 727 567 309
72	Equipement de Santé	8 577 242 000	108 885 806 341	380 192 120 248
<del>73</del>	<del>Equipements éducatif, culturel et sportif</del>	<del>1 562 765 000</del>	<del>35 512 455 499</del>	<del>73 087 957 400</del>
74	Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels	5 461 176 000	31 325 401 439	585 100 376 849
75	Equipements de construction et de transport	34 241 419 014	63 850 896 697	39 308 277 241
76	Equipements de Communication	1 718 303 000	959 445 240	80 883 813 721
77	Equipements militaires	1 690 798 000	1 500 594 342	0
78	Equipements divers	1 581 227 571 886	1 375 145 235 572	145 457 146 493

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/~~021~~ du 31 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 13 1 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANYA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

ANNEXE X : CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES,  
ACQUISITION IMMOBILIERE

CODE	NATURE	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 199 945 764 080	1 099 687 832 675	668 993 435 520
81	Acquisition de terrains	667 209 000	7 073 588 120	918 887 703
81	Acquisition de bâtiments	4 841 650 000	5 456 315 227	11 913 877 448
82	Construction d'ouvrages et d'édifices	600 812 160 200	586 360 767 729	565 312 500 862
83	Réhabilitation, réfection et addition d'ouvrages et édifices	593 624 744 880	500 797 161 599	90 848 169 508

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/021 du 31 DEC 2015 pour  
l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 13 1 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANYA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

ANNEXE XI: REPARTITION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL  
DE L'EXERCICE 2016

N°	PROVINCE	TRANSFERT 40%	TAUX (%)
1	BAS UELE	37 726 311 534	2,10
2	EQUATEUR	38 723 616 892	2,05
3	HAUT KATANGA	182 177 127 655	10,16
4	HAUT LOMAMI	61 837 082 855	3,45
5	HAUT UELE	40 122 200 784	2,24
6	ITURI	45 482 895 190	2,54
7	KASAI	50 156 672 147	2,80
8	KASAI ORIENTAL	40 785 004 307	2,27
9	KONGO CENTRAL	147 145 017 178	8,21
10	KWANGO	57 476 479 770	3,20
11	KWILU	61 188 097 363	3,41
12	LOMAMI	39 665 346 323	2,21
13	LUALABA	74 433 459 590	4,15
14	KASAI CENTRAL	50 702 869 455	2,83
15	MAI NDOMBE	57 737 500 022	3,22
16	MANIEMA	57 783 721 760	3,22
17	MONGALA	37 619 591 868	2,10
18	NORD KIVU	92 004 881 110	5,13
19	NORD UBANGI	38 720 743 972	2,16
20	SANKURU	39 848 576 947	2,22
21	SUD KIVU	86 105 138 957	4,80
22	SUD UBANGI	37 892 653 741	2,11
23	TANGANYIKA	67 602 320 336	3,77
24	TSHOPO	51 904 044 084	2,89
25	TSHUAPA	35 652 627 795	1,99
26	KINSHASA	264 863 833 045	14,77
	TOTAL	1 793 357 814 684	100,0

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/021 du 13 1 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 13 1 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANTA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

ANNEXE XII: SYNTHESES DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DE L'EXERCICE 2016

N°	LIBELLE	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
	<b>RECETTES ATTENDUES</b>	<b>516 429 915 000</b>	<b>535 021 391 940</b>	<b>830 357 234 210</b>
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	120 712 500 000	125 058 150 000	194 091 191 706
2	SANTE PUBLIQUE	395 717 415 000	409 963 241 940	636 266 042 504
	<b>DEPENSES ATTENDUES</b>	<b>516 429 915 000</b>	<b>535 021 391 940</b>	<b>830 357 234 210</b>
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	120 712 500 000	125 058 150 000	194 091 191 706
2	SANTE PUBLIQUE	395 717 415 000	409 963 241 940	636 266 042 504
	<b>SOLDE</b>	<b>.</b>	<b>.</b>	<b>0</b>

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/021 du **31 DEC 2015** pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le **31 DEC 2015**

**Joseph KABILA KABANGE**

**Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015**

**Le Cabinet du Président de la République**

**Néhémie MWILANYA WILONDJA**  
**Directeur de Cabinet**

## ANNEXE XIII: SYNTHÈSES DES RECETTES DES COMPTES SPÉCIAUX DE L'EXERCICE 2016

N°	LIBELLE	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
		VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)	VOTE (EN FC)
	<b>RECETTES ATTENDUES</b>	<b>307 999 348 000</b>	<b>375 109 512 016</b>	<b>363 927 554 084</b>
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	91 491 128 000	105 244 194 965	113 860 573 845
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	2 497 235 000	2 587 135 460	2 779 426 551
3	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	5 874 389 000	6 085 867 004	6 538 205 427
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	120 569 121 000	124 909 609 356	134 193 641 429
5	FONDS DE CONTREPARTIE DES PROJETS	12 057 475 000	12 491 544 100	13 419 990 288
6	FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT		33 000 000 000	
7	OFFICE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES CONGOLAISES	510 000 000	528 360 000	567 630 885
8	REGIES DE VOIES AERIENNES	75 000 000 000	77 700 000 000	83 475 130 200
9	FONDS FORESTIER NATIONAL		12 562 801 131	9 092 955 459
	<b>DEPENSES ATTENDUES</b>	<b>307 999 348 000</b>	<b>375 109 512 016</b>	<b>363 927 554 084</b>
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	91 491 128 000	105 244 194 965	113 860 573 845
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	2 497 235 000	2 587 135 460	2 779 426 551
3	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	5 874 389 000	6 085 867 004	6 538 205 427
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	120 569 121 000	124 909 609 356	134 193 641 429
5	FONDS DE CONTREPARTIE DES PROJETS	12 057 475 000	12 491 544 100	13 419 990 288
6	FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT		33 000 000 000	
7	OFFICE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES CONGOLAISES	510 000 000	528 360 000	567 630 885
8	REGIES DE VOIES AERIENNES	75 000 000 000	77 700 000 000	83 475 130 200
9	FONDS FORESTIER NATIONAL		12 562 801 131	9 092 955 459
	SOLDE			

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/021 du 31 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 13 1 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Nélémie MWILANYA WILONDJA  
Directeur de Cabinet

## ANNEXE XIV : PLAFONDS D'AUTORISATION D'EMPLOIS REMUNERES/EXERCICE 2016

CODE SECTION	SECTION	EMPLOIS REMUNERES	ACTIONS NOUVELLES	AUTORISATIONS D'EMPLOIS
10	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	7 301	150	7 451
11	PRIMATURE	887	215	1 102
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	377	.	377
16	ASSEMBLEE NATIONALE	3 759	.	3 759
17	SENAT	1 245	.	1 245
20	POUVOIR JUDICIAIRE	5 154	.	5 154
21	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	2 100	.	2 100
22	AFFAIRES ETRANGERES	1 353	.	1 353
23	COOPERATION INTERNATIONALE	434	.	434
24	DECENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES	5 923	.	5 923
25	INTERIEUR ET SECURITE	161 431	8 000	169 431
27	DEFENSE NATIONALE	162 622	10 000	172 622
28	ANCIENS COMBATTANTS	185	.	185
29	ECONOMIE NATIONALE	2 447	.	2 447
30	FINANCES	19 532	50	19 582
31	BUDGET	3 289	.	3 289
32	PLAN	1 784	14	1 798
33	RECONSTRUCTION	179	.	179
34	JUSTICE	4 915	.	4 915
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	62	.	62
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	683	.	683

CODE SECTION	SECTION	EMPLOIS REMUNERES	ACTIONS NOUVELLES	AUTORISATIONS D'EMPLOIS
37	SANTE PUBLIQUE	43 767	2 500	46 267
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE (y compris ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL)	398 652	12 500	411 152
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	28 301	184	28 485
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	6 974	-	6 974
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	13 206	-	13 206
43	URBANISME ET HABITAT	1 904	-	1 904
44	AGRICULTURE	14 384	-	14 384
45	DEVELOPPEMENT RURAL	6 123	-	6 123
46	INDUSTRIE	2 037	-	2 037
47	COMMERCE EXTERIEUR	2 063	-	2 063
48	MINES	1 841	-	1 841
49	HYDROCARBURES	184	-	184
50	ENERGIE	1 475	-	1 475
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	4 376	-	4 376
52	POSTES TELEPHONES ET TELECOMMUNICATIONS	874	-	874
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	4 647	-	4 647
54	DROITS HUMAINS	354	-	354
55	AFFAIRES FONCIERES	2 703	-	2 703
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	7 076	-	7 076
57	TOURISME	2 287	-	2 287
58	CULTURE ET ARTS	3 052	-	3 052
59	JEUNESSE	3 718	-	3 718
60	SPORTS	895	-	895
61	FONCTION PUBLIQUE	153 110	-	153 110

CODE SECTION	SECTION	EMPLOIS REMUNERES	ACTIONS NOUVELLES	AUTORISATIONS D'EMPLOIS
62	EMPLOI ET TRAVAIL	2 363	-	2 363
63	PREVOYANCE SOCIALE	317	-	317
64	AFFAIRES SOCIALES	11 858	-	11 858
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	922	50	972
69	COOPERATION REGIONALE	137	-	137
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	145	-	145
74	PORTEFEUILLE	418	-	418
77	COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDANTE	2 606	-	2 606
79	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	153	-	153
80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMM.	272	-	272
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME		210	210
90	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET CLASSE MOYENNE	779	400	1 179
	TOTAL	1 109 535	34 273	1 143 808

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 15/021 du 31 DEC 2015 pour l'exercice 2016.

Fait à Kinshasa, le 13 1 DEC 2015

Joseph KABILA KABANGE

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 31 décembre 2015

Le Cabinet du Président de la République

Néhémie MWILANYA WILONDJA  
Directeur de Cabinet



**II.**

**CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI  
DE FINANCES DE L'EXERCICE 2016**

**TABLEAU SYNTHÈSE  
RECETTES 2016**

## I. TABLEAU SYNTHÈSE GÉNÉRALE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2016

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION
I.	BUDGET GENERAL	6 434 664 545 869	4 163 634 415 456	64,7	7 449 004 345 919	4 725 396 286 535	63,4	7 586 218 963 428	3 793 109 481 714	2 470 641 556 321	65,1	7 282 077 472 329	85,9	-4,0
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	4 601 361 479 536	3 577 070 891 423	77,7	5 480 395 169 919	4 344 483 000 001	79,3	6 004 190 458 794	3 002 095 229 397	2 278 249 139 316	75,9	5 868 220 717 139	69,2	-2,3
I.1.1.	RECETTES COURANTES	4 601 361 479 536	3 577 070 891 423	77,7	5 480 395 169 919	4 344 483 000 001	79,3	6 004 190 458 794	3 002 095 229 397	2 278 249 139 316	75,9	5 774 875 717 139	68,1	-3,8
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	1 633 568 078 014	1 469 477 578 975	90,0	2 456 599 330 291	1 793 255 000 000	73,0	2 579 343 267 589	1 289 671 633 799	942 386 000 000	73,1	2 579 943 278 581	30,4	0,0
I.1.1.2	Recettes des Impôts	1 589 253 775 341	1 268 970 863 105	79,8	1 958 643 743 484	1 693 548 000 000	86,5	2 374 764 594 071	1 187 382 297 035	949 376 000 000	80,0	2 296 008 850 067	27,1	-3,3
I.1.1.4	Recettes Non Fiscales	946 715 897 750	442 616 833 465	46,8	554 717 096 144	568 601 000 000	86,8	622 544 376 946	311 272 188 473	302 177 139 317	97,1	723 160 570 630	8,5	16,2
1°	DGRAD / Hors Pétroliers	789 945 827 408	380 230 661 130	48,1	565 977 985 144	505 576 000 000	89,3	622 544 376 946	311 272 188 473	280 124 139 317	90,0	723 160 570 630	8,5	16,2
2°	Autres Recettes /DGRAD	156 770 070 342	62 386 172 335	39,8	88 739 111 000	63 025 000 000	71,0	0	0	22 053 000 000	0	0	0	
a.	Vente de participations	38 212 720 000	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0	0	0	0	
b.	Bonus sur Contrat Chinois	75 000 000 000	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0	0	0	0	
c.	Pas de porte minier	43 000 000 000	4 116 726 945	9,6	63 000 000 000	0	0,0	0	0	0	0	0	0	
d.		0	5 710 456 499		0	46 438 000 000		0	0	0	0	0	0	
e.	Autres recettes	557 350 342	52 558 988 891		25 739 111 000	16 587 000 000		0	0	0	0	0	0	
I.1.1.5	Recettes des Pétroliers Producteurs	431 823 728 431	396 005 615 878	91,7	410 435 000 000	289 079 000 000	70,4	427 538 220 178	213 769 110 089	84 310 000 000	39,4	175 763 017 860	2,1	-88,9
1°	DGI	164 546 447 286	161 220 485 231	98,0	169 520 668 000	104 068 440 000	61,4	184 505 121 293	92 252 560 647	29 609 004 777	32,1	79 143 532 123	0,9	-87,1
2°	DGRAD	267 277 281 145	234 785 130 647	87,8	240 914 332 000	185 010 560 000	76,8	243 033 098 885	121 516 549 443	54 700 995 223	45,0	96 619 485 737	1,1	-60,2
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	93 345 000 000	1,1	
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	1 833 303 066 333	586 563 524 032	32,0	1 968 609 176 000	380 913 286 534	19,3	1 592 028 504 634	791 014 252 317	192 392 417 005	24,3	1 413 856 755 190	16,7	-10,6
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	378 158 716 453	32 459 003 909	8,6	197 373 287 000	23 380 000 000	11,8	50 965 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3	38 064 350 633	0,4	-25,3
I.2.1.1	Emprunt programme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
I.2.1.2	Dons budgétaires	84 708 000 000	32 459 003 909	38,3	197 373 287 000	23 380 000 000	0,0	0	0	0	0	0	0	
I.2.1.3	Ressources PPTE	293 450 716 153	0	0,0	40 373 287 000	0	0,0	50 965 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3	38 064 350 633	0,4	-25,3
1°	Ressource PPTE	193 450 716 153	0	0,0	40 373 287 000	0	0,0	50 965 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3	38 064 350 633	0,4	-25,3
2°	Ressources Allègement /ADM	100 000 000 000	0	0	157 000 000 000	0	0,0	0	0	0	0	0	0	
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	1 455 144 350 180	554 104 520 123	38,1	1 771 235 889 000	357 533 286 534	20,2	1 531 043 304 401	765 521 652 201	171 912 821 099	22,5	1 375 792 404 557	16,2	-10,1
I.2.2.1	Dons projets	866 994 805 252	489 613 073 155	56,5	1 587 193 316 000	357 533 286 534	22,5	1 521 972 889 841	760 986 444 921	171 912 821 099	22,6	606 238 092 310	7,2	-60,2
I.2.2.2	Emprunts projets	588 149 544 928	64 491 446 968	11,0	184 042 573 000	0	0,0	9 070 414 560	4 535 207 280	0	0,0	769 554 312 247	9,1	8 384,2
II.	BUDGETS ANNEXES	516 429 915 000	100 678 312 174	19,5	516 429 915 000	116 965 928 510	22,6	535 021 391 940	267 510 695 970	248 126 682 720	92,8	830 357 234 210	9,8	55,2
III	COMPTES SPECIAUX	307 999 348 335	253 796 646 076	82,4	307 999 348 000	274 063 217 363	89,0	375 109 512 016	187 554 756 008	146 027 786 212	77,9	363 927 554 084	4,3	-3,0
TOTAL GENERAL	RECETTES	7 259 093 809 204	4 518 109 373 705	62,2	8 273 433 608 919	5 116 425 432 408	61,8	8 496 349 867 384	4 248 174 933 692	2 864 796 025 253	67,4	8 476 362 260 623	100,0	-0,2

# **RECETTES DE DOUANES ET ACCISES**

## 1.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2016

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015					LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	TOTAL FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATION FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION	
I.	Impôts généraux sur les biens et services	663 906 943 233	552 773 453 341	83,3	1 174 933 503 406	825 867 000 000	70,3	1 097 326 107 770	548 663 053 885	456 820 613 428	83,3	1 247 631 201 019	48,4	13,7	
II.	Droits d'accises	468 536 732 230	374 680 632 025	80,0	543 486 234 445	330 596 169 851	60,8	602 733 646 092	301 366 823 046	186 972 034 137	62,0	571 599 992 017	22,2	-5,2	
17132100	Accises perçues en régime intérieur	358 941 176 053	302 740 704 329	84,3	394 746 359 777	243 461 754 416	61,7	423 567 256 515	211 783 628 258	110 137 173 748	52,0	323 728 739 376	12,5	-23,6	
17132200	Accises perçues à l'importation	109 595 556 177	71 939 927 696	65,6	148 739 874 668	87 134 415 435	58,6	179 166 389 577	89 583 194 789	76 834 860 389	85,8	247 871 252 640	9,6	38,3	
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	471 761 891 114	533 244 943 421	113,0	721 192 081 388	628 006 574 362	87,1	765 275 996 751	382 637 998 376	294 572 918 917	77,0	734 074 816 818	28,5	-4,1	
17151110	Droits de douane	470 923 107 690	532 427 502 384	113,1	720 344 938 388	627 660 084 147	87,1	764 011 882 410	382 005 941 205	294 454 765 914	77,1	733 564 630 293	28,4	-4,0	
17151120	Autres droits à l'importation	838 783 424	817 441 037	97,5	847 143 000	346 490 216	40,9	1 264 114 341	632 057 171	118 153 003	18,7	510 186 525	0,0	-59,6	
IV.	Taxes à l'exportation	16 362 511 436	7 354 512 135	44,9	14 674 832 052	7 170 628 475	48,9	104 160 572 528	52 080 286 264	2 460 119 347	4,7	16 790 324 270	0,7	-83,9	
17152100	Droits de sortie des minerais	6 954 905 851	2 551 423 611	36,7	7 417 214 000	2 791 151 528	37,6	95 564 041 666	47 782 020 833	1 255 811 976	2,6	14 503 288 215	0,6	-84,8	
17152200	Droits de sortie des produits agricoles et végétaux	7 008 595 185	4 803 088 524	68,5	7 242 618 052	4 379 476 947	60,5	8 596 530 862	4 298 265 431	1 204 307 371	28,0	2 287 036 055	0,1	-73,4	
17152250	Droits de sortie sur les autres produits végétaux	2 399 010 400	0	0,0	15 000 000	0	0,0	0	0	0	0	0	0	0	
V.	Amendes et Pénalités	13 000 000 000	1 424 038 054	11,0	2 312 679 000	1 614 627 312	69,8	9 846 944 457	4 923 472 229	1 560 314 171	31,7	9 846 944 458	0,4	0,0	
<b>TOTAL DGDA</b>		<b>1 633 568 078 014</b>	<b>1 469 477 578 975</b>	<b>90,0</b>	<b>2 456 599 330 291</b>	<b>1 793 255 000 000</b>	<b>73,0</b>	<b>2 579 343 267 599</b>	<b>1 289 671 633 799</b>	<b>942 386 000 000</b>	<b>73,1</b>	<b>2 579 943 278 581</b>	<b>100,0</b>	<b>0,0</b>	

**CANEVAS DES RECETTES  
PRESENTATION DES IMPOTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCE PAR ORGANISME GENERATEUR / EXERCICE 2016**

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015			LOI DE FINANCES 2016			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT NO	VARIAT
<b>I.</b>	<b>BUDGET GENERAL</b>	6 434 664 545 870	4 163 634 415 457	64,71	7 449 004 345 920	4 725 396 286 534	63,44	7 586 218 963 428	3 793 109 481 714	2 470 641 566 321	65,13	7 282 077 472 329	85,91	-4,01
<b>I.1</b>	<b>RECETTES DU POUVOIR CENTRAL</b>	4 601 361 479 837	3 577 070 891 424	77,74	5 480 395 169 920	4 344 483 000 000	79,27	6 004 190 458 794	3 002 095 229 397	2 278 249 139 316	75,89	5 868 220 717 139	69,23	-2,26
<b>I.1.1</b>	<b>RECETTES COURANTES</b>	4 601 361 479 837	3 577 070 891 424	77,74	5 480 395 169 920	4 344 483 000 000	79,27	6 004 190 458 794	3 002 095 229 397	2 278 249 139 316	75,89	5 774 875 717 139	68,13	-3,82
<b>I.1.1.1</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (DGDA)</b>	1 633 588 078 014	1 469 477 578 975	89,96	2 456 599 330 291	1 793 255 000 000	73,00	2 579 343 267 599	1 289 671 633 999	942 386 000 000	73,07	2 579 943 278 561	30,44	0,02
	<b>17130 000 Impôts généraux sur les biens et services</b>	663 906 943 233	552 773 453 341	83,26	1 174 933 503 406	825 867 000 000	70,29	1 097 326 107 770	548 663 053 885	456 820 613 428	83,26	1 247 631 201 019	14,72	13,70
	17131 120 Taxe sur la Valeur Ajoutée	663 906 943 233	552 773 453 341	83,26	1 174 933 503 406	825 867 000 000	70,29	1 097 326 107 770	548 663 053 885	456 820 613 428	83,26	1 247 631 201 019	14,72	13,70
	<b>17132 000 Droits d'accises</b>	468 536 732 230	374 680 632 025	79,97	543 486 234 445	330 596 169 851	60,83	602 733 646 092	301 366 823 046	186 972 034 137	62,04	571 599 992 017	6,74	-5,17
	<b>17132 100 Accises perçues en régime intérieur</b>	358 941 176 053	302 740 704 329	84,34	394 746 359 777	243 461 754 416	61,68	423 567 256 515	211 783 628 258	110 137 173 748	52,00	323 728 739 376	3,82	-23,57
	17132 111 Boissons alcoolisées	117 039 963 333	120 971 040 267	103,36	136 000 332 000	125 780 075 502	92,49	157 640 541 192	78 820 270 596	61 265 481 380	77,73	161 641 624 274	1,91	2,54
	17132 131 Tabacs et allumettes fabriqués	79 157 090 369	39 465 083 235	49,86	81 439 397 000	14 315 890 191	17,58	83 631 060 416	41 815 530 208	883 781 298	2,11	2 666 142 137	0,03	-96,81
	17132 113 Eaux de table et limonades et jus	24 192 766 632	18 442 990 130	76,23	24 294 522 000	13 375 036 092	55,05	28 160 237 852	14 080 118 926	6 209 305 332	44,10	21 015 588 434	0,25	-25,37
	17131 112 Alcool et boissons alcooliques	492 596 306	507 690 358	103,06	506 168 000	6 236 716 540	1 232,14	692 117 068	346 058 534	1 062 462 928	307,02	3 551 296 114	0,04	413,11
	17132 171 Parfums liquides	47 357 948	28 902 816	61,03	47 879 000	21 207 804	44,29	56 903 262	28 451 631	15 510 391	54,51	37 629 623	0,00	-33,87
	Huiles de graissage et lubrifiants	123 982 014	0	0,00	128 463 000	0	0,00	0	0	305 444	0,00	0	0,00	0,00
	Liquides pour freins hydrauliques et autres	99 185 611	0	0,00	101 163 000	0	0,00	0	0	0	0,00	0	0,00	0,00
	<b>17132 173 Produits de beauté ou de maquillage</b>	828 920 321	806 903 560	97,34	838 503 000	696 900 800	83,11	996 881 266	498 940 633	441 397 340	88,57	1 197 924 197	0,01	-96,76
	17132 162 Préparations capillaires	576 189 224	19 811 960	3,44	582 850 000	16 332 363	2,80	692 801 214	346 400 607	0	0,00	22 479 055	0,00	-100,00
	17132 161 Préparation pour usage buccale		7 881 711	0,00	9 444 000	6 058 807	64,16	16 837 792	8 418 896	0	0,00	0	0,00	0,00
	Savons, agents de surface	2 265 787 577	4 438 433 765	195,89	6 240 539 191	4 451 064 666	71,33	6 864 747 750	3 432 373 875	271 897 632	7,92	698 022 265	0,01	-89,83
	17132 172 organiques, préparations lubrifiantes et cirages		369 042 926	46,62	800 751 586	359 223 723	44,86	951 807 281	475 903 641	273 021 609	57,37	781 876 512	0,01	-17,85
	17132 151 Articles et ouvrages en matières plastiques	791 599 505	1 467 739	0,26	568 124 000	140 033 204	24,65	675 296 929	337 648 465	1 033 219	0,31	0	0,00	0,00
	17132 152 Articles et ouvrages en caoutchouc synthétique	561 631 252	117 681 455 864	88,64	143 188 224 000	78 063 214 724	54,52	143 188 224 493	71 594 112 247	39 712 977 175	55,47	132 116 156 769	1,56	-7,73

N°	LOI DE FINANCES 2013				LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC TURA	VARIATI ONS	
1.1.1.3	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (DGDA) ( Suite)													
		<b>109 595 556 177</b>	<b>65,64</b>	<b>148 739 874 668</b>	<b>87 134 415 435</b>	<b>58,58</b>	<b>179 166 389 577</b>	<b>89 583 194 789</b>	<b>76 834 860 389</b>	<b>85,77</b>	<b>247 871 252 640</b>	<b>2,92</b>	<b>36,35</b>	
	<b>17132 200 Accises perçues à l'importation</b>	2 134 809 518	3 365 770 221	2 444 787 000	2 045 086 540	91,10	2 361 605 288	1 180 802 644	2 099 568 170	177,81	6 119 547 397	0,07	159,13	
	17132 211 Boissons alcoolisées	12 537 373 229	18 367 793 511	19 679 489 000	35 609 035 630	180,94	34 546 996 426	17 273 498 213	31 367 758 268	181,59	63 273 660 746	0,75	83,15	
	17132 231 Tabacs et allumettes importés	1 523 080 475	1 897 797 612	1 732 553 612	2 132 069 874	123,06	2 567 382 591	1 283 891 296	2 716 130 797	211,59	8 961 388 496	0,11	249,05	
	17132 213 Eaux de table et limonades et jus	5 767 730 979	7 211 146 124	7 964 955 306	6 296 644 992	79,05	10 009 891 887	5 004 945 944	2 765 391 053	55,25	8 178 416 102	0,10	-18,30	
	17132 212 Alcool et boissons alcooliques	3 670 374 260	3 399 962 145	1 233 976 000	419 049 621	33,96	1 298 192 380	649 096 190	477 622 653	73,58	1 384 202 208	0,02	6,63	
	17132 281 Parfums liquides	48 285 900 223	9 504 231 954	67 634 720 000	12 670 707 457	18,73	72 823 277 907	36 411 638 954	24 655 882 450	67,71	122 969 552 282	1,45	68,86	
	17132 241 Produits pétroliers	228 878 213	221 203 899	240 669 000	217 166 240	90,23	820 347 100	410 173 550	732 710 128	178,63	1 738 177 583	0,02	11,88	
	Huiles de graissage et lubrifiants	183 102 571	358 527 703	420 077 000	577 310 726	137,43	3 038 322 593	1 519 161 297	411 353 712	27,08	1 579 681 146	0,02	-48,01	
	17132 242 Liquides pour freins hydrauliques et autres	930 077 831	434 038 757	977 992 000	582 766 770	59,59	1 498 445 460	749 222 730	376 763 625	50,29	1 260 046 667	0,01	-15,91	
	17132 283 Produits de beauté ou de maquillage	430 707 184	217 493 635	452 896 000	577 899 476	127,60	807 917 598	403 958 799	277 660 073	68,73	903 429 686	0,01	11,82	
	17132 262 Préparations capillaires	1 997 482 590	4 044 196 456	4 053 153 722	6 184 983 241	152,60	7 013 461 318	3 506 730 659	1 452 503 875	41,42	4 930 711 615	0,06	-29,70	
	17132 261 Préparations pour usage buccale	2 169 349 322	2 250 894 385	2 836 578 772	397 544 159	14,01	2 399 814 496	1 199 907 248	294 760 091	24,57	885 995 078	0,01	-63,08	
	Savons, agents de surface	2 953 777 381	10 964 823 664	11 188 498 256	7 456 137 523	66,64	11 897 334 709	5 948 667 355	1 622 039 536	27,27	4 594 811 682	0,05	-61,38	
	17132 282 organiques, préparations lubrifiantes et graçes	26 782 912 400	12 756 934 306	28 005 140 000	11 961 069 560	42,71	28 005 140 000	14 002 570 000	7 584 715 957	54,17	21 091 631 953	0,25	-24,69	
	17132 251 Articles et ouvrages en matières plastiques	1 820 000 000	25 297 734	323 544 000	25 220 910	7,80	1 401 064 439	700 532 220	77 108 208	11,01	1 401 064 439	0,02	0,00	
	17132 252 Articles et ouvrages en caoutchouc synthétique	390 000 000	602 599	69 149 000	375 080	0,54	299 441 220	149 720 610	48 256 770	32,23	299 441 220	0,00	0,00	
	37137 100 Amendes et pénalités relevant des accises perçues en régime intérieur	1 430 000 000	24 695 135	254 395 000	24 845 830	9,77	1 101 623 219	550 811 610	28 851 438	5,24	1 101 623 219	0,01	0,00	
	37137 200 Amendes et pénalités relevant des accises perçues à l'importation	471 761 891 114	533 244 943 421	721 192 081 388	628 006 574 362	87,08	765 275 996 751	382 637 998 376	294 572 918 917	76,98	734 074 816 818	8,66	-4,08	
17151 100	Droits de douane et autres droits à l'importation	470 923 107 690	532 427 502 384	720 344 938 388	627 660 084 147	87,13	764 011 882 410	382 005 941 205	294 454 765 914	77,08	733 564 630 293	8,65	-3,99	
	17151 110 Droits de douane	838 783 424	817 441 037	847 143 000	346 490 216	40,90	1 264 114 341	632 057 171	118 153 003	18,69	510 186 525	0,01	-59,64	
	17151 120 Autres droits à l'importation	556 394 909	431 231 859	561 959 000	205 204 267	36,52	618 154 744	309 077 372	96 200 133	31,12	120 450 080	0,00	-80,51	
	17151 121 Produits partiels des ventes publiques	1 459 125	33 617 153	1 474 000	102 171 885	6 891,61	362 249 738	181 124 869	0	0,00	362 249 738	0,00	0,00	
	17151 122 Taxes sur remboursement / Retenus sur restitutions douanières	280 929 390	352 592 025	283 710 000	39 114 064	13,79	283 709 859	141 854 930	21 952 869	15,48	27 486 706	0,00	-90,31	
	17151 123 Taxes sur ventes publiques													

N°	LOI DE FINANCES 2013				LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016					
	ACTES GENERATEURS				VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCTURE	VARIATION
1.1.1.3	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (DGDA) (Suite)																
17152 000	Taxes à l'exportation				16 362 511 436	7 354 512 135	44,95	14 674 832 052	7 170 628 475	48,86	104 160 572 528	52 080 285 264	2 460 119 347	4,72	16 790 324 270	0,20	-83,88
	17152 100 Droits de sortie des minerais				6 954 905 651	2 551 423 611	36,69	7 417 214 000	2 791 151 528	37,63	95 564 041 666	47 782 020 833	1 255 811 976	2,63	14 503 288 215	0,17	-84,82
	17152 120 Diamant artisanal				5 149 135 565	2 059 119 663	39,99	5 444 980 000	1 863 834 317	34,23	73 144 805 068	36 572 402 534	930 937 868	2,55	2 139 876 057	0,03	-97,07
	17152 140 Or artisanal				45 643 376	43 136 439	94,51	85 870 000	113 442 718	132,11	5 055 382 241	2 527 691 120	33 708 544	1,33	78 148 746	0,00	-98,45
	17152 300 Autres produits				1 760 126 910	449 167 509	25,52	1 886 364 000	813 874 492	43,15	17 363 854 358	8 681 927 179	291 165 564	3,35	12 285 263 412	0,14	-29,25
	17152 200 Droits de sortie des produits agricoles				7 008 595 185	4 803 088 524	68,53	7 242 618 052	4 379 476 947	60,47	8 596 530 862	4 298 265 431	1 204 307 371	28,02	2 287 036 055	0,03	-73,40
	17152 210 Café Robusta				280 113 158	88 424 606	31,57	300 203 000	78 094 375	26,01	361 157 312	180 578 656	34 791 981	19,27	0	0,00	
	17152 220 Café Arabica				244 573 156	73 549 526	30,07	261 880 000	170 798 260	65,22	314 778 560	157 389 280	49 723 249	31,59	0	0,00	
	17152 230 Bois en grumes				5 567 927 303	3 823 791 020	68,68	5 653 893 000	3 395 115 903	60,05	6 801 894 512	3 400 947 256	619 435 057	18,21	1 069 997 276	0,01	-84,27
	17152 240 Bois scié				915 981 569	773 766 110	84,47	1 026 642 052	735 468 410	71,64	1 118 700 478	559 350 239	500 357 085	89,45	1 217 038 778	0,01	8,79
	17152 250 Autres produits végétaux				43 557 261				0			0	0			0,00	
	17152 300 Droits de sortie sur les autres produits				2 399 010 400	0	0,00	15 000 000	0	0,00	15 000 000	0	0		0	0,00	
	17152 310 Energie électrique et gaz butane				2 399 010 400	0	0,00	15 000 000	0	0,00	15 000 000	0	0		0	0,00	
37156 000	Amendes et pénalités sur impôts sur le commerce et transactions internationales				11 180 000 000	1 398 740 320	12,51	1 989 135 000	1 589 406 402	79,90	8 445 880 018	4 222 940 009	1 483 205 963	35,12	8 445 880 019	0,10	0,00
	37156 100 Amendes et pénalités à l'importation				11 050 000 000	1 358 065 981	12,29	1 985 777 000	1 589 406 402	80,85	8 344 730 977	4 172 365 489	1 482 530 579	35,53	8 344 730 977	0,10	0,00
	37156 200 Amendes et pénalités à l'exportation				130 000 000	40 674 339	31,29	23 358 000	0	0,00	101 149 041	50 574 521	675 384	1,34	101 149 042	0,00	0,00

# **RECETTES DES IMPOTS**

## 1.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES IMPOTS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2016

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	TOTAL FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION
I	<b>IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	538 239 117 339	527 654 527 346	98,0	714 716 275 313	576 126 509 564	80,6	772 830 398 550	386 415 199 275	282 153 463 729	73,0	737 729 903 536	32,1	-4,5
1 711 111	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions politiques et Fonctionnaires et Agents publics	357 268 984 469	394 399 586 415	110,4	518 137 977 355	429 467 149 164	82,9	549 374 382 566	274 687 191 278	210 435 416 201	76,6	525 357 538 405	22,9	-4,4
1 711 112	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions politiques	69 301 531 316	16 089 148 664	23,2	36 550 440 000	18 709 533 970	51,2	40 611 600 000	20 305 800 000	9 246 760 772	45,5	40 611 600 000	1,8	0,0
1 711 113	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics	10 317 534 000	12 137 512 628	117,6	22 751 670 000	20 021 165 058	88,0	25 251 670 000	12 625 835 000	9 226 642 554	73,1	25 251 670 000	1,1	0,0
17 111 131	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	10 317 534 000	12 137 512 628	117,6	11 801 100 000	9 552 498 188	80,9	13 801 100 000	6 900 550 000	5 173 049 623	75,0	13 801 100 000	0,6	0,0
17 111 132	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des réelles financières.	0	0	0	10 950 570 000	10 468 686 870		11 450 570 000	5 725 285 000	4 053 592 931	70,8	11 450 570 000	0,5	0,0
17 111 200	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	52 713 156 677	55 787 306 873	105,8	69 795 489 000	57 266 849 245	82,0	85 582 867 811	42 791 433 905	29 418 615 937	68,7	81 480 778 077	3,5	-4,8
17 111 400	Impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés	48 637 910 677	49 092 377 570	100,9	67 480 695 958	50 661 812 127	75,1	72 009 878 184	36 004 939 092	23 826 028 264	66,2	65 028 317 055	2,8	-9,7
17 111 800	Autres impôts sur les revenus professionnels des personnes physiques non classés ailleurs	0	148 595 195		0	0	#DIV/0!	0	0	0		0	0	
II	<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	324 055 743 444	299 321 728 571	92,4	446 301 619 048	500 946 183 132	112,2	759 415 304 467	379 707 652 234	342 424 081 733	90,2	739 824 964 239	32,2	-2,6
17 112 100	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	237 034 834 241	220 317 690 614	92,9	324 749 368 048	392 767 086 789	120,9	614 311 190 206	307 155 595 103	292 133 634 932	95,1	578 016 619 120	25,2	-5,9
17 112 300	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petites tailles	40 727 276 648	31 679 775 136	77,8	35 701 732 000	12 426 386 857	34,8	36 101 732 000	18 050 866 000	2 418 623 984	13,4	35 617 358 727	1,6	-1,3
17 112 400	Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents	0	0	0	30 448 751 000	43 743 974 657		37 152 212 487	18 576 106 243	21 576 061 069	116,1	54 365 468 071	2,4	46,3
	Impôts sur les revenus des professions libérales	7 625 783 832	1 652 697 223	21,7	0	0		0	0	0		0	0	
17 113 100	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	38 667 848 724	45 671 565 599	118,1	55 401 768 000	52 008 734 829	93,9	71 850 169 774	35 925 084 887	26 295 761 748	73,2	71 825 518 322	3,1	0,0
III.	<b>IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	673 363 273 135	407 480 320 172	60,5	747 667 661 124	586 171 029 207	78,4	788 176 652 840	394 088 326 420	318 265 791 585	80,8	779 467 445 566	33,9	-1,1
	Impôts sur le chiffre d'affaires / ventes locales	3 812 129 559	7 912 370 533	207,6	1 796 169 000	363 427 983	20,2	0	0	99 740 945		0	0	
	Impôts sur le chiffre d'affaires / Prestations des services	5 273 869 236	16 410 923 285	311,2	4 310 806 000	1 317 586 482	30,6	0	0	0		0	0	
	Impôts sur le chiffre d'affaires / Travaux immobiliers	370 331 107	3 425 722 688	925,0	1 077 701 000	187 014 742	17,4	0	0	0		0	0	
17 131 110	Taxe sur la Valeur Ajoutée	663 906 943 233	379 731 303 665	57,2	740 482 985 124	584 303 000 000	78,9	788 176 652 840	394 088 326 420	318 166 050 639	80,7	779 467 445 566	33,9	-1,1
IV.	<b>AUTRES RECETTES</b>	53 595 641 423	34 514 287 016	64,4	49 958 188 000	30 304 278 097	60,7	54 342 238 213	27 171 119 107	6 532 662 954	24,0	38 985 536 726	1,7	-28,3
17134111	Immatriculations automobiles	4 938 288 160	2 353 444 714	47,7	3 400 092 000	1 499 797 865	44,1	2 500 267 700	1 250 133 850	635 807 324	50,9	2 046 495 780	0,1	-18,1
27 012 229	Vente des imprimés	1 942 053 256	1 312 430 330	67,6	2 338 827 000	619 885 222	26,5	2 552 074 124	1 276 037 062	429 153 659	33,6	1 536 476 436	0,1	-39,8
37 114 300	Amendes et pénalités	46 715 300 007	30 848 411 973	66,0	44 219 269 000	28 184 595 010	63,7	49 289 896 389	24 644 948 195	5 467 701 971	22,2	35 403 564 510	1,5	-28,2
	<b>TOTAL DGI HORS PETROLIERS</b>	1 589 253 775 341	1 268 970 863 105	79,8	1 958 643 743 484	1 693 548 000 000	86,5	2 374 764 594 071	1 187 382 297 035	949 376 000 000	80,0	2 296 008 850 067	100,0	-3,3

N°	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI ON
1.1.1.2	1 753 800 222 627	1 430 191 348 336	81,55	2 128 164 411 484	1 797 616 440 000	84,47	2 559 289 715 364	1 279 634 857 682	978 985 004 777	76,51	2 375 152 382 190	28,02	-7,19
17 111	545 864 901 170	529 307 224 568	96,97	714 716 275 313	576 126 509 564	80,61	772 830 398 550	386 415 199 275	282 153 463 729	73,02	737 729 903 536	8,70	-4,54
	357 268 984 469	394 399 586 415	110,39	518 137 977 355	429 467 149 164	82,89	549 374 382 556	274 687 191 278	210 435 416 201	76,61	525 357 538 405	6,20	-4,37
	69 301 531 316	16 089 148 664	23,22	36 550 440 000	18 709 533 970	51,19	40 611 600 000	20 305 800 000	9 246 760 772	45,54	40 611 600 000	0,48	0,00
	10 317 534 000	12 137 512 628	117,64	22 751 670 000	20 021 165 058	88,00	25 251 670 000	12 625 835 000	9 226 642 554	73,08	25 251 670 000	0,30	0,00
	10 317 534 000	12 137 512 628	117,64	11 801 100 000	9 552 498 188	80,95	13 801 100 000	6 900 550 000	5 173 049 623	74,97	13 801 100 000	0,16	0,00
	52 713 156 877	55 787 306 873	105,83	10 950 570 000	10 468 666 870	95,60	11 450 570 000	5 725 285 000	4 053 592 931	70,80	11 450 570 000	0,14	0,00
	7 625 783 832	1 652 697 223	21,67	69 795 489 000	57 266 849 245	82,05	85 582 867 811	42 791 433 905	29 418 615 937	68,75	81 480 778 077	0,96	-4,79
	48 637 910 677	49 092 377 570	100,93	0	50 661 812 127	75,08	72 009 878 184	36 004 939 092	23 826 028 264	66,17	65 028 317 055	0,77	-9,70
		148 595 195		0				0	0			0,00	
17112 000	442 308 558 175	413 217 950 980	93,42	560 420 519 048	553 005 888 303	98,68	872 070 255 986	436 035 127 993	345 737 324 762	79,29	747 142 978 040	8,81	-14,33
	237 034 834 241	220 317 690 614	92,95	324 749 368 048	392 767 086 789	120,94	614 311 190 206	307 155 595 103	292 133 634 932	95,11	578 016 619 120	6,82	-5,91
	164 546 447 286	161 220 485 231	97,98	169 520 668 000	104 068 440 000	61,39	184 505 121 293	92 252 560 647	29 609 004 777	32,10	79 143 532 123	0,93	-57,10
	40 727 276 648	31 679 775 136	77,79	35 701 732 000	12 426 386 857	34,81	36 101 732 000	18 050 866 000	2 418 623 984	13,40	35 617 358 727	0,42	-1,34
				30 448 751 000	43 743 974 657	143,66	37 152 212 487	18 576 106 243	21 576 061 069	116,15	54 365 468 071	0,64	46,33
1711 300	38 667 848 724	45 671 565 599	118,11	55 401 768 000	52 008 734 829	93,88	71 850 169 774	35 925 084 887	26 295 761 748	73,20	71 825 518 322	0,85	-0,03
	38 667 848 724	45 671 565 599	118,11	55 401 768 000	52 008 734 829	93,88	71 850 169 774	35 925 084 887	26 295 761 748	73,20	71 825 518 322	0,85	-0,03
37114 000	46 715 300 007	30 848 411 973	66,03	44 219 269 000	28 184 595 010	63,74	49 289 896 389	24 644 948 195	5 467 701 971	22,19	35 403 564 510	0,42	-28,17
	46 715 300 007	30 848 411 973	66,03	44 219 269 000	28 184 595 010	63,74	49 289 896 389	24 644 948 195	5 467 701 971	22,19	35 403 564 510	0,42	-28,17
17130 000	673 363 273 135	407 480 320 172	60,51	747 667 661 124	586 171 029 207	78,40	788 176 652 840	394 088 326 420	318 265 791 585	80,76	779 467 445 566	9,20	-1,10
	9 456 329 902	27 749 016 507	293,44	7 184 676 000	1 868 029 207	26,00	0	0	99 740 945		0	0,00	
	3 812 129 559	7 912 370 533	207,56	1 796 169 000	363 427 983	20,23		0	99 740 945		0	0,00	
	5 273 869 236	16 410 923 285	311,17	4 310 806 000	1 317 586 482	30,56		0	0		0	0,00	
	370 331 107	3 425 722 688	925,04	1 077 701 000	187 014 742	17,35		0	0		0	0,00	
17131 110	663 906 943 233	379 731 303 665	57,20	740 482 985 124	584 303 000 000	78,91	768 176 652 840	394 088 326 420	318 166 050 639	80,73	779 467 445 566	9,20	-1,10

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI
1.2.	<b>DIRECTION GENERALE DES IMPOTS (Suite)</b>													
17134 000	Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	4 938 288 160	2 353 444 714	47,66	3 400 092 000	1 499 797 865	44,11	2 500 267 700	1 250 133 850	635 807 324	50,86	2 046 495 780	0,02	-18,15
	17134 111 Immatriculations des véhicules	4 938 288 160	2 353 444 714	47,66	3 400 092 000	1 499 797 865	44,11	2 500 267 700	1 250 133 850	635 807 324	50,86	2 046 495 780	0,02	-18,15
27000 000	VENTES DE BIENS ET SERVICES	1 942 053 256	1 312 430 330	67,58	2 338 827 000	619 885 222	26,50	2 552 074 124	1 276 037 062	429 153 659	33,63	1 536 476 436	0,02	-39,79
	27022 200 Délivrance, authentification et légalisation de documents	1 942 053 256	1 312 430 330	67,58	2 338 827 000	619 885 222	26,50	2 552 074 124	1 276 037 062	429 153 659	33,63	1 536 476 436	0,02	-39,79
	27022 290 Vente des imprimés	1 942 053 256	1 312 430 330	67,58	2 338 827 000	619 885 222	26,50	2 552 074 124	1 276 037 062	429 153 659	33,63	1 536 476 436	0,02	-39,79
	<b>SOUS - TOTAL DGI / HORS PETROLIERS</b>	1 589 253 775 341	1 268 970 863 105	79,85	1 958 643 743 484	1 693 548 000 000	86,47	2 374 764 594 071	1 187 382 297 035	949 376 000 000	79,96	2 296 008 850 067	27,09	-3,32
	<b>PETROLIERS PRODUCTEURS / DGI</b>	164 546 447 286	161 220 485 231	97,98	169 520 668 000	104 068 440 000	61,39	184 505 121 293	92 252 560 647	29 609 004 777	32,10	79 143 532 123	0,93	-57,10
	<b>TOTAL GENERAL DGI</b>	1 753 800 222 627	1 430 191 348 336	81,55	2 128 164 411 484	1 797 616 440 000	84,47	2 559 269 715 364	1 279 634 857 682	978 985 004 777	76,51	2 375 152 382 190	28,02	-7,19

# **RECETTES NON FISCALES**

### 1.3. TABLEAU SYNTHÈSE DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2016

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015					LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION	
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	501 629 421 107	129 444 375 472	25,8	251 781 172 401	214 060 599 213	85,0	308 090 199 039	154 045 099 520	128 104 988 419	83,2	405 228 877 804	56,0	31,5	
II.	RECETTES JUDICIAIRES	22 484 038 000	5 118 871 184	22,8	15 648 088 000	16 963 431 922	108,4	22 359 080 686	11 179 540 343	8 002 287 556	71,6	24 726 023 000	3,4	10,6	
III.	RECETTES DOMANIALES	254 284 941 690	150 343 340 172	59,1	289 693 385 743	212 280 675 039	73,3	285 072 735 254	142 536 367 627	119 695 685 562	84,0	285 325 192 338	39,5	0,1	
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	11 547 426 612	11 732 604 641	101,6	8 855 339 000	8 524 352 607	96,3	7 022 361 967	3 511 180 983	2 732 640 126	77,8	7 880 477 488	1,1	12,2	
V.	PART DES PROVINCES	0	83 591 469 662		0	63 746 941 219		0	0	21 588 537 655		0			
	TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS	789 945 827 408	380 230 661 130	48,1	565 977 985 144	505 576 000 000	89,3	622 544 376 946	311 272 188 473	280 124 139 317	90,0	723 160 570 630	100,0	16,2	



N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI
1.1.1.3	<b>RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS</b>													
1.1.1.3.1	<b>DIRECTION GENERALE DES RECETTES ADMIN. JUDIC. DOMANIALE ET DE PARTICIPATIONS (DGRAD)</b>													
22	<b>27 420 000 Droits administratifs</b>	23 367 614 728	21 063 865 242	90,14	25 303 329 000	15 475 517 037	61,16	25 865 942 700	12 832 971 350	7 917 095 418	61,22	26 626 359 020	0,31	2,94
	27421 100 Droits de délivrance de laissez-passer tenant lieu de passeport													
	27421 200 Droits de légalisation pour acte de transaction immobilière	59 889 683	50 180 564	83,79	48 767 000	237 667 787	487,35	48 323 400	24 161 700	45 761 476	189,40	48 166 020	0,00	-0,33
	27421 300 Droits de légalisation simple	15 529 865	26 748 301	172,24	9 451 000	5 774 913	61,10	9 365 000	4 682 500	66 997 679	1 430,81	9 335 000	0,00	-0,32
	27421 500 Taxe de délivrance de la Note verbale	3 944 081	3 572 514	90,58	3 969 000	10 168 355	256,19	3 933 300	1 966 650	2 193 142	111,52	3 920 700	0,00	-0,32
	27421 600 Droits de délivrance du Passeport ordinaire	10 557 356 474	9 177 730 488	86,93	12 728 002 000	15 159 992 329	119,11	13 873 311 000	6 936 655 500	7 769 005 305	111,86	11 523 440 250	0,14	-16,94
	27421 710 Droits de délivrance des Visas de transit	3 444 830 310		0,00	3 569 808 000	58 032 065	1,63	3 202 830 000	1 601 415 000	0	0,00	3 257 750 000	0,04	1,71
	27421 711 Visa de transit (aller simple ou aller-retour)	299 550 462		0,00	302 432 000	0	0,00	299 680 000	149 840 000	41 933 636	27,99	429 387 000	0,01	43,28
	27421 713 Visa de transit de deux mois (une ou plusieurs entrées)	2 995 504 618		0,00	2 835 300 000	0	0,00	2 809 500 000	1 404 750 000	0	0,00	3 145 590 000	0,04	11,96
	27421 714 Visa de transit de trois mois (une ou plusieurs entrées)	2 995 504 618		0,00	2 970 300 000	0	0,00	2 809 500 000	1 404 750 000	0	0,00	3 103 724 500	0,04	10,47
	27421 715 Visa de transit de six mois (une ou plusieurs entrées)	2 995 504 618		0,00	2 835 300 000	0	0,00	2 809 500 000	1 404 750 000	0	0,00	2 380 297 500	0,03	-15,28
	Recettes des chancelleries	0	11 805 633 375		0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
27012 000	<b>Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands</b>	0	0	0	0	3 881 588		0	0	1 204 180	40,00	2 584 728 050	0,03	
	27012 211 Droits de délivrance du Formulaire de demande de passeport	0			0	0		0	0	0		2 304 688 050	0,03	
	27012 220 Droits d'octroi de la Carte consulaire	0			0	3 881 588		0	0	1 204 180		280 040 000	0,00	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI ON
25 a	INTERIEUR ET SECURITE	1 000 000 000	213 819 887	21,38	711 359 000	331 229 798	46,56	817 862 321	408 931 161	211 242 318	51,66	219 400 000	0,00	-73,17
17134 000	Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	28 206 958	5 195 761	18,42	28 207 000	20 236 355	71,74	46 355 408	23 177 704	9 535 683	41,14	11 800 000	0,00	-74,54
	17134 700 Droits de délivrance de Permis de port d'armes d'autodéfense, de chasse ou de sport	28 206 958	5 195 761	18,42	28 207 000	20 236 355	71,74	46 355 408	23 177 704	9 535 683	41,14	11 800 000	0,00	-74,54
17136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	2 925 813	0	0,00	2 926 000	1 623 485	55,48	3 277 750	1 638 875	121 500	7,41	0	0,00	
	17136 120 Taxe sur l'autorisation spéciale de fabrication d'arme de chasse et d'autodéfense	2 925 813	0	0,00	2 926 000	1 623 485	55,48	3 277 750	1 638 875	121 500	7,41	0	0,00	
27426 000	Droits administratifs d'autorisation d'exploitation	65 568 939	44 054 532	67,19	65 569 000	127 175 026	193,96	103 015 000	51 507 500	66 217 403	128,56	151 100 000	0,00	46,68
	27426 830 Droits de délivrance du Permis d'exploitation sociétés de gardiennage	65 568 939	44 054 532	67,19	65 569 000	127 175 026	193,96	103 015 000	51 507 500	66 217 403	128,56	151 100 000	0,00	46,68
27420 000	Droits administratifs	626 484 545	47 473 454	7,58	614 657 000	133 835 206	21,77	665 214 163	332 607 082	111 094 032	33,40	0	0,00	
	27422 100 Renouvellement de permis de port d'armes	117 726	0	0,00	118 000	1 714 063	1 482,60	299 163	149 582	3 155 150	2 109,32	0	0,00	
	27426 210 Redevance annuelle d'exploitation des sociétés de gardiennage	626 366 819	47 473 454	7,58	614 539 000	132 121 143	21,50	664 915 000	332 457 500	107 938 882	32,47	0	0,00	
17181 000	Autres recettes à la charge des sociétés et autres entreprises	276 813 744	117 096 140	42,30	0	48 359 726		0	0	24 273 700		56 500 000	0,00	
	17 182 700 Produits de vente de carte de résident pour étrangers	276 813 744	117 096 140	42,30	0	48 359 726		0	0	24 273 700		56 500 000	0,00	
25 b	INTERIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	2 670 473 000	24 178 950	0,91	1 396 800 000	54 867 955	3,93	1 396 417 500	698 208 750	3 637 210 700	520,93	4 146 698 500	0,05	196,95
27022 300	Droits d'inscription, d'enregistrements, d'examen et de concours	2 670 473 000	24 178 950	0,91	1 396 800 000	54 867 955	3,93	1 396 417 500	698 208 750	3 637 210 700	520,93	4 052 358 500	0,05	190,20
	27022 321 Droits d'enregistrement et modification des Statuts des partis politiques	32 150 385	24 178 950	75,21	42 525 000	50 958 355	119,83	42 142 500	21 071 250	55 519 000	263,48	52 358 500	0,00	24,24
	27022 360 Produits de dépôts des candidatures aux élections	2 638 322 615	0	0,00	1 354 275 000	3 909 600	0,29	1 354 275 000	677 137 500	3 581 691 700	528,95	4 000 000 000	0,05	195,36
37440 000	Amendes transactionnelles	0	0	0	0	0		0	0	0		94 340 000	0,00	
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	0	0	0	0	0		0	0	0		94 340 000	0,00	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION
29	ECONOMIE NATIONALE	8 345 744 603	331 774 853	3,98	8 345 744 000	567 702 805	6,80	9 931 435 360	4 965 717 680	402 415 851	8,10	8 363 045 580	0,10	-15,79
17135 000	Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	4 629 763 200	26 296 043	0,57	111 045 000	151 375 511	136,32	2 370 516 479	1 185 258 240	11 971 443	1,01	121 644 000	0,00	-94,87
	17136 220 Droits d'octroi du numéro d'identification nationale	4 629 763 200	26 296 043	0,57	111 045 000	151 375 511	136,32	2 370 516 479	1 185 258 240	11 971 443	1,01	121 644 000	0,00	-94,87
37440 000	Amendes transactionnelles	3 715 981 403	305 478 811	8,22	8 234 699 000	416 327 294	5,06	7 560 918 881	3 780 459 441	390 444 408	10,33	8 241 401 580	0,10	9,00
	37444 000 Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le prix et le commerce	3 715 981 403	305 478 811	8,22	8 234 699 000	416 327 294	5,06	7 560 918 881	3 780 459 441	390 444 408	10,33	8 241 401 580	0,10	9,00
30	FINANCES	2 600 000 000	168 702 396	6,49	3 952 408 000	275 303 214	6,97	4 140 584 000	2 070 292 000	77 060 399	3,72	1 762 487 091	0,02	-57,43
27012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	1 745 272 818	87 067 797	4,99	0	48 383 133	0	33 095 000	16 547 500	38 000 000	229,64	72 775 000	0,00	119,90
	7423326 Vente du bulletin des Finances	0	20 742 946	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	27012 212 Quotité du trésor sur la vente des formulaires d'inscription de l'Ecole Nationale des Finances	336 493 275	66 324 851	19,71	0	1 975 000	0	3 000 000	1 500 000	21 000 000	1 400,00	7 775 000	0,00	159,17
	27022 551 Quotité du trésor sur la vente des formulaires d'inscription et les frais académiques de l'Ecole Informatique des Finances	1 408 779 543	0	0,00	0	46 408 133	0	30 095 000	15 047 500	17 000 000	112,98	65 000 000	0,00	115,98
3744 000	Amendes transactionnelles	14 293 409	0	0,00	3 952 408 000	69 278 840	1,75	4 107 489 000	2 053 744 500	1 921 817	0,09	1 113 150 709	0,01	-72,90
	743111 Astreintes pour non dépôt des tableaux de synthèse	14 293 409	0	0,00	3 940 632 000	47 675 510	1,21	4 094 921 170	2 047 460 585	1 333 017	0,07	0	0,00	0,00
	37 442 000 Astreintes pour non dépôt et dépôt tardif des tableaux de synthèse	0	0	0	11 776 000	21 414 650	181,85	12 567 830	6 283 915	588 800	9,37	1 113 150 709	0,01	8 757,14
	37 443 000 Amendes pour infraction à la législation de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	37443 000 Amendes pour infraction à la législation de change	0	0	0	0	188 680	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
27482000	Restitution au Trésor Public	840 433 773	81 634 599	9,71	0	157 641 241	0	0	0	37 138 583	0,01	576 561 382	0,01	0,00
	27482 100 Droits de Recouvrement des débits comptables	840 433 773	20 221 500	2,41	0	1 670 244	0	0	0	5 008 152	0,00	0	0,00	0,00
	27482 400 Droits de Récupération des sommes indûment payées par le Trésor	0	61 413 099	0	0	154 801 980	0	0	0	32 130 431	0,00	0	0,00	0,00
	27482 500 Droits de remboursement sur les biens nationalisés	0	0	0	0	1 169 017	0	0	0	0	0	576 561 382	0,01	0,00

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATION
31	BUDGET	178 305 985	8 289 518	4,65	0	1 596 500		1 600 000 000	800 000 000	0		1 600 000 000	0,02	0,00
27012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	178 305 985	8 289 518	4,65	0	1 596 500		1 600 000 000	800 000 000	0		1 600 000 000	0,02	0,00
	27012 282 Droits de Vente cahiers spéciaux de charge	178 305 985	8 289 518	4,65	0	1 596 500		1 600 000 000	800 000 000	0		1 600 000 000	0,02	0,00
32	PLAN	950 000 000	31 687 453	3,34	11 033 000	58 326 228	528,65	80 660 700	40 330 350	20 278 712	50,28	80 660 700	0,00	0,00
17136 300	Taxes d'agrément	152 484 611	14 071 955	9,23	11 033 000	20 426 017	185,14	46 698 300	23 349 150	6 692 780	28,66	46 698 300	0,00	0,00
	17136 316 Taxe d'agrément pour distributeur de l'aide alimentaire	152 484 611	14 071 955	9,23	11 033 000	20 426 017	185,14	46 698 300	23 349 150	6 692 780	28,66	46 698 300	0,00	0,00
27012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	0			0	92 000		0	0	92 000		0	0,00	
27420 000	Droits administratifs	797 515 389	17 615 498	2,21	0	37 808 211		33 962 400	16 981 200	13 493 932	79,46	33 962 400	0,00	0,00
	27427 500 Droits d'enregistrement des O.N.G.D.	797 515 389	17 615 498	2,21	0	37 808 211		33 962 400	16 981 200	13 493 932	79,46	33 962 400	0,00	0,00
37440 000	Amendes transactionnelles	0	0		0	0		0	0	0		0	0,00	
	37441 000 Amendes transactionnelles administratives								0					
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	3 350 000 000	308 270 327	9,20	550 808 000	538 562 361	97,78	1 440 282 300	720 141 150	323 051 912	44,86	1 481 554 491	0,02	2,87
27012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	232 670 932	85 900 588	36,92	29 885 000	124 288 080	415,89	59 770 000	29 885 000	74 275 808	248,54	126 169 391	0,00	111,09
	27012 210 Droits Ventes des biens saisis et confisqués	104 640 366	0	0,00	29 885 000	3 127 540	10,47	59 770 000	29 885 000	14 519 193	48,58	66 412 776	0,00	11,11
	27012 540 Qualité du trésor public sur la vente du journal officiel	27 083 389	85 882 588	317,10	0	48 095 560		0	0	758 150		758 150	0,00	
	27012 570 Droits d'insertions payantes dans le journal officiel de tout document dactylographié ou manuscrit	100 947 177	18 000	0,02	0	73 064 980		0	0	58 998 465		58 998 465	0,00	
27022 000	Vente résiduelle des services des établissements non marchands	2 773 341 992	204 648 074	7,38	491 314 000	308 778 210	62,85	1 252 023 900	626 011 950	154 895 732	24,74	596 474 100	0,01	-52,36
	27022 224 Droits de Légalisation de signature	234 199 681	5 420 832	2,31	6 584 000	59 011 226	896,28	77 328 400	38 664 200	70 172 616	181,49	64 421 100	0,00	-16,69
	27022 330 Droits relatifs au fonctionnement des ASBL	273 578 854	57 882 026	21,16	125 829 000	75 948 587	60,36	386 148 500	193 074 250	24 572 015	12,73	341 217 000	0,00	-11,64
	27425 710 Taxe de délivrance du certificat de nationalité congolaise	2 226 169 427	106 849 369	4,80	358 901 000	44 298 184	12,34	788 547 000	394 273 500	49 870 801	12,65	190 836 000	0,00	-75,80
	27422 861 Droits d'abonnement au service de la documentation et d'études	39 394 020	9 996 884	25,38	0	0		0	0	427 650		0	0,00	
	742339 Délivrance, vente, authentification d'autres documents		24 498 964			129 520 213			0	9 852 650			0,00	
27484 000	Recettes diverses	297 206 687	17 721 665	5,96	29 609 000	7 803 361	26,35	59 218 000	29 609 000	14 095 747	47,61	564 275 800	0,01	852,88
	27484 400 Droits pour la censure des chansons et spectacles	297 206 687	17 721 665	5,96	29 609 000	7 803 361	26,35	59 218 000	29 609 000	13 852 247	46,78	78 360 000	0,00	32,32
	27484 610 Droits d'utilisation main d'œuvre pénitentiaire	0	0		0	0		0	0	243 500		0	0,00	
	27484 620 Autres recettes judiciaires	0	0		0	0		0	0	0		485 915 800	0,01	
37440 000	Amendes transactionnelles	46 780 399	0	0,00	0	97 692 710		69 270 400	34 635 200	79 784 626	230,36	194 635 200	0,00	180,98
	37448 300 Amendes transactionnelles Brigade anti-fraude	46 780 399	0	0,00	0	97 692 710		69 270 400	34 635 200	79 784 626	230,36	194 635 200	0,00	180,98

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATION
37	SANTE	20 375 803 760	2 052 181 536	10,07	10 200 874 000	14 526 187 495	142,40	12 456 000 154	6 228 000 077	7 633 822 374	122,57	20 953 635 359	0,25	68,22
17135 000	Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	1 343 689 871	178 753 009	13,30	276 017 000	331 441 376	120,08	130 782 225	65 391 113	148 185 628	226,61	337 857 369	0,00	158,34
	17135 120 Taxe sur l'autorisation de mise sur le marché des médicaments	1 262 715 367	165 114 645	13,08	267 511 000	198 127 461	74,06	111 115 725	55 557 863	130 011 259	234,01	291 466 265	0,00	162,31
	714533 Autorisation d'ouverture des pharmacies	7 751 198	0	0,00	0	8 843 563		0	0	3 987 864		0	0,00	
	714534 pharmacie et d'analyse clinique et d'autres établissements sanitaires	5 831 761	989 000	16,96	2 835 000	1 512 696	53,36	5 619 000	2 809 500	308 096	10,97	25 561 851	0,00	354,92
	17135 250 Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'un laboratoire pharmaceutique	3 010 560	69 000	2,29	2 835 000	537 950	18,98	5 619 000	2 809 500	308 096	10,97	11 830 189	0,00	110,54
	7145342 cliniques (laboratoire d'analyse spécialisée, radiologie, imagerie, maison de vente des réactifs)	2 821 201	920 000	32,61	0	974 746		0	0	0		13 731 661	0,00	
	17135 270 Autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros des produits pharmaceutiques	61 103 887	12 557 364	20,55	5 671 000	121 968 253	2 150,74	14 047 500	7 023 750	8 725 069	124,22	20 829 254	0,00	48,28
	714536 Demande d'ouverture des instituts techniques médicaux	871 640	92 000	10,55	0	0		0	0	0		0	0,00	
	714537 Autorisation d'ouverture des établissements sanitaires (Hôp., cliniq., cab.médical, etc.)	5 057 150		0,00	0	897 402		0	0	4 056 620		0	0,00	
	714583 Agrément d'un institut technique médical	358 869		0,00	0	92 000		0	0	1 096 721		0	0,00	
	17153000 Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	1 159 167 580	38 972 343	3,36	80 000 000	253 499 200	316,87	2 000 000 000	1 000 000 000	687 769 545	68,78	2 115 914 031	0,02	5,80
	17 153 150 Taxe sur l'autorisation d'importation des médicaments	1 159 167 580	38 972 343	3,36	80 000 000	253 499 200	316,87	2 000 000 000	1 000 000 000	687 769 545	68,78	2 115 914 031	0,02	5,80
27420 000	Droits administratifs	14 870 144 054	1 823 559 960	12,26	8 663 255 000	12 295 616 265	141,93	8 762 884 204	4 381 442 102	5 745 611 335	131,14	16 866 195 722	0,20	92,47
	27422 810 Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, sporifique et stupéfiante	6 892 130 596	1 582 346 649	22,96	5 817 952 000	7 699 168 942	132,33	6 045 718 421	3 022 859 211	3 372 301 574	111,56	13 125 014 895	0,15	117,10
	27423 400 Taxe pour la délivrance de l'attestation de qualité des produits pharmaceutiques exportés	5 581 870		0,00	47 000	0	0,00	168 570	84 285	268 007	317,98	0	0,00	
	27423 500 Taxe de Contrôle sanitaire aux postes frontaliers	1 555 705 827		0,00	416 036 000	1 951 795 718	469,14	26 549 775	13 274 888	517 942 338	3 901,67	516 115 419	0,01	1 843,95
	27425 720 Taxe sur la délivrance du certificat international de vaccination	792 710 747	177 367 335	22,37	432 836 000	307 396 870	71,02	456 543 750	228 271 875	299 780 138	131,33	565 775 391	0,01	23,93
	27425 810 Redevance sur la désinfection et le contrôle sanitaire des friperies	5 620 127 491	63 845 976	1,14	1 995 722 000	2 291 527 668	114,82	2 232 967 188	1 116 483 594	1 451 390 833	130,00	2 657 985 651	0,03	19,03
	27428 160 Droit d'enregistrement des professionnels de la santé	3 887 552		0,00	662 000	45 727 066	6 907,41	936 500	468 250	103 928 446	22 185,08	1 304 367	0,00	39,28

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI
37	SANTE (Suite)													
27022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	2 898 784 660	584 200	0,02	1 170 584 000	1 294 467 436	110,58	1 545 833 725	772 915 863	858 855 919	111,12	1 618 334 566	0,02	4,69
	27022 220 Droits d'Authentification des titres scolaires des ITM	408 215	4 600	1,13	0	696 230		608 725	304 363	1 065 785		379 177	0,00	-37,71
	7423342 Ventes titres scolaires / ITM publics et privés	216 045		0,00	0	0		0	0	0		0	0,00	
	27022 423 Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de navires, aéronefs, trains, véhicules d'occasion à l'importation	2 879 250 933	220 800	0,01	1 170 584 000	1 275 317 447	108,95	1 545 225 000	772 612 500	857 578 134	111,00	1 617 955 388	0,02	4,71
	7423552 Taxe de destruction des médicaments périmés	18 909 467	358 800	1,90	0	17 770 619		0	0	0		0	0,00	
	7423771 Quotité sur minerval des ITM publics et privés	0			0	683 140		0	0	212 000		0	0,00	
37440 000	Amendes transactionnelles	104 017 596	10 292 025	9,89	11 018 000	351 163 218	3 187,18	16 500 000	8 250 000	193 399 947	2 344,24	15 333 670	0,00	-7,07
	3744 1000 Amendes transactionnelles	104 017 596	10 292 025	9,89	11 018 000	351 163 218	3 187,18	16 500 000	8 250 000	193 399 947	2 344,24	15 333 670	0,00	-7,07
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL (EPSP)	55 000 000	0	0,00	0	0		0	0	0		0	0,00	
	7145 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	0	0	0	0	0		0	0	0		0	0,00	
	7145841 Agrément d'un établissement d'enseignement primaire et secondaire privé	0	0		0	0		0	0	0		0	0,00	
	7422 Droits administratifs	0			0	0		0	0	0		0	0,00	
	742273 Réactivation d'un agrément d'EPSP	0			0	0		0	0	0		0	0,00	
	7423 Ventes résiduelles des établissements non marchands	55 000 000	0	0,00	0	0		0	0	0		0	0,00	
	7423351 Attestation tenant lieu de diplôme	55 000 000	0	0,00	0	0		0	0	0		0	0,00	
	7 423 761 Quotité du trésor public sur le minerval de l'EPSP	0			0	0		0	0	0		0	0,00	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATION
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	2 723 536 995	104 028 253	3,82	30 750 000	187 558 383	609,95	1 069 819 200	534 909 600	64 525 884	12,06	1 069 819 200	0,01	0,00
17136 300	Taxes d'agrément	132 470 974	44 508 335	33,60	8 500 000	39 330 198	462,71	23 412 500	11 706 250	9 733 218	83,15	23 412 500	0,00	0,00
	<i>Taxe d'agrément d'un établissement d'enseignement supérieur privé</i>	132 470 974	44 508 335	33,60	8 500 000	39 330 198	462,71	23 412 500	11 706 250	9 733 218	83,15	23 412 500	0,00	0,00
27022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	2 262 455 210	58 531 421	2,59	18 574 000	145 558 044	783,67	1 046 406 700	523 203 350	52 546 081	10,04	1 046 406 700	0,01	0,00
	<i>Droits de délivrance de l'octroi d'équivalence de diplôme</i>	1 655 887	11 662 968	704,33	100 000	21 362 894	21 362,89	1 170 625	585 313	13 279 214	2 287	1 170 625	0,00	0,00
	<i>Droits d'authentification des titres académiques</i>													
	<i>Droits de délivrance de diplômes et instituts supérieurs du secteur privé</i>	4 222 512	1 605 388	38,02	700 000	76 860 320	10 960,0	421 425	210 713	13 222 476	6 276,1	421 425	0,00	0,00
	<i>Taxe de délivrance de l'attestation en vue d'une exonération pour frais d'études</i>	146 049 249		0,00	4 340 000	10 820 359	249,32	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	<i>Taxe de délivrance de l'attestation d'exemption des frais d'études à l'étranger</i>	16 558 872	940 524	5,68	2 375 000	3 930 481	165,49	2 809 500	1 404 750	0	0,00	2 809 500	0,00	0,00
	<i>Qualité du trésor sur les frais académiques du secteur de l'enseignement supérieur et universitaire privé</i>	403 076 057	22 617 104	5,61	3 118 000	10 820 359	347,03	117 062 500	58 531 250	8 598 809	14,69	117 062 500	0,00	0,00
	<i>Qualité du trésor sur les frais académiques du secteur de l'enseignement supérieur et universitaire public</i>	1 690 892 633	21 246 349	1,26	7 941 000	21 763 631	274,07	924 942 650	462 471 325	15 134 434	3,27	924 942 650	0,01	0,00
	<i>Autorisation de fonctionnement</i>		459 089					0	0	2 311 148		0	0,00	
37440 000	Amendes transactionnelles	328 610 810	988 497	0,30	3 676 000	2 670 140	72,64	3 676 000	0	2 246 565		0	0,00	
	<i>Amendes transactionnelles administratifs</i>	328 610 810	988 497	0,30	3 676 000	2 670 140	72,64	3 676 000	0	2 246 565		0	0,00	
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	77 363 534	2 615 889	3,38	79 056 000	4 724 265	5,98	79 077 453	39 538 727	2 709 185	6,85	79 077 453	0,00	0,00
17136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	50 407 844	1 333 672	2,65	36 198 000	4 198 525	11,60	44 645 970	22 322 985	2 009 250	9,00	44 645 970	0,00	0,00
	<i>Taxe sur le permis de recherche dans le domaine scientifique</i>	20 789 045	1 329 085	6,39	11 625 000	2 811 025	24,18	11 609 970	5 804 985	1 038 000	17,88	11 609 970	0,00	0,00
	<i>Taxe d'agrément et d'identification d'un Centre privé de recherche</i>	29 618 798	4 587	0,02	24 573 000	1 387 500	5,65	33 036 000	16 518 000	971 250	5,88	33 036 000	0,00	0,00
27416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	15 187 904	1 263 901	8,32	22 115 000	435 800	1,97	25 527 786	12 763 893	662 630	5,19	25 527 786	0,00	0,00
	<i>Taxe d'enregistrement des résultats en matière scientifique</i>	15 187 904	1 263 901	8,32	22 115 000	435 800	1,97	25 527 786	12 763 893	662 630	5,19	25 527 786	0,00	0,00
27420 000	Droits administratifs	10 248 843	18 316	0,18	14 082 000	89 940	0,64	8 313 186	4 156 593	37 305	0,90	8 313 186	0,00	0,00
	<i>Droits de vente de la carte de chercheur indépendant</i>	10 248 843	18 316	0,18	14 082 000	89 940	0,64	8 313 186	4 156 593	37 305	0,90	8 313 186	0,00	0,00
37440 000	Amendes transactionnelles	1 518 943	0	0,00	6 661 000	0	0,00	590 511	295 256	0	0,00	590 511	0,00	0,00
	<i>Amendes transactionnelles administratifs</i>	1 518 943	0	0,00	6 661 000	0	0,00	590 511	295 256	0	0,00	590 511	0,00	0,00

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI ON
42	TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES	1 474 571 279	195 814 799	13,28	430 069 000	308 978 519	71,84	260 912 785	130 456 393	182 061 782	139,56	241 755 607	0,00	-7,34
17134 800	Autres taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services <i>Redevance pour l'utilisation temporaire du domaine public de l'Etat (hormis pour la construction et l'implantation des panneaux destinés à la publicité)</i>	0	0	0	0	16 178 723		0	0	5 451 075		0	0,00	
17134 820		0	0	0	0	16 178 723			0	5 451 075			0,00	
17136 300	Taxes d'agrément	514 548 392	58 256 509	11,32	59 069 000	140 791 434	238,35	21 074 310	10 537 155	46 936 169	445,43	29 066 407	0,00	37,92
17136 312	Taxe d'agrément des bureaux d'études du secteur des travaux publics et infrastructures	56 099 597	0	0,00	6 994 000	31 208 313	446,22	6 355 140	3 177 570	3 910 800	123,08	7 425 210	0,00	16,84
17136 313	Taxe d'agrément des entreprises d'aménagement intérieur	90 323 727	6 895 414	7,63	0	369 600		288 870	144 435	0		281 970	0,00	-2,39
17136 314	Taxe d'agrément des entreprises de construction de construction et d'aménagement intérieur	368 125 068	51 361 095	13,95	52 075 000	103 468 571	198,69	13 962 050	6 981 025	40 929 209	586,29	20 677 800	0,00	48,10
714578	Enregistrement des indépendants dans le secteur de construction et d'aménagement intérieur	0	0	0	0	5 744 950		468 250	234 125	2 096 160	895,32	681 427	0,00	45,53
27021 000	Ventes de services des établissements marchands	5 462 836	0	0,00	0	86 684 888		0	0	43 587 108		939 900	0,00	
27021100	Frais relatifs aux prestations diverses	5 462 836	0	0,00	0	86 684 888		0	0	43 587 108		939 900	0,00	
27012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	917 846 202	137 558 290	14,99	371 000 000	65 323 474	17,61	239 838 475	119 919 238	77 333 409	64,49	211 749 300	0,00	-11,71
742322	Ventes de cercueil et de croix	0	0	0	0	0		0	0	850 000			0,00	
27012 130	Droits de Vente des matériels et mobiliers déclassés dans le domaine des travaux publics et infrastructures	917 846 202	137 558 290	14,99	371 000 000	65 323 474	17,61	239 838 475	119 919 238	76 483 409	63,78	211 749 300	0,00	-11,71
37440 000	Amendes transactionnelles	36 713 848	0	0,00	0	0		0	0	8 754 021		0	0,00	
37441 000	Amendes transactionnelles administratives	36 713 848	0	0,00	0	0		0	0	8 754 021			0,00	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI
43	URBANISME ET GESTION IMMOBILIERE	6 454 540 047	2 026 452 412	31,40	1 642 718 000	3 593 069 587	218,73	2 484 500 337	1 242 250 169	984 888 743	79,28	1 312 493 249	0,02	-47,17
17136 100	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction et de recherche	3 437 998 268	649 398 703	18,89	689 941 000	713 028 045	103,35	1 615 409 607	807 704 804	640 327 774	79,28	140 024 633	0,00	-91,33
	7145442 Autorisation de transformation d'immeuble à étage	102 030 215	6 827 474	6,69	0	28 523 409		0	0	27 994 475		270 489	0,00	
	Taxe sur autorisation de bâtir des immeubles à étage													
	17136 142 usage non résidentiels et ceux résidentiels de plus de deux étages	2 299 803 661	632 122 212	27,49	689 941 000	609 428 659	88,33	1 468 432 000	734 216 000	593 296 205	80,81	139 179 709	0,00	-90,52
	Taxe sur la construction et l'implantation sur la voie publique des panneaux, enseignes et appareils destinés à recevoir une publicité graphique quelconque	962 716 077	1 844 366	0,19	0	4 274 285		0	0	17 891 964		0,00	0,00	
	7145448 Autorisation de démolition d'immeubles à étages	73 448 315	8 604 651	11,72	0	70 801 692		146 977 607	73 488 804	1 145 130	1,56	574 435	0,00	-99,61
	7162 Autres recettes fiscales à la charge d'autres entités ou non identifiables	99 999 075	0	0,00	0	0		0	0	1 415 110		0	0,00	
	716 215 Autorisation de raccordement en eau et électricité pour les immeubles à étages	99 999 075	0	0,00	0	0		0	0	1 415 110		0,00	0,00	
27415 100	Loyers	2 313 927 362	1 314 159 266	56,79	883 836 000	2 866 733 804	324,35	869 090 730	434 545 365	327 619 922	75,39	1 172 468 616	0,01	34,91
	27415 230 Droits de location des maisons du domaine privé de l'Etat	2 313 927 362	1 314 159 266	56,79	883 836 000	2 866 733 804	324,35	869 090 730	434 545 365	327 619 922	75,39	1 172 468 616	0,01	34,91
37440 000	Amendes transactionnelles	602 615 342	62 894 443	10,44	68 941 000	13 307 738	19,30	0	0	15 525 937		0	0,00	
	37441 000 Amendes transactionnelles administratives	602 615 342	62 894 443	10,44	68 941 000	13 307 738	19,30	0	0	15 525 937		0	0,00	

N°	LOI DE FINANCES 2013				LOI DE FINANCES 2014				LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016			
	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VOTE	STRUC	VARIATION	
44	13 000 000 000	620 720 790	4,77	5 652 612 000	4 956 580 987	87,69	7 076 602 916	3 538 301 458	2 993 321 735	84,60	8 024 109 479	0,09	8 024 109 479	0,09	13,39	
17134 000	18 271 438	4 230 207	23,15	6 061 000	9 147 238	150,92	80 165 790	40 082 895	5 680 328	14,17	175 751 660	0,00	175 751 660	0,00	119,24	
	0			3 544 000	4 883 280	137,79	5 188 700	2 594 350	0	0,00	6 603 800	0,00	6 603 800	0,00	27,27	
	759 891	0	0,00	1 212 000	3 586 050	295,88	71 345 000	35 672 500	3 764 726	10,55	164 053 500	0,00	164 053 500	0,00	129,94	
	518 092	0	0,00	945 000	188 680	19,97	377 360	188 680	0	0,00	566 040	0,00	566 040	0,00	50,00	
	0	4 147 291		0	207 548		0	0	566 040		0	0,00	0	0,00		
	0	0	0	0	207 548		0	0	0		0	0,00	0	0,00		
	0	1 045 307		0	0		0	0	283 020		0	0,00	0	0,00		
	0	2 688 213		0	0		0	0	0		0	0,00	0	0,00		
	0	413 771		0	0		0	0	283 020		0	0,00	0	0,00		
	14 921 084	82 916	0,56	218 000	93 000	42,66	2 169 820	1 084 910	1 349 562	124,39	3 254 730	0,00	3 254 730	0,00	50,00	
	0	0		0	0		0	0	0		0	0,00	0	0,00		
	2 072 370		0,00	142 000	188 680	132,87	1 084 910	542 455	0	0,00	1 273 590	0,00	1 273 590	0,00	17,39	
27423 000	27 458 900	227 345 671	827,95	13 312 000	980 110 163	7 362,6	852 810 468	426 405 234	183 487 479	43,03	795 158 070	0,01	795 158 070	0,01	-6,76	
	518 092	175 199 743	338,65,31	0	601 256 050		566 040	283 020	62 566 886	22 106,9	679 248	0,00	679 248	0,00	20,00	
	18 651 328	7 555 675	40,51	7 521 000	337 023 598	4 481,1	116 038 200	58 019 100	102 107 167	175,96	133 208 080	0,00	133 208 080	0,00	14,80	
	3 108 555	14 922 439	480,04	1 726 000	21 182 025	1 272,2	9 434 000	4 717 000	4 754 100	100,79	12 971 750	0,00	12 971 750	0,00	37,50	
	3 108 555	26 736 763	860,10	1 418 000	9 721 760	685,60	630 039 690	315 019 845	13 194 242	4,19	529 680 410	0,01	529 680 410	0,01	-15,93	
	2 072 370	2 903 366	140,10	1 418 000	8 197 945	578,13	82 109 838	41 054 919	865 084	2,11	101 762 707	0,00	101 762 707	0,00	23,93	
	0	27 685		756 000	2 641 520	349,41	7 547 200	3 773 600	0	0,00	8 679 050	0,00	8 679 050	0,00	15,00	
	0			473 000	87 265	18,45	7 075 500	3 537 750	0	0,00	8 176 825	0,00	8 176 825	0,00	15,57	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATIONS
	<b>AGRICULTURE, PÊCHE ET ÉLEVAGE (suite)</b>													
<b>27420 000</b>	<b>Droits administratifs</b>	<b>12 888 854 675</b>	<b>320 215 013</b>	<b>2,48</b>	<b>5 629 492 000</b>	<b>3 054 022 261</b>	<b>54,25</b>	<b>6 131 546 598</b>	<b>3 065 773 299</b>	<b>2 553 544 616</b>	<b>83,29</b>	<b>7 039 366 053</b>	<b>0,08</b>	<b>14,81</b>
	27425 110 Taxe sur l'acte de traitement phytosanitaire	4 604 116	92 646	2,01	1 890 000	16 118 388	852,82	1 886 800	943 400	111 120	11,78	2 169 820	0,00	15,00
	27425 120 Taxe sur la délivrance du certificat phytosanitaire	3 108 555	4 311 906	138,71	1 701 000	91 715 118	5 391,84	2 122 660	1 061 325	63 404 738	5 974,11	2 433 972	0,00	14,67
	27425 140 Taxe sur la délivrance du certificat d'inspection phytosanitaire des végétaux	13 915 615	48 834 961	350,94	5 358 000	227 083 183	4 238,21	3 633 150 740	1 816 575 370	2 19 553 961	12,09	4 178 123 350	0,05	15,00
	27425 150 Taxe sur la délivrance du certificat vétérinaire international	345 394 963	133 149 693	38,55	66 157 000	270 435 266	408,78	83 962 800	41 981 300	97 607 143	232,50	84 792 820	0,00	0,99
	27425 160 Taxe sur la délivrance du certificat d'origine des végétaux	3 108 555		0,00	1 701 000	136 949 592	8 051,12	2 122 650	1 061 325	79 019 057	7 445,32	2 433 972	0,00	14,67
	27425 170 Taxe sur la délivrance du certificat d'inspection des denrées alimentaires aux postes frontaliers	12 518 722 871	120 013 666	0,96	5 552 685 000	2 280 914 672	41,08	2 408 301 158	1 204 150 579	2 089 641 670	173,54	2 769 412 119	0,03	14,99
	742236 Inspection vétérinaire des animaux	0	13 812 142		0	30 617 362		0	0	4 206 927		0,00		
	742261 Certificat de vérification des poissons d'aquarium	0			0	188 680		0	0	0		0 0,00		
<b>27022 400</b>	<b>Ventes de services des établissements non marchands</b>	<b>30 222 279</b>	<b>68 929 899</b>	<b>228,08</b>	<b>3 747 000</b>	<b>331 461 815</b>	<b>8 946,06</b>	<b>4 080 060</b>	<b>2 040 030</b>	<b>118 432 217</b>	<b>5 805,42</b>	<b>4 633 696</b>	<b>0,00</b>	<b>13,57</b>
	74231 Participation aux soins dans les cliniques, dispensaires et laboratoires vétérinaires	0			0	0		0	0	0		0,00		
	7423531 Désinfection des engins ayant servi au transport des animaux	0	62 877 919		0	0		0	0	301 888		0,00		
	7423541 Destruction des animaux	0	0		0	0		0	0	0		0,00		
	7423542 Destruction des végétaux	0	0		0	0		0	0	0		0,00		
	27022 432 Taxe sur la mise en quarantaine des végétaux et produits végétaux aux postes frontaliers	1 726 975	5 547 337	321,22	756 000	10 091	1,33	471 700	235 850	0	0,00	537 738	0,00	14,00
	27022 433 Taxe sur la mise en quarantaine des animaux	691 010	0	0,00	567 000	0	0,00	389 000	194 500	4 822 421	2 479,39	447 350	0,00	15,00
	27022 435 Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périmées aux postes frontaliers	27 804 295	504 644	1,81	2 424 000	331 451 724	13 675,75	3 219 360	1 609 680	113 307 908	7 039,16	3 648 608	0,00	13,33
<b>37440 000</b>	<b>Amendes transactionnelles</b>	<b>35 192 708</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>581 839 510</b>		<b>8 000 000</b>	<b>4 000 000</b>	<b>132 177 094</b>	<b>3 304,43</b>	<b>9 200 000</b>	<b>0,00</b>	<b>15,00</b>
	37441 000 Amendes transactionnelles administratives	35 192 708		0,00	0	581 839 510		8 000 000	4 000 000	132 177 094	3 304,43	9 200 000	0,00	15,00

N°	LOI DE FINANCES 2013				LOI DE FINANCES 2014				LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016			
	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.		VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.		VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI	
46	INDUSTRIE	9 700 932 148	1 487 961 199	15,44	9 029 832 000	3 314 347 835	36,70		10 381 761 331	5 190 880 666	1 896 657 246	36,54	10 444 657 120	0,12	0,61	
17134	000 Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	1 964 512 744	187 839 399	9,56	2 659 563 000	1 676 379 515	63,03		3 268 726 490	1 634 363 245	1 180 982 694	72,26	3 340 403 280	0,04	2,19	
17134	510 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le mètre comme unité de longueur	329 690 155	131 631 217	39,93	128 493 000	868 612 752	676,00		469 266 028	234 633 014	850 504 018	362,48	251 339 850	0,00	-46,44	
17134	520 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le kilogramme comme unité de masse	319 356 060	1 240 115	0,39	2 284 000	681 167 222	28 820,43		354 058 020	177 029 010	136 959 834	77,37	246 368 910	0,00	-30,42	
17134	530 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le carat comme unité de masse	159 821 918	16 524	0,01	77 640 000	2 914 180	3,75		178 302 600	89 151 300	0	0,00	146 698 700	0,00	-17,72	
17134	540 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le mètre comme unité de masse	493 630 193	0	0,00	306 613 000	148 000	0,05		13 915 150	6 957 575	0	0,00	13 679 300	0,00	-1,69	
17134	550 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant l'ampère comme unité de courant électrique	179 584 235	0	0,00	293 848 000	10 184 774	3,47		318 869 200	159 434 600	754 720	0,47	882 962 400	0,01	176,90	
17134	560 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant l'unité de température	147 900 594	0	0,00	54 600 000	1 971 020	3,61		91 415 460	45 707 730	0	0,00	68 679 520	0,00	-24,87	
17134	570 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial de conditionnement en masse et en volume	33 189 992	51 279 741	154,50	1 442 749 000	66 989 507	4,64		1 176 859 632	588 429 816	126 934 708	21,57	5 141 530	0,00	-99,56	
17134	580 Autres Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial									0	#DIV/0!		1 385 201 520	0,02	#####	
17134	610 Taxe sur l'autorisation d'usage de la marque de conformité aux normes nationales	188 240 000	3 671 803	1,95	340 236 000	21 570 565	6,34		358 492 000	179 246 000	54 205 516	30,24	340 331 550	0,00	-5,07	
714527	Permis d'achat et vente de mitrailles	100 000 000	0	0,00	0	1 750 090			0	0	0			0,00		
714575	Taxe d'agrément en qualité de mandataire ou conseil en propriété industrielle	13 099 596	0	0,00	13 100 000	21 071 405	160,85		307 548 400	153 774 200	11 623 899	7,56		0,00		

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013				LOI DE FINANCES 2014				LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016	
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIA TION	
46	INDUSTRIE (Suite)														
27 416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	4 638 649 131	709 183 517	15	4 101 436 000	1 570 575 061	38,29	6 294 079 341	3 147 039 671	667 099 368	21,20	6 318 571 840	0	0	
	27416310 Taxe relative à la propriété industrielle	4 638 649 131	709 183 517		4 101 436 000	1 570 575 061	38,29	6 294 079 341	3 147 039 671	667 099 368	21,20	6 318 571 840	0,07	0,39	
	7416131 Taxe sur l'utilisation des droits intellectuels	1 688 588 059	0	0,00	967 663 000	939 753 885	97,12	2 378 869 223	1 189 434 612	335 613 990	28,22		0,00		
	27416 311 Dépôt brevet et marque	74 854 384	91 500	0,12	74 854 000	6 378 498	8,52	290 567 200	145 283 600	8 075 755	5,56	596 228 800	0,01	105,19	
	27416 312 Demande de modification	2 994 194	0	0,00	2 994 000	33 692 168	1 124,99	6 943 424	3 471 772	1 358 496	39,13	459 199 950	0,01	6 633,46	
	7416312 Taxe concernant le registre national des marques	87 205 741	0	0,00	87 206 000	44 016 258	50,47	1 253 465	626 733	15 369 498	2 452,32		0,00		
	7416313 Taxe concernant le registre national des marques (section spéciale des marques collectives)	4 304 153	0	0,00	4 304 000	0	0,00	35 256 115	17 628 057	424 530	2,41		0,00		
	74 1632 Taxe de dépôt et d'enregistrement d'une indication géographique	36 023 889	183 000	0,51	36 024 000	5 667 994	15,73	47 170 000	23 585 000	1 462 270	6,20		0 0,00		
	27416313 Demande de revendication, inscription, cession ou transmission	11 836 934	1 876 000	15,85	11 837 000	4 697 182	39,68	290 001 000	145 000 500	3 301 560	2,28	316 982 400	0,00	9,30	
	27416 314 Demande de restauration de brevet	23 766 410	74 620	0,31	23 766 000	13 454 934	56,61	39 622 800	19 811 400	8 047 202	40,62	43 585 080	0,00	10,00	
	27416315 Demande d'agrément de brevet et marque	565 124 203	0	0,00	565 124 000	217 430 854	38,47	28 302 000	14 151 000	195 566 758	1 382,00	279 057 720	0,00	886,00	
	27416 316 Taxe de dépôt et d'enregistrement d'une dénomination commerciale ou d'une enseigne	196 603 241	0	0,00	196 603 000	39 339 290	20,01	47 170 000	23 585 000	27 499 447	116,60	94 340 000	0,00	100,00	
	27416 317 Demande de maintien en vigueur d'un brevet	100 294 733	90 669	0,09	100 295 000	31 895 643	31,80	455 371 640	227 685 820	18 245 386	8,01	317 925 800	0,00	-30,18	
	27416318 Autres recettes relatives à la propriété industrielle								0			3 203 594 090	0,04		
	27416 319 Taxe sur la marque de conformité aux normes nationales	726 606 400	0	0,00	910 320 000	75 306 143	8,27	1 145 514 650	572 757 325	34 896 107	6,09	1 007 658 000	0,01	-12,03	
	7416332 Taxe de dépôt et d'enregistrement d'une enseigne	0	0		0	0		0	0	2 632 467			0,00		
	7416341 Taxe d'inscription sur le registre spécial de brevet ou de certificat d'encouragement	467 842	232 410	49,68	468 000	2 169 820	463,64	716 034 576	358 017 288	283 020	0,08		0,00		
	7416342 Taxe de modification du nom ou de l'adresse du titulaire ou du mandataire de brevet ou de certificat d'enregistrement	80 854 279	0	0,00	80 854 000	17 650 867	21,83	394 633 654	197 316 827	443 400	0,22		0,00		
	7416351 Taxe de dépôt d'un dessin ou d'un modèle industriel	606 407 092	0	0,00	606 407 000	119 925 756	19,78	6 943 424	3 471 712	10 151 024	292,39	0	0,00		
	7416352 Taxe de dépôt d'une marque collective	411 758 225	334 625 334	81,27	411 758 000	5 358 517	1,30	372 690 170	186 345 085	141 510	0,08		0,00		
	741638 Taxe de rétablissement des droits liés à une marque de produits de service ou collective	20 959 353	372 009 984	1 774,91	20 959 000	13 847 252	66,07	37 736 000	18 868 000	3 586 948	19,01		0,00		

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI
46	INDUSTRIE (Suite)													
27420 000	Droits administratifs	106 528 159	128 689 956	120,80	0	317 144	0	0	1 230 687		0	0,00		
	<i>Taxe pour l'obtention des renseignements en matière industrielle</i>	106 528 159	128 689 956	120,80	0	317 144	0	0	1 230 687			0,00		
27428 000	Autres droits administratifs	2 894 190 000	0	0,00	2 268 833 000	4 199 189	0,19	228 955 500	114 477 750	4 803 734	216 982 000	0,00	-5,23	
	<i>Droits sur la vente du recueil des normes</i>	2 894 190 000	0	0,00	2 268 833 000	4 199 189	0,19	228 955 500	114 477 750	4 803 734	216 982 000	0,00	-5,23	
37440 000	Amendes transactionnelles	89 566 632	472 248 326	527,26	0	60 084 461		590 000 000	295 000 000	38 641 691	568 700 000	0,01	-3,61	
	<i>Amendes transactionnelles administratives</i>	89 566 632	472 248 326	527,26	0	60 084 461		590 000 000	295 000 000	38 641 691	568 700 000	0,01	-3,61	
27484 000	Recettes diverses	7 485 484	0	0,00	0	2 792 464		0	3 899 072		0	0,00		
	<i>Taxes de recours en matière industrielle</i>	7 485 484	0	0,00	0	2 792 464		0	3 899 072		0	0,00		
47	COMMERCE EXTERIEUR	31 197 848 162	5 845 456 553	18,74	6 001 837 500	33 203 562 647	553,22	11 565 312 330	5 782 656 165	10 353 902 026	20 001 179 250	0,24	72,94	
17136 220	Taxes diverses produits sur l'exercice des activités professionnelles	1 287 067 470	522 455 630	40,59	2 114 113 000	584 712 659	27,66	2 009 158 980	1 004 579 490	305 224 893	2 109 536 740	0,02	5,00	
	<i>Taxe sur le numéro import / export (personne physique/personne morale)</i>	1 287 067 470	522 455 630	40,59	2 114 113 000	584 712 659	27,66	2 009 158 980	1 004 579 490	305 224 893	2 109 536 740	0,02	5,00	
17153 000	Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	46 118 800	11 975 146	25,97	46 119 000	20 150 193	43,69	84 425 350	42 212 675	188 218 895	99 528 700	0,00	17,89	
	<i>Taxe sur l'autorisation annuelle d'exportation des nitrailes</i>	46 118 800	11 975 146	25,97	46 119 000	20 150 193	43,69	84 425 350	42 212 675	188 218 895	99 528 700	0,00	17,89	
27420 000	Droits administratifs	28 569 495 396	5 236 776 667	18,33	28 569 495 396	12 972 725 194	18,33	0	0	718 469 536	0	0,00		
	<i>Taxe (non douanière) sur les opérations d'importation</i>	28 569 495 396	5 236 776 667	18,33	28 569 495 396	12 972 725 194	18,33	0	0	718 469 536	0	0,00		
	<b>Ventes résiduelles des établissements non marchands</b>	<b>8 075 496</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>1 069 676</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>118 864 241</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>		
	<i>7423331 Vente bulletin "mercuriale prix à l'exportation"</i>	4 404 816	0	0,00	0	1 041 776		0	0	118 845 441	0	0,00		
	<i>7423332 Vente de la revue de commerce</i>	3 670 680	0	0,00	0	27 900		0	0	18 800	0	0,00		
37440 000	Amendes transactionnelles	1 287 091 000	74 249 110	5,77	3 841 605 500	19 624 904 925	510,85	9 471 728 000	4 735 864 000	9 023 124 461	17 792 113 810	0,21	87,84	
	<i>Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le commerce</i>	1 287 091 000	74 249 110	5,77	3 841 605 500	19 624 904 925	510,85	9 471 728 000	4 735 864 000	9 023 124 461	17 792 113 810	0,21	87,84	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI ON
48	MINES	182 610 926 641	137 828 160 747	75,48	210 752 819 743	180 546 581 758	85,67	200 512 072 077	100 256 036 039	97 025 265 169	96,78	206 891 984 858	2,44	3,18
17135 000	Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	6 557 780 447	681 129 041	10,39	2 666 102 000	6 680 198 934	250,56	1 201 490 310	600 745 155	2 838 363 954	472,47	1 760 761 760	0,02	46,55
	17136 130 Taxe sur l'autorisation de traitement ou de produits d'exploitation artisanale	3 126 690 503	0	0,00	927 900 000	98 354 378	10,60	47 195 000	23 597 500	58 606 244	248,36	235 850 000	0,00	399,74
	7145441 Autorisation de transformation des produits d'exploitation artisanale	0	0		0	91 807 809			0	1 942 860			0,00	
	17136 229 Taxe sur l'autorisation de minage temporaire	84 989 862	132 794 829	156,25	278 370 000	109 022 657	39,16	106 755 090	53 377 545	63 088 420	118,19	301 982 340	0,00	182,87
	17136 312 Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales	12 369 613	0	0,00	20 878 000	15 334 492	73,45	28 317 000	14 151 000	14 151 000	99,95	28 302 000	0,00	-0,05
	17136 322 Agrément de boutique	66 103 009	22 107 493	33,44	4 640 000	11 831 899	255,00	6 607 300	3 303 650	2 735 580	82,80	6 698 140	0,00	1,37
	17136 323 Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières	39 582 762	21 975 909	55,52	118 777 000	360 798 097	303,76	7 551 200	3 775 600	12 735 900	337,32	16 981 200	0,00	124,88
	17136 323 Agrément des acheteurs de complors d'achat et de vente des substances minérales de production	2 033 537 307	415 409 999	20,43	1 224 828 000	5 904 893 395	482,10	874 995 300	437 497 650	2 361 823 690	539,85	1 012 079 520	0,01	15,67
	17136311 Redevance pour agrément de complors d'achat et de vente des substances minérales	590 479 024	182 182	0,03	0	21 593 546		0	0	542 470			0,00	
	17136225 Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant	549 104 898	54 862 525	9,99	0	63 065 861		12 081 920	6 040 960	39 717 790	657,47	39 056 760	0,00	223,27
	17136 328 Taxe d'agrément des dépôts des explosifs	54 923 750	33 796 104	61,53	2 552 000	3 496 800	137,02	0	0	0	0			
	17136 225 Taxe sur l'autorisation d'achat de cassiterite													
	7145 992 Agrément laboratoire d'analyse	0	0		0	4 441 350		0	0	171 400		0	0,00	####
17130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	0	0		0	4 441 350		0	0	171 400		0	0,00	
	17136187 Taxe d'extraction des matériaux de construction					4 441 350				171 400			0,00	
17150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	3 244 365 110	410 661 119	12,66	0	534 025 197		6 796 080	3 398 040	1 258 412 568	37 033,5	2 082 178 140	0,02	
	17153 220 Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut	1 291 706 628	360 477 274	27,91	0	509 638 194		0	0	1 129 756 325			0,00	
	17153 210 Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant	1 952 658 482	50 183 845	2,57	0	24 387 003		6 796 080	3 398 040	128 656 243	3 786,19	2 082 178 140	0,02	

N°	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI
48 MINES (Suite)													
27415 000	166 044 788 470	132 090 595 324	79,55	163 538 753 743	170 615 976 056	104,33	154 168 421 949	77 084 210 975	90 153 997 747	116,96	158 391 372 619	1,87	2,74
Loyers													
27415 422	13 149 660 596	4 733 340 063	36,00	10 637 735 000	11 900 768 748	111,87	13 603 538 803	6 801 769 402	11 709 860 968	172,16	14 449 889 537	0,17	6,22
Droits superficiaires annuels par carré sur exploitation minière et autorisation d'exploitation des carrières permanentes													
27415 424	268 860 728	3 972 614 228	1 477,57	217 501 000	90 870 159	41,78	148 885 281	74 442 641	161 837 030	217,40	94 940 268	0,00	-36,23
Certificat d'exploitation des rejets													
27415 423	370 782 064	3 366 842 298	908,04	299 953 000	910 586 276	303,58	917 117 754	458 558 877	805 602 762	175,68	788 912 390	0,01	-13,98
Droits superficiaires annuels par carré sur exploitation de petites Mines													
27415 421	13 583 317 883	8 714 902 655	64,16	10 988 553 000	7 269 970 010	66,16	5 028 866 656	2 514 433 328	3 927 777 342	156,21	4 319 520 887	0,05	-14,11
Droits superficiaires annuels par carré sur exploitation de petites mines, certificat de recherche de rejets													
27415 410	137 965 797 144	110 013 497 055	79,74	140 503 971 593	148 882 385 598	105,96	133 083 183 305	66 541 591 653	72 208 643 415	108,52	137 154 221 039	1,62	3,06
Redevance minière													
27415 430	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	161 447 654		0	0,00	0,00
Extension permis de recherche à d'autres substances													
741544	5 125 909	0	0,00	0	281 256			0	0	0		0,00	0,00
Renonciation partielle au certificat de recherche													
27415 431	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0,00
Taxe pour obtention de certificat (permis) de recherche, certificat (permis) d'exploitation, certificat (permis) d'exploitation de petites mines, certificat de recherche de rejets													
27415 432	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0,00
Droits pour extension permis de recherche à d'autres substances													
27415 440	34 309 955	3 366 842 298	908,04	299 953 000	910 586 276	303,58	917 117 754	458 558 877	805 602 762	175,68	788 912 390	0,01	-13,98
Transformation d'un permis de recherche initiale													
27415 450	424 947 912	740 178 172	174,18	835 110 000	1 489 363 930	178,34	1 330 899 000	665 449 500	1 120 859 180	168,44	1 532 977 830	0,02	15,18
Redevance pour acheteur supplémentaire													
27415 461	171 506 593	549 220 854	320,23	55 930 150	39 637 086	70,87	55 931 150	27 965 575	32 665 088	116,80	50 910 968	0,00	-8,98
Taxe pour approbation et Enregistrement d'option et transmission													
27415 481	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0,00
Bonus de signature													
27415 462	70 479 685	0	0,00	0	30 289 264		0	0	25 304 309		0	0,00	0,00
Droits pour enregistrement des dragues extractrices													
7421	1 724 645 324	500 548 599	29,02	0	508 378 513		0	0	818 563 323		0	0,00	0,00
Ventes établissements non marchands													
74212	1 328 903 777	414 964 776	31,23	0	5 744 069		0	0	342 516 825		0	0,00	0,00
Produits du Centre d'Expertise, d'Evaluation et de Certification													
74213	395 741 547	85 261 565	21,54	0	502 634 444		0	0	391 148 645		0	0,00	0,00
Taxe rémunératoire de la valeur expertisée des substances précieuses													
74214	0	322 258		0	0		0	0	84 897 853		0	0,00	0,00
Produit du SAESSCAM													

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI ON
48 MINES (Suite)														
27420 000	Droits administratifs	0	736 000		278 391 000	7,52	849 510 000	424 755 000	13 534 290	3,19	849 060 000			
	Redevance annuelle pour les entités de traitement 27426 270 et/ou de transformation de toutes catégories et lauriers							0						
	Redevance annuelle anticipative pour les 27426 286 laboratoire d'analyse de produits miniers				278 391 000		849 510 000	424 755 000	0		849 060 000			
	Droits d'octroi de carte d'exploitation artisanale des 27428180 substances précieuses et semi-précieuses	0	736 000		0	20 944 534	0	0	13 534 290					
27011 000	Ventes de biens des établissements marchands	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
	Qualité de la taxe ad valorem à payer à chaque 27011 300 exportation de l'or, du diamant et des pierres de couleur de production artisanale pour le trésor public				0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
27012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	21 802 912	0	0,00	21 802 912	224 598	0	0	47 170 000		47 170 000	0,00		
	27012 241 Vente des publications du Ministère des Mines	0			0	224 598	0	0	0		0	0,00		
	27012 282 Droits de vente des cahiers de charge (DAO) pour l'attribution de gisements miniers	21 802 912	0	0,00	21 802 912	0	0	0	47 170 000		47 170 000	0,00		
37440 000	Amendes transactionnelles	4 832 481 870	126 628 212	2,62	5 595 628 000	853 884 789	15,26	3 079 190 580	1 560 693 320	101,37	3 053 175 818	0,04	-0,84	
	37156 300 Imposition sur l'exportation des échantillons destinés				2 906 237 000	0,00	247 490 580	123 745 290	0	0,00	249 057 600	0,00	0,63	
	37441 000 Amendes transactionnelles administratives	4 832 481 870	126 628 212	2,62	2 689 391 000	853 884 789	31,75	2 831 700 000	1 415 850 000	110,23	2 804 118 218	0,03	-0,97	
27483 000	Caution	185 062 508	4 017 862 452	2 171,08	148 464 000	277 277 469	186,76	151 967 900	75 983 950	440,04	92 264 520			
	Caution des comptoirs d'or, de diamant, des 27483 100 pierres de couleur et de autres substances autorisées	103 596 227	21 457 201	20,71	9 279 000	220 030 054		89 670 500	44 835 250	200,71	92 264 520			
	Caution pour agrément au titre d'entité de 27483200 traitement et/ou de transformation de toutes catégories et laiterie					0			0			0,00		
	Caution pour les laboratoires d'analyses des 27483 500 produits miniers marchands/entité de traitement				139 185 000	0	0,00	62 297 400	31 148 700	0,00		0,00		
	Caution de réhabilitation de site par le titulaire des 74532 suretés financières	81 466 281	3 996 405 251		0	57 247 415			244 369 700			0,00		

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI ON 2016
48 MINES (Suite)														
27418 000	Autres revenus de la propriété	0	0	0	38 525 481 000	2,73	41 054 695 258	20 527 347 629	0	0,00	40 616 002 000		-1,07	
	Autorisation d'importation, d'achat, transport et emmagasinement des produits explosifs/ mines				23 198 000	0 0,00	211 433 600	105 716 800	0	0,00	0,00	0,00		
	Autorisation d'importation, d'achat, transport et emmagasinement des produits explosifs/ carrières				9 279 000	0 0,00	31 148 700	15 574 350	0	0,00	0,00	0,00		
	Frais de dépôt pour dépôt d'agrément de 27 418 120 laboratoire d'analyse des produits miniers marchands				10 208 000	0 0,00	5 191 450	2 595 725	0	0,00	1 415 100 000	0,00	-72,74	
	Frais de dépôt pour agrément de l'acheteur de tout comptoir de l'Or et du diamant 27 418 130				13 224 000	0 0,00	17 698 125	8 849 063	0	0,00	18 113 280 000	0,00	2,35	
	Frais de dépôt pour agrément d'entités de 27 418 140 traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries				5 103 000	0 0,00	1 887 800	943 900	0	0,00	8 773 620 000	0,00	364,75	
	Frais de dépôt comptoir Diamants				1 113 000	0 0,00	755 120	377 560	0	0,00	0,00	0,00		
	Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des 27 418 150 produits marchands				133 628 000	0 0,00	3 964 380	1 982 190	0	0,00	0,00	0,00		
	Agrement mandataire en mines et carrières				0	0	0	0	0	0,00	0,00	0,00		
	Frais de dépôt d'un bureau d'étude environnementale				1 392 000	0 0,00	2 359 750	1 179 875	0	0,00	0,00	0,00		
	Frais de dépôt pour laboratoire d'analyse 27 418 150				928 000	0 0,00	944 633	472 317	0	0,00	0,00	0,00		
	Autorisation d'exportation des concentrés ou alliacés.				231 993 000	0 0,00	191 611 700	95 805 850	0	0,00	0,00	0,00		
	Pas de porte sur révision des contrats miniers				18 095 415 000	4,01	19 821 900 000	9 910 950 000	0	0,00	19 821 900 000	0,00	0,00	
	Royalties des entreprises minières d'exploitation				20 000 000 000	1,63	20 765 800 000	10 382 900 000	0	0,00	20 765 800 000	0,00	0,00	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI
49	HYDROCARBURES	4 129 156 932	823 915 228	19,95	970 157 000	5 950 737 076	613,38	9 614 057 605	4 807 028 802	5 126 850 589	106,65	11 907 255 402	0,14	23,85
1.	DROITS ADMINISTRATIFS	4 129 156 932	823 915 228	19,95	970 157 000	5 950 737 076	613,38	9 614 057 605	4 807 028 802	5 126 850 589	106,65	11 907 255 402	0,14	23,85
17150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	253 904 597	283 830 341	111,79	289 200 000	934 100 282	322,99	295 934 000	147 967 000	704 827 624	476,34	407 548 800	0,00	37,72
	Taxe sur l'autorisation d'importation et de commercialisation des produits pétroliers	135 423 099	142 964 542	105,57	153 106 000	499 480 105	326,23	159 673 250	79 836 625	454 558 917	569,36	220 755 600	0,00	38,25
	Taxe sur l'autorisation de stockage des produits pétroliers et bitumes	118 481 499	140 865 799	118,89	136 094 000	434 620 177	319,35	136 260 750	68 130 375	250 268 707	367,34	186 793 200	0,00	37,09
27415 000	Loyers	3 781 242 036	534 300 432	14,13	680 957 000	5 016 636 794	736,70	8 433 307 563	4 216 653 782	4 388 619 445	104,08	11 311 026 602	0,13	34,12
	Receivances superficielles sur permis d'exploration et sur concession	16 880 841	13 377 263	79,25	19 387 000	4 196 762 694	21 647,3	5 415 666 313	2 707 833 157	4 249 813 778	156,95	4 377 046 602	0,05	-19,18
	Bonus de signature d'une convention pétrochimique	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	Bonus de signature des conventions pétrolières d'exploration-production	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	Bonus de signature des conventions de pipe line	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	Bonus de signature des contrats de fourniture de pétrole brut	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	Bonus de signature des contrats de fourniture des produits pétroliers	94 010 299	360 704 095	383,69	283 530 000	518 870 000	183,00	280 950 000	140 475 000	138 805 667	98,81	660 380 000	0,01	135,05
	Bonus de signature des contrats de fourniture des huiles de base	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	Bonus de signature initial	2 352 890 299	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	3 773 600 000	0,04	0,00
	7415 148 Bonus de signature à l'avenant	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	27415 151 Bonus de renouvellement du permis d'exploration	1 176 390 299	0	0,00	0	230 665 850	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	27415 154 Bonus de renouvellement de la concession	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	Bonus de renouvellement des contrats de fourniture de pétrole brut	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	Bonus de renouvellement des contrats de fourniture des produits pétroliers	141 070 299	160 219 074	113,57	378 040 000	70 338 250	18,61	376 941 250	188 470 625	0	0,00	0	0,00	0,00
	Bonus de renouvellement des contrats de fourniture des huiles de base	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	27415 170 Bonus de production	0	0	0,00	0	0	0	2 359 750 000	1 179 875 000	0	0,00	2 500 000 000	0,03	5,94
27012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	94 010 299	0	0,00	0	0	0	882 446 622	441 223 311	0	0,00	188 680 000	0,00	-78,62
	Droits de vente des rapports, cartes géologiques et des résultats de recherches géologiques et pétrolières	94 010 299	0	0,00	0	0	0	882 446 622	441 223 311	0	0,00	188 680 000	0,00	-78,62
37440 000	Amendes transactionnelles	0	5 784 455	0,00	0	0	0	2 369 419	1 184 710	33 403 520	2 819,55	0	0,00	0,00
	37446000 Amendes pour non-exécution de programme en matière de gestion des déchets	0	5 784 455	0,00	0	0	0	2 369 419	1 184 710	33 403 520	2 819,55	0	0,00	0,00
	37441000 Amendes transactionnelles administratives	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0,00	0	0,00	0,00

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION
50	ÉNERGIE (Secrétariat Général)	7 165 773 224	7 03 385 130	9,82	1 226 337 000	1 497 392 263	122,10	1 409 941 851	704 970 925	1 965 472 528	278,80	1 965 472 528	0,02	39,40
	Vente des bois, forêts, plantations	0	0	0	0	1 689 284		0	0	1 207 225		1 207 225	0,00	
	Ressources souterraines d'eau					1 689 284				1 207 225		1 207 225	0,00	
17130 000	Impôts généraux sur les biens et services	6 456 283 217	6 06 474 102	9,39	1 134 194 000	844 201 242	74,43	1 194 338 135	597 169 067	1 795 028 329	300,59	1 795 028 329	0,02	50,29
	Redevances sur les carburants terrestres et sur la consommation des huiles moteurs, des huiles de frein, des huiles hydrauliques et des graisses	1 035 470 288	194 121 989	18,75	0	405 907 182		0	0	158 744 206		158 744 206	0,00	
	Redevances sur les carburants terrestres	0	41 380 500			216 325 244		0	0	152 701 949		152 701 949	0,00	
	Redevance sur la consommation des huiles de moteur, des huiles de freins, des huiles hydrauliques et des graisses	845 211 478	152 741 489	18,07	0	188 677 788		0	0	6 042 257		6 042 257	0,00	
	Redevances sur le ravitaillement des avions locaux	190 258 810	0	0,00	0	904 150		0	0	0		0	0,00	
	17131 210 Redevance sur les auto-producteurs des eaux naturelles, minérales et thermales	3 892 098 396	34 916 700	0,90	638 483 000	317 386 811	49,71	324 023 515	162 011 758	46 947 874	28,98	46 947 874	0,00	-85,51
	17131 220 Redevance sur les eaux minérales et minéralisées, commercialisées ainsi que les eaux thermales	634 196 034	1 950 350	0,31	86 991 000	79 199 616	91,04	223 236 978	111 618 489	116 655 521	104,51	116 655 521	0,00	-47,74
	17136 216 Autorisation de construction d'un barrage, d'une centrale ou d'une micro-centrale hydroélectrique	893 250 108	304 388 378	34,08	408 698 000	41 697 633	10,20	647 023 359	323 511 680	177 859 564	54,98	177 859 564	0,00	-72,51
	17136 183 Autorisation de construction des fours à charbon de bois (type traditionnel et amélioré)	0	70 267 299		0	0		54 282	27 141	1 294 821 164	770 720	1 294 821 164	0,02	
	17136 182 Autorisation d'implantation d'unités éoliennes	713 471	0	0,00	22 000	10 000	45,45	0	0	0		0	0,00	
	17136 181 Autorisation d'installation des unités de biogaz	554 922	829 386	149,46	0	0		0	0	0		0	0,00	
17150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	87 201 955	16 062 075	18,42	22 392 000	39 964 375	178,48	44 284 877	22 142 439	31 809 019	143,66	31 809 019	0,00	-28,17
	17153 120 Autorisation de stockage de carburé de calcium et gaz acétylène	87 201 955	16 062 075	18,42	22 392 000	39 939 375	178,36	44 260 757	22 130 379	31 809 019	143,73	31 809 019	0,00	-28,13
	Autorisation d'installation des panneaux solaires à usage semi-industriel	0	0		0	25 000		24 120	12 060	0		0	0,00	
17180 000	Autres recettes à caractère fiscal	39 637 252	3 022 430	7,63	0	3 108 650		0	0	4 871 440		4 871 440	0,00	
	17182400 Autorisation de recherche des eaux naturelles, minérales et thermales	39 637 252	3 022 430	7,63	0	3 108 650		0	0	4 871 440		4 871 440	0,00	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI ON
50	ÉNERGIE (Suite)													
27424 000	Droits administratifs	455 811 593	72 289 390	15,86	49 455 000	222 348 152	449,60	161 933 546	80 966 773	117 595 899	145,24	117 595 899	0,00	-27,38
	Taxe de renouvellement de l'autorisation d'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines.	22 662 361	8 587 074	37,89	0	4 402 358		0	0	436 250		436 250	0,00	
	Taxe annuelle de renouvellement d'agrément des entreprises de services d'électrification	71 347 054	11 409 691	15,99	14 910 000	145 275 256	974,35	13 827 123	6 913 562	29 000 000	419,47	29 000 000	0,00	109,73
27427 200	Taxe sur la validation des schémas hydrologiques et captages, à l'exploitation	83 318	0	0,00	0	1 000 000		60 301	30 151	3 200 000	10 613,42	3 200 000	0,00	5 206,71
27426 241	Autorisation d'exploitation des eaux naturelles des fleuves et des lacs	126 839 207	7 887 779	6,22	0	11 479 135		0	0	43 576 286		43 576 286	0,00	
27427 000	Agrement Bureaux d'études du secteur de l'électricité	2 499 525	0	0,00	382 000	1 620 562	424,23	3 555 901	1 777 951	0	0,00	0	0,00	
27427 000	Agrement des bureaux d'études du secteur de l'eau	58 663 133	3 111 000	5,30	3 577 000	0	0,00	3 949 872	1 974 936	1 453 590	73,60	1 453 590	0,00	-63,20
27427 000	Agrement des entreprises du secteur eau	79 984 804	18 786 157	23,49	30 585 000	14 686 960	48,02	136 187 537	68 093 769	11 398 122	16,74	11 398 122	0,00	-91,63
27427 000	Agrement des entreprises des services d'électrification	93 732 192	22 507 688	24,01	1 000	43 883 881	388 388,10	4 352 812	2 176 406	17 568 976	807,25	17 568 976	0,00	303,62
	Taxe annuelle de renouvellement des titre d'agrément.	0	0		0	0		0	0	4 384 850		4 384 850	0,00	
	714574 Agrement des électriciens indépendants	0	0		0	0		0	0	1 525 100		1 525 100	0,00	
	Taxe annuelle de renouvellement d'agrément des électriciens indépendants	0	0		0	0		0	0	5 052 725		5 052 725	0,00	
37440 000	Amendes transactionnelles	47 564 703	11 186	0,02	2 601 000	369 674 938	14 238,80	2 871 465	1 435 733	4 960 615	345,51	4 960 615	0,00	72,76
	37441 000 Amendes Transactionnelles	47 564 703	11 186	0,02	2 601 000	369 674 938	14 232,80	2 871 465	1 435 733	4 960 615	345,51	4 960 615	0,00	72,76
17130 000	Impôts généraux sur les biens et services	79 274 504	5 525 948	6,97	17 695 000	16 405 622	92,71	6 513 828	3 256 914	10 000 000	307,04	10 000 000	0,00	53,52
	17153 120 Autorisation d'importation et de commercialisation de carburant de calcium et de gaz	79 274 504	5 525 948	6,97	17 695 000	16 405 622	92,71	6 513 828	3 256 914	10 000 000	307,04	10 000 000	0,00	53,52

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI ON
51	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	19 816 059 470	2 372 560 577	11,37	9 540 801 000	7 384 183 895	77,40	17 780 087 504	8 890 043 752	3 134 062 194	35,25	17 780 087 504	0,21	0,00
17130 000	Impôts généraux sur les biens et services	1 457 314 040	19 785 374	1,36	77 053 000	883 554 104	118,88	256 917 149	128 459 575	166 581 167	129,88	256 917 149	0,00	0,00
17134 100	Immatriculation véhicules routiers et de navigation	223 990 113	0	0,00	5 425 000	10 015 467	184,62	779 707	389 854	12 023 768	3 084,17	779 707	0,00	0,00
	Immatriculation des véhicules ferroviaires	59 667 882	0	0,00	0	9 643 467		0	0	4 504 203		0	0,00	
	Duplicata certificat d'immatriculation	85 239 832	0	0,00	0	0		779 707	389 854	0		779 707	0,00	0,00
	Modification aux mentions d'un certificat d'immatriculation	45 095 092	0	0,00	0	372 000		0	0	0		0	0,00	
17134 140	Droits d'immatriculation ou radiation d'un bâtiment	33 987 307	0	0,00	5 425 000	0	0,00	0	0	7 519 565		0	0,00	
17136 150	Autorisation d'extraction de sable dans le lit mineur d'une voie navigable et ses abords	127 859 747	0	0,00	778 000	141 239 139	18 154,13	69 034 695	34 517 348	1 470 944	4,26	69 034 695	0,00	0,00
17136 217	Licence d'exploitation des services aériens de transport public	408 002 354	9 150 000	2,24	47 170 000	4 625 300	9,81	9 451 000	4 725 500	4 635 000	98,08	9 451 000	0,00	0,00
17136 335	Taxe d'agrément des services publics et professions auxiliaires de transport terrestre	34 095 932	919 932	2,70	8 962 000	118 243 694	1 398,39	97 679 294	48 839 647	16 494 770	33,77	97 679 294	0,00	0,00
17136 335	Taxe d'agrément des services publics et professions auxiliaires de transport maritime,	99 053 927	457 500	0,46	0	25 155 341		19 069 769	9 534 885	30 403 584	318,87	19 069 769	0,00	0,00
17136 337	Taxe d'agrément d'un centre d'enseignement aéronautique	34 095 932	0	0,00	1 887 000	1 803 130	95,56	945 100	472 550	0	0,00	945 100	0,00	0,00
17136 360	Taxe d'agrément d'un organisme spécialisé pour l'entretien, la transformation, la réparation ou la révision du matériel volant	25 768 624	0	0,00	7 076 000	0	0,00	2 835 300	1 417 650	1 389 000	97,98	2 835 300	0,00	0,00
17136370	Taxe d'agrément d'une agence de fret aérien	25 768 624	0	0,00	472 000	540 313 269	114 470,15	945 100	472 550	3 613 710	764,73	945 100	0,00	0,00
17136 336	Taxe d'agrément d'un chantier ou atelier naval	57 406 253	0	0,00	0	86 686		1 911 245	955 623	0		1 911 245	0,00	0,00
17136 226	Taxe pour la délivrance de la patente de pilote	4 502 452	0	0,00	0	0		4 502 452	2 251 226	0		4 502 452	0,00	0,00
17136 350	Taxe d'agrément d'engin d'assistance au sol	116 603 022	4 803 500	4,12	4 528 000	25 231 078	557,22	37 331 450	18 665 725	8 627 975	46,22	37 331 450	0,00	0,00
17134 860	Taxe sur l'autorisation de construction d'un bateau ou d'une embarcation	25 571 950	4 454 442	17,42	0	5 572 067		5 311 480	2 655 740	51 585 315	1 942,41	5 311 480	0,00	0,00
17134 870	Taxe sur l'autorisation d'installation d'une balise d'approche sur une piste privée d'aviation	47 734 306	0	0,00	755 000	0	0,00	189 020	94 510	5 002 890	5 293,50	189 020	0,00	0,00
17134 880	Taxe sur l'autorisation d'exécuter un ouvrage d'art d'accostage ou d'opérer une fouille	22 285 207	0	0,00	0	95 100		4 145 869	2 072 935	23 194 327	1 118,91	4 145 869	0,00	0,00
17136 319	Taxe d'homologation d'un port ou beach	204 575 596	0	0,00	0	11 173 833		2 785 668	1 392 834	8 139 884	584,41	2 785 668	0,00	0,00
17150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	42 619 916	0	0,00	134 435 000	36 900	0,03	82 223 700	41 111 850	1 432 500	3,48	82 223 700	0,00	0,00
17151 130	Taxe d'autorisation d'importation d'un aéronef	42 619 916	0	0,00	134 435 000	36 900	0,03	82 223 700	41 111 850	1 432 500	3,48	82 223 700	0,00	0,00

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI
51	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (suite)													
17180 000	Autres recettes à caractère fiscal	1 445 937 438	30 205 354	2,09	846 259 000	36 721 633	4,34	869 493 400	434 746 700	26 959 232	6,20	869 493 400	0,01	0,00
17182 210	Droits de circulation au-dessus du territoire national aux aéronefs immatriculés à l'étranger	798 427 646	16 442 060	2,06	798 428 000	20 430 016	2,56	823 183 500	411 591 750	16 937 682	4,12	823 183 500	0,01	0,00
	Autorisation d'importation d'un aéronef	467 129 427	0	0,00	17 925 000	0	0,00	35 913 800	17 956 900	0	0,00	35 913 800	0,00	0,00
	Taxe sur l'autorisation de sortie aux aéronefs immatriculés en R.D.C. ou à l'étranger basés sur le territoire national	180 380 365	13 763 294	7,63	29 906 000	16 291 617	54,48	10 396 100	5 198 050	10 021 550	192,79	10 396 100	0,00	0,00
27420 000	Droits administratifs	15 572 087 242	1 074 617 309	6,90	8 180 487 000	5 531 836 509	67,62	15 417 304 734	7 708 652 367	2 791 312 611	36,21	15 417 304 734	0,18	0,00
27422 400	Droit de délivrance d'un permis de conduire national et international ou son duplicata	1 448 916 970	476 997 815	32,92	1 457 879 000	1 280 007 952	87,80	3 325 089 256	1 662 544 628	354 610 545	21,33	3 325 089 256	0,04	0,00
27422 500	Taxe sur le permis de naviguer ou son duplicata	285 014 472	12 438 609	4,36	21 227 000	8 415 427	39,64	6 387 855	3 193 928	6 098 458	190,94	6 387 855	0,00	0,00
27422 600	Taxe d'octroi d'une fréquence aéronautique	42 947 705	0	0,00	472 000	462 000	97,88	945 100	472 550	1 579 469	334,24	945 100	0,00	0,00
27424 510	Taxe sur le permis de sortie des bateaux et renouvellement	506 525 762	17 131 041	3,38	506 526 000	386 358 987	76,28	395 250 649	197 625 325	169 424 067	85,73	395 250 649	0,00	0,00
27424 520	Taxe de portance et renouvellement	102 287 798	0	0,00	0	9 212 791		28 396 854	14 198 427	1 580 290	11,13	28 396 854	0,00	0,00
27424 600	Taxe sur délivrance d'une lettre de mer	121 566 184	41 200	0,03	121 566 000	2 748 375	2,26	45 108 371	22 554 186	3 573 110	15,84	45 108 371	0,00	0,00
27424 710	Droits de remise du livret de marin ou de son duplicata	1 800 981	27 450	1,52	1 801 000	462 500	25,68	187 600 716	93 800 358	4 994 136	5,32	187 600 716	0,00	0,00
27424 720	Droits du livret matricule et du carnet de paie et de duplicata	37 543 174	0	0,00	0	2 556 300		1 532 894	766 447	2 483 532	324,03	1 532 894	0,00	0,00
27424 730	Droits sur le registre de recensement en matière maritime et par voies navigables	49 439 102	0	0,00	0	37 096		235 830 466	117 915 233	186 652	0,16	235 830 466	0,00	0,00
27424 740	Droit de visite annuelle d'un port ou d'un beach	101 305 152	91 500	0,09	0	68 296 878		23 037 379	11 518 690	42 387 439	367,99	23 037 379	0,00	0,00
27425 310	Droit de contrôle technique des aéronefs	44 570 416	21 323 619	47,84	45 189 000	64 414 193	142,54	48 698 000	24 349 000	28 729 337	117,99	48 698 000	0,00	0,00
27425 320	Taxe de modification aux mentions d'un certificat d'enregistrement d'un aéronef étranger basé en RDC	2 147 385	0	0,00	0	46 398 817		4 459 125	2 229 563	0		4 459 125	0,00	0,00
27425 410	Droits de jaugeage des bateaux ou de son duplicata	49 189 280	0	0,00	0	5 405 944		10 514 994	5 257 497	2 984 002	56,76	10 514 994	0,00	0,00
27425 500	Frais de surveillance des véhicules de transport routier (autorisation de transport des biens de 20T et plus, autorisation de transport international, feuille de route de transport international, péage pour véhicule étranger au poste frontalier et certificat technique des remorques et véhicules spéciaux)	4 834 593 078	181 322 510	3,75	4 825 631 000	1 709 085 876	35,42	7 150 975 993	3 575 487 997	1 165 656 634	32,60	7 150 975 993	0,08	0,00

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATIONS
51	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (suite)													
27420 000	Droits administratifs													
27425 200	Frais de surveillance des véhicules de transport ferroviaire	84 235 691	176 055 307	209,00	84 236 000	1 203 765	1,43	84 444 207	42 222 104	47 038 718	111,41	84 444 207	0,00	0,00
27426 410	Taxe sur la délivrance de certificat de navigabilité ou son duplicata	127 859 747	10 520 126	8,23	0	13 550 220		201 633 756	100 816 878	6 224 702	6,17	201 633 756	0,00	0,00
27426 850	Taxe d'homologation des installations pétrolières d'aviation	299 822 687	0	0,00	14 151 000	181 032 509	1 279,29	5 292 560	2 646 280	7 840 438	296,28	5 292 560	0,00	0,00
27436 420	Taxe sur la délivrance des qualifications	33 912 273	1 097 900	3,24	24 906 000	323 800	1,30	196 411 646	98 205 823	2 017 800	2,05	196 411 646	0,00	0,00
27428 430	Taxe de délivrance du certificat de radiation d'un aéronef	48 316 169	345 125	0,71	708 000	1 041 800	147,15	2 126 475	1 063 238	1 320 074	124,16	2 126 475	0,00	0,00
27426 500	Taxe sur le certificat de sécurité ou d'exemption de visite (navires et bateaux)	55 890 500	92 628 590	165,73	55 891 000	70 430 454	126,01	278 957 587	139 478 794	20 082 554	14,40	278 957 587	0,00	0,00
27427 400	Délivrance d'une autorisation de transport d'inflammables ou d'explosifs par bateaux	42 619 916	457 500	1,07	42 620 000	8 019 900	18,82	190 279 199	95 139 600	2 619 950	2,75	190 279 199	0,00	0,00
27428 152	Droits d'inscription d'un aéronef au matricule aéronautique de la RDC	108 422 957	1 830 000	1,69		138 789		8 505 900	4 252 950	0	0	8 505 900	0,00	0,00
27428 132	Taxe de renouvellement médical licence du personnel navigant et technique au sol	175 870 856	53 504 068	30,42	17 117 000	28 263 283	165,12	176 389 775	88 194 888	19 861 500	22,52	176 389 775	0,00	0,00
27428 131	Taxe de validation des licences étrangères du personnel navigant ou technique au sol	162 809 010	960 750	0,59	162 809 000	555 100	0,34	163 887 500	81 943 750	277 600	0,34	163 887 500	0,00	0,00
27428 140	Droits pour enrôlement ou licenciement d'hommes d'équipage	3 061 667	0	0,00	5 340 000	532 000	9,96	5 497 255	2 748 628	2 884 800	104,95	5 497 255	0,00	0,00
27428 150	Droits de délivrance d'une licence ou autre document lié à l'aéronautique	29 139 738	24 711 071	84,80	5 085 000	10 639 750	209,24	9 791 236	4 895 618	602 200	12,30	9 791 236	0,00	0,00
27428210	Droits pour mise d'un navire, bateau ou embarcation à la chaîne	26 723 703	0	0,00	0	2 271 387		213 354 466	106 677 233	0	0	213 354 466	0,00	0,00
27428210	Droits pour mise d'un navire à la chaîne	675 368	0	0,00	0	0	0	383 223	191 612	0	0	383 223	0,00	0,00
27428 221	Droits fixes de police fluviale et lacustre pour le transport des marchandises et des personnes	408 246 991	3 133 130	0,77	0	58 224 328		20 265 618	10 132 809	65 558 545	646,99	20 265 618	0,00	0,00
27238 222	Droit fixe de police maritime	6 336 632 608	0	0,00	787 333 000	1 571 746 288	199,63	2 396 256 679	1 198 128 340	830 696 061	69,33	2 396 256 679	0,03	0,00
27012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	328 434 818	4 250 875	1,29	288 416 000	40 327 787	13,98	262 240 149	131 120 075	38 945 072	29,70	262 240 149	0,00	0,00
27012 242	Taxe sur la fourniture de la nomenclature d'aéronefs de la R.D.C.	0			0	19 764 554		0	0	23 155 000		0	0,00	0,00
27022 380	Droits pour toute copie d'acte ou de document autre que le rôle d'équipage, l'état de service ou le P.V. de disparition en mer qui serait requis par les parties intéressées	675 368	3 660 000	541,93	0	612 520		936 500	468 250	11 050	2,36	936 500	0,00	0,00
27022 350	Droit d'admission aux examens en vue d'obtention d'une licence ou certificat pour certains métiers de l'aéronautique.	141 727 430	0	0,00	141 727 000	0	0,00	181 774 697	90 887 349	0	0,00	181 774 697	0,00	0,00

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATIONS
51	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (suite)													
	27022 370 Droits sur rôle d'équipage	71 601 458	0	0,00	71 601 000	14 599 757	20,39	1 940 467	970 234	10 175 040	1 048,72	1 940 467	0,00	0,00
	Droit d'enregistrement d'un aéronef étranger basé en P.D.C.	41 229 798	590 875	1,43	1 887 000	3 290 556	173,85	189 020	94 510	5 319 642	5 628,66	189 020	0,00	0,00
	Droits pour prestations particulières effectuées à la demande du capitaine, du consul, du conducteur ou d'autres personnes intéressées (Police fluviale et lacustre)	47 628 815	0	0,00	47 629 000	2 070 400	4,35	50 475 090	25 237 545	0	0,00	50 475 090	0,00	0,00
	Droits pour prestations particulières effectuées à la demande du conducteur ou d'autres personnes intéressées (Police fluviale et lacustre)	25 571 950	0	0,00	25 572 000	0	0,00	26 924 375	13 462 188	284 340	2,11	26 924 375	0,00	0,00
37440 000	Amendes transactionnelles	969 666 016	1 243 701 664	128,26	14 151 000	891 706 962	6 301,37	891 908 372	445 954 186	108 831 611	24,40	891 908 372	0,01	0,00
	37441 1000 Amendes transdonnelles	969 666 016	1 243 701 664	128,26	14 151 000	891 706 962	6 301,37	891 908 372	445 954 186	108 831 611	24,40	891 908 372	0,01	0,00
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT	33 676 820 490	39 830 985 352	118,27	62 320 052 901	49 807 224 003	79,92	76 506 146 209	38 253 073 105	37 137 844 525	97,08	76 506 146 209	0,90	0,00
17133 000	Taxes sur des services déterminés	33 676 820 490	39 830 985 352	118,27	62 320 052 901	49 807 224 003	79,92	76 506 146 209	38 253 073 105	37 137 844 525	97,08	76 506 146 209	0,90	0,00
	17133 100 Taxe de numérotation	15 410 439 000	17 413 838 363	113,00	32 320 052 901	21 121 291 252	65,35	47 540 947 929	23 770 473 965	26 006 313 258	109,41	47 540 947 929	0,56	0,00
	17133 200 Taxe de régulation des télécommunications	18 266 381 490	22 417 146 988	122,72	30 000 000 000	28 685 932 751	95,62	28 965 198 280	14 482 599 140	11 131 531 267	76,86	28 965 198 280	0,34	0,00
52	POSTES, TÉLÉPHONES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	264 481 571 065	35 126 994 394	13,28	60 189 920 000	57 276 899 129	95,16	69 534 706 685	34 767 353 343	35 497 130 720	102,10	125 012 840 647	1,47	79,78
17130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	432 669 640	226 747 618	52,41	1 179 154 000	687 391 229	58,30	1 432 723 255	716 361 628	232 200 825	32,41	600 855 828	0,01	-58,06
	Droits sur la déclaration d'autorisation	47 060 000	10 978 884	23,33	47 255 000	68 595 262	145,16	60 872 500	30 436 250	37 535 310	123,32	58 962 500	0,00	-3,14
	17133 300 d'exploitation d'un réseau indépendant d'Internet (Intranet)	470 600	135 000	28,69	614 000	0	0,00	702 375	351 188	0	0,00	613 130 000	0,00	-12,71
	Taxe sur l'autorisation de collecte et de vente des timbres postaux pour la philatélie	0	1 840 000		0	0		0	0	235 850		0	0,00	
	Taxe sur l'autorisation de commercialisation des matériels spécifiques à la poste	0	1 840 000		0	0		0	0	235 850		0	0,00	
	Taxe d'homologation des équipements de télécommunication à fabriquer, importer ou à commercialiser sur le territoire national	4 235 400	82 562 856	1 949,35	13 042 000	107 858 346	827,01	95 523 000	47 761 500	10 660 219	22,32	65 108 138	0,00	-31,64
	Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des radios électriques privées et de station terrene émetrice receptrices	9 412 000	7 501 438	79,70	633 690 000	177 820 045	28,06	196 337 225	98 168 613	29 417 085	29,97	186 076 560	0,00	-5,23
	Taxe sur l'autorisation d'exploitation des concessions des cabines publiques	0	0	0,00	0	561 900		0	0	1 326 574		0	0,00	
	Taxe sur l'autorisation d'exploitation des chaînes commerciales	188 240 000	12 318 686	6,54	378 040 000	89 080 373	23,56	667 256 250	333 628 125	54 600 642	16,37	117 925 000	0,00	-82,33
	17134 624 Taxe sur l'autorisation d'exploitation de cabine radiophonique (phonie à usage public)	941 200	0	0,00	945 000	518 870	54,91	2 341 250	1 170 625	117 000	9,99	943 400	0,00	-59,71
	Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations terrestres émettrices-receptrices	102 590 800	4 583 750	4,47	8 506 000	56 888 876	668,81	72 110 500	36 055 250	3 060 773	8,49	38 679 400	0,00	-46,36

N°	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015			LOI DE FINANCES 2016			
	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC T	VARIATI ON
<b>52 POSTES, TÉLÉPHONES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ( suite )</b>													
<b>17130 000</b>	<b>Impôts et taxes sur les biens et services ( suite )</b>												
	<i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation des stations terriennes exclusivement réceptrices (TVRO- Antennes paraboliques de réception de T.V.)</i>												
	9 412 000	1 382 915	14,69	473 000	99 322 408	20 988,39	189 800 455	94 900 228	23 205 466	24,45	18 868 000	0,00	-90,06
	<i>Autorisation de détection, d'installation et d'exploitation des stations terriennes émettrices-réceptrices (valises satellitaires)</i>												
	470 600	44 867 062	9 534,01	4 726 000	42 075 540	890,30	8 428 500	4 214 250	40 720 016	966,25	4 717 000	0,00	-44,04
	<i>Taxe sur l'autorisation de détection, d'installation et d'exploitation des faisceaux hertziens</i>												
	10 823 800	11 903 173	109,97	12 286 000	1 467 454	11,94	19 666 500	9 833 250	30 558 143	310,76	15 094 400	0,00	-23,25
	<i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation du service courrier professionnel</i>												
	57 648 500	47 293 877	82,04	78 207 000	41 259 656	52,76	88 265 125	44 132 563	58 176	0,13	65 094 600	0,00	-26,25
	<i>Taxe sur l'autorisation du service courrier amateur ou social à l'intérieur du territoire national</i>												
	1 176 500	919 035	78,12	1 181 000	1 849 727	156,62	3 511 875	1 755 938	422 550	24,06	1 886 800	0,00	-46,27
	<i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation du service courrier social sur le territoire national</i>												
	188 240	460 942	244,87	189 000	92 772	49,09	27 907 700	13 953 850	94 340	0,68	26 886 900	0,00	-3,66
	<i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation du système trunking</i>												
	0			0	0			0	188 680		0	0,00	
<b>27415 000</b>	<b>Loyers</b>												
	224 141 480 000	137 250 000	0,06	19 374 550 000	18 497 812 159	95,47	20 630 171 005	10 315 085 503	4 702 198 100	45,59	76 824 925 000	0,91	272,39
	<i>Taxe sur l'autorisation de concession ou contrat d'exploitation de service public des télécommunications (Licences )</i>												
	169 660 460 000	137 250 000	0,08	19 374 550 000	18 485 986 667	95,41	20 068 271 005	10 034 135 503	4 686 601 275	46,71	76 636 245 000	0,90	281,88
	<i>Taxe sur l'autorisation de concession de gestion du country code(cc,243)</i>												
	54 339 840 000	0	0,00	0	0		0	0	0		0	0,00	
	<i>Taxe sur l'autorisation de concession de gestion du domaine</i>												
	0			0			0	0	2 290 760		0	0,00	
	<i>Taxe sur l'autorisation de fourniture des services d'Internet au public</i>												
	141 180 000	0	0,00	0	11 825 492		561 900 000	280 950 000	13 306 065	4,74	188 680 000	0,00	-66,42
<b>27021 000</b>	<b>Ventes de services des établissements marchands</b>												
	21 944 153 494	27 118 043 893	123,58	24 769 345 000	22 974 403 411	92,75	26 854 564 971	13 427 282 486	15 613 956 271	116,29	29 118 781 086	0,34	8,43
	<i>Redevance annuelle sur la fourniture des services d'Internet au public</i>												
	1 006 971 696	261 819 699	26,00	873 402 000	252 428 203	28,90	1 509 172 811	754 586 406	744 944 449	98,72	1 024 737 484	0,01	-32,10
	<i>Droits de délivrance du duplicata des titres obtenus de télécommunication et du service courrier</i>												
	0							0					
	<i>Redevance annuelle sur les concessions en matière de téléphonie</i>												
	20 937 181 798	26 856 224 194	128,27	23 895 943 000	22 721 975 208	95,09	25 345 392 160	12 672 696 080	14 869 011 822	117,33	28 094 043 601	0,33	10,84

N°	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATION
52 POSTES, TÉLÉPHONES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS ( suite)													
27420 000 Droits administratifs	17 738 853 757	6 983 971 310	39,37	14 591 909 000	14 958 050 248	102,51	20 371 160 449	10 185 580 225	14 935 151 687	146,63	15 964 361 850	0,19	-21,63
27422 700 Droits sur la déclaration de la télédistribution des signaux audio ou vidéo dans les hôtels ou bâtiments publics	14 118 000	55 106 407	390,33	4 253 000	513 964 510	12 062,75	11 706 250	5 853 125	382 610 469	6 536,86	9 434 000	0,00	-19,41
27422 830 Droits sur la déclaration semestrielle des équipements radios établis à bord des navires et bateaux étrangers accostés dans les ports nationaux ou en rade dans les eaux territoriales nationales	564 720	0	0,00	0	0		0	0	0		0	0,00	
27425 610 Taxe de modification des titres obtenus sur le service courrier	0	1 930 060		0	0		0	0	283 020		0	0,00	
27425 620 Taxe de modification des titres obtenus des télécommunications	35 295 000	15 727 430	44,56	70 883 000	23 163 782	32,68	106 785 583	53 392 792	72 420 000	135,64	28 302 000	0,00	-73,50
27426 222 Redevance annuelle sur l'exploitation du service courrier professionnel	63 513 682	83 924 992	132,14	109 035 000	61 822 682	56,70	132 113 928	66 056 964	82 211 681	124,46	114 870 095	0,00	-13,05
27426 221 Redevance annuelle sur l'exploitation du service courrier amateur	611 780	85 935 846	14 046,85	756 000	3 931 512	520,04	788 392 525	394 196 263	1 381 793	0,35	801 890	0,00	-99,90
27426 223 Redevance annuelle sur l'exploitation du service courrier social	56 472	0	0,00	57 000	0	0,00	56 190	28 095	0	0,00	56 804	0,00	0,74
27426 224 Redevance annuelle sur l'exploitation du système TRUNKING	3 764 800	0	0,00	1 181 000	46 500	3,94	121 510 875	60 755 438	730 141	1,20	168 396 900	0,00	36,59
27426 281 Redevance annuelle sur autorisation d'exploitation des cabines publiques	94 120	192 309	204,32	95 000	5 571 498	5 864,73	95 991	47 996	9 236 952	19 246,45	94 344	0,00	-1,72
27426 283 Redevance annuelle sur l'exploitation des stations terrestres	22 447 620	13 216 698	58,88	87 702 000	53 102 687	60,55	1 496 088 718	748 044 359	68 670 988	9,18	87 643 826	0,00	-94,14
27426 284 Redevance annuelle sur l'exploitation des faisceaux hertziens	15 541 094 400	6 552 085 216	42,16	12 968 662 000	13 479 820 843	103,94	14 820 674 400	7 410 337 200	13 658 872 501	184,32	13 995 339 000	0,17	-5,57
27426 282 Redevance annuelle sur l'exploitation des radios électriques privées	91 757 908	127 550 145	139,01	82 435 000	620 513 241	752,73	82 697 221	41 348 611	193 571 822	468,15	43 942 967	0,00	-46,86
27426 285 Redevance annuelle sur l'exploitation de la audio ou vidéo dans les hôtels bâtiments publics	18 824 000	192 963	1,03	18 902 000	8 328 250	44,06	32 440 360	16 220 180	308 009 294	1 898,93	19 113 284	0,00	-41,08
27426 287 Redevance annuelle sur l'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle commerciale	1 908 753 600	34 791 469	1,82	1 220 965 000	105 606 062	8,65	962 161 696	481 080 848	37 508 892	7,80	185 321 496	0,00	-80,74
27422870 Droits sur la déclaration de rétention, d'installation et d'exploitation des commutateurs (PABX, serveurs)	470 600	8 087 168	1 718,48	473 000	22 623 718	4 783,03	796 025	398 013	34 608 482	8 665,33	471 700	0,00	-40,74
7422648 Déclaration d'exploitation de publiphone (cabine publique) ou cybercafé	1 411 800	9 817	0,70	0	4 641 157		0	0	1 645 874		0	0,00	
27428 111 Redevance annuelle sur la déclaration de fabricant et monteur, d'équipement et matériels de télécommunications	1 566 157	174 174	11,12	1 573 000	1 229 108	78,14	139 111 269	69 555 635	471 700	0,68	5 424 550	0,00	-96,10

N°	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI ON
<b>52 POSTES, TÉLÉPHONES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (suite)</b>													
<b>27420 000</b>	<b>Droits administratifs (suite)</b>												
	9 703 772	2 085 838	21,50	9 744 000	10 286 289	105,57	506 295 313	253 147 657	11 932 044	4,71	271 906 748	0,00	-46,29
	Droits sur la déclaration d'agrément des vendeurs 27428 115 et installateurs des équipements et matériels de télécommunications												
	12 329 720	1 747 847	14,18	8 667 000	14 751 431	170,20	805 390 000	402 695 000	22 695 211	5,64	1 016 513 500	0,01	26,21
	Droits sur la déclaration d'agrément des fabricants, 27428 114 monteurs, importateurs et exportateurs des équipements et matériels de télécommunications												
	8 833 162	0	0,00	2 349 000	4 167 804	177,43	7 716 760	3 858 380	1 415 100	36,68	7 250 029	0,00	-6,05
	Droits sur la déclaration d'agrément des 27428 116 dépanneurs des équipements et matériels de télécommunications												
	1 214 148	1 130 061	93,07	1 219 000	13 046 304	1 030,25	345 913 132	172 956 566	23 291 794	13,47	639 258	0,00	-99,82
	Redevance annuelle sur la déclaration des 27428 112 vendeurs d'équipements et matériels de télécommunications												
	2 428 296	82 870	3,41	2 958 000	11 432 870	386,51	11 214 213	5 607 107	23 583 929	420,61	8 839 658	0,00	-21,17
	Redevance annuelle sur la déclaration des 27428 113 installateurs et dépanneurs d'équipements et matériels de télécommunications												
	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	
	<b>7423 Ventes résiduelles des établissements non marchands</b>												
	0	0		0	0		0	0	0		0	0,00	
	7423377 Duplicata des titres obtenus des télécommunications												
	0	0		0	0		0	0	0		0	0,00	
	7423378 Duplicata des titres sur le service courrier télécommunications												
	0	0		0	0		0	0	0		0	0,00	
<b>37440 000</b>	<b>Amendes transactionnelles</b>												
	224 414 175	660 981 573	294,54	274 962 000	159 242 082	57,91	246 087 005	123 043 503	13 623 837	11,07	2 503 916 884	0,03	917,49
	224 414 175	660 981 573	294,54	274 962 000	159 242 082	57,91	246 087 005	123 043 503	13 623 837	11,07	2 503 916 884	0,03	917,49
<b>53</b>	<b>COMMUNICATION ET MEDIAS</b>												
<b>17130 000</b>	<b>Impôts et taxes sur les biens et services</b>												
	3 026 239 689	105 732	0,00	69 181 000	10 384 538	15,01	784 235 162	392 117 581	847 435	0,22	784 235 162	0,01	0,00
	17133810 Droits sur la diffusion de la publicité dans la presse												
	5 973 807	183 663	3,07	360 319 000	3 029 902	0,84	0	0	2 103 780		0	0,00	
	17135 282 Taxe sur l'autorisation de création d'une agence de presse												
	34 606 643	183 643	0,53	9 451 000	4 360 100	46,13	42 675 030	21 337 515	1 235 720	5,79	42 675 030	0,00	0,00
	17136 321 Droit d'accréditation des journalistes étrangers												
	51 204 064	31 015 034	60,57	14 177 000	16 841 717	118,80	32 431 185	16 215 593	7 126 010	43,95	32 431 185	0,00	0,00
	17136 221 Droits de déclaration préalable de publication des journaux												
	1 655 598 078	51 136 954	3,09	51 981 000	212 052 431	407,94	387 426 539	193 713 270	33 544 620	17,32	387 426 539	0,00	0,00
	17136221 Droit de déclaration préalable d'exploitation des stations privées de radio et télévision												
<b>27484 000</b>	<b>Recettes divers</b>												
	31 405 160	7 524 929	23,96	28 353 000	57 834 139	203,98	28 613 624	14 306 812	28 756 812	201,00	28 613 624	0,00	0,00
	31 405 160	7 524 929	23,96	28 353 000	57 834 139	203,98	28 613 624	14 306 812	28 756 812	201,00	28 613 624	0,00	0,00
	27484710 Redevance audiovisuel												
	27484720 Redevance de contrôle de conformité sur les radios et TV privées												
	0	0		0	0		0	0	0		0	0,00	
<b>37440 000</b>	<b>Amendes transactionnelles</b>												
	429 838 003	0	0,00	53 517 000	9 430 480	17,62	53 517 000	26 758 500	0	0,00	53 517 000	0,00	0,00
	429 838 003	0	0,00	53 517 000	9 430 480	17,62	53 517 000	26 758 500	0	0,00	53 517 000	0,00	0,00
	37441000 Amendes transactionnelles												

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC T	VARIATI ON
55	AFFAIRES FONCIERES	13 958 352 712	4 063 242 951	29,41	25 621 346 000	6 859 142 332	26,77	30 489 401 740	15 244 700 870	5 575 241 349	36,57	30 489 401 740	0,36	0,00
17120 000	Impôts réels et impôts sur les transactions financières et en capital	9 399 626 780	1 804 499 094	19,20	13 073 583 000	3 987 574 893	30,50	17 027 214 240	8 513 607 120	2 485 342 284	29,19	17 027 214 240	0,20	0,00
	71341 Conversion des titres immobiliers	0	8 742 060		0	44 388 178		0	0	1 075 493		0	0,00	
	713411 Opération de conversion des livrets de logement	0	8 705 020		0	43 979 098		0	0	353 400		0	0,00	
	713412 Opération de conversion d'autres titres	0	37 040		0	409 080		0	0	722 093		0	0,00	
	17122200 Droits fixes d'enregistrement	0	2 069 226		1 251 774 000	452 319 260	36,13	9 438 995 889	4 719 497 945	417 909 952	8,85	9 438 995 889	0,11	0,00
	17122 210 Nouveau certificat	0	0		1 045 102 000	73 601 955	7,04	6 886 096 889	3 443 048 445	83 731 876	2,43	6 886 096 889	0,08	0,00
	17122 220 Remplacement d'un ancien certificat	0	164 210		3 780 000	358 157 971	9,47888	280 950 000	140 475 000	316 227 968	226,11	280 950 000	0,00	0,00
	17122 230 Page supplémentaire	0	1 380 000		565 000	430 650	76,22	112 380 000	56 190 000	188 722	0,34	112 380 000	0,00	0,00
	17122 240 Changement dénomination	0	450 516		1 417 000	1 600 878	112,98	140 475 000	70 237 500	3 738 404	5,32	140 475 000	0,00	0,00
	17122 250 Insertion d'une mention substantielle	0	16 850		1 890 000	6 946 625	367,55	380 219 000	190 109 500	1 172 118	0,62	380 219 000	0,00	0,00
	17122 260 Annulation d'un certificat d'enregistrement	0	57 650		199 020 000	11 581 181	5,82	1 638 875 000	819 437 500	12 850 864	1,57	1 638 875 000	0,02	0,00
	17122300 Droits proportionnels d'enregistrement	9 232 320 110	1 783 135 114	19,31	11 118 350 000	2 381 455 772	21,42	6 546 362 101	3 273 181 051	1 847 126 283	56,43	6 546 362 101	0,08	
	Mutation (vente, succession, donation, 17122310 apport, fusion, partage, droit d'emphytéose...)	9 113 564 200	1 183 277 970	12,98	10 286 248 000	2 001 221 807	19,46	4 442 381 400	2 221 190 700	1 558 117 169	70,15	4 442 381 400	0,05	0,00
	17122320 Inscription hypothécaire	105 885 000	587 657 444	555,00	818 138 000	364 914 729	44,60	159 205 000	79 602 500	276 423 906	347,26	159 205 000	0,00	0,00
	17122330 Réinscription hypothécaire	8 353 150	0	0,00	8 860 000	4 929 156	55,63	1 435 069 188	717 534 594	1 480 222	0,21	1 435 069 188	0,02	0,00
	17122340 Radiation hypothécaire	4 517 760	12 199 700	270,04	5 104 000	10 390 080	203,57	509 706 514	254 853 257	11 104 986	4,36	509 706 514	0,01	0,00
	Taxe spéciale sur le transfert des contrats de location	167 306 670	10 552 694	6,31	703 459 000	1 109 411 683	157,71	1 041 856 250	520 928 125	219 230 556	42,08	1 041 856 250	0,01	
	17122 410 Annotation	91 586 189	10 356 344	11,31	615 302 000	1 102 345 655	179,16	386 306 250	193 153 125	216 840 045	112,26	386 306 250	0,00	0,00
	17122 420 Cession de bail	75 720 481	196 350	0,26	88 157 000	7 066 028	8,02	655 550 000	327 775 000	2 390 511	0,73	655 550 000	0,01	0,00
27415 000	Loyers	4 027 865 400	1 013 594 435	25,16	11 804 623 000	1 733 563 214	14,69	678 962 500	339 481 250	2 264 564 437	667,07	678 962 500	0,01	0,00
	Redevances sur les concessions ordinaires (par les étrangers, personnes physiques et associations)	3 282 435 000	591 117 084	18,01	10 778 786 000	1 455 115 943	13,50	280 950 000	140 475 000	1 978 990 906	1 408,79	280 950 000	0,00	0,00
	27415220 Droits sur les concessions perpétuelles	745 430 400	422 477 352	56,68	1 025 837 000	278 447 271	27,14	398 012 500	199 006 250	285 573 531	143,50	398 012 500	0,00	0,00

N°	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC T	VARIATI ON
<b>55 AFFAIRES FONCIERES (Suite)</b>													
27420 000	Droits administratifs	530 860 532	3 381 378	0,64	743 140 000	150,04	12 783 225 000	6 391 612 500	262 841 311	4,11	12 783 225 000	0,15	0,00
27428241	Frais de mesurage et de bornage des parcelles	103 532 000	36 000	0,03	141 765 000	15,98	2 809 500 000	1 404 750 000	64 965 280	4,62	2 809 500 000	0,03	0,00
	7422951 Parcelle de 4400 m ou plus de périmètre	28 236 000	0	0,00	141 765 000	15,60	2 809 500 000	1 404 750 000	33 916 432	2,41	2 809 500 000	0,03	0,00
	7422952 Parcelle de moins de 4400 m de périmètre	56 472 000	36 000	0,06	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
	7422953 Parcelle à usage agricole	18 824 000	0	0,00	0	20 000	0	0	26 517 542	0	0	0	0,00
	7422954 Placement des bornes	0	0	0	0	519 790	0	0	4 004 182	0	0	0	0,00
	7422955 Reconstitution des limites	0	0	0	0	0	0	0	527 123	0	0	0	0,00
27428242	Frais d'enquête et de constat en matières foncières	261 351 820	0	0,00	283 530 000	280,90	983 325 000	491 662 500	64 989 364	13,22	983 325 000	0,01	0,00
	7422961 Journée perte de temps	2 353 000	0	0,00	283 530 000	0	0	0	19 746 669	4,02	983 325 000	0,01	0,00
	7422962 Journée indivisible	2 598 300	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
	7422963 P.V. d'enquête	23 153 520	0	0,00	0	3 807 861	0	0	1 329 710	0	0	0	0,00
	7422964 P.V. de mesurage et de bornage	75 296 000	0	0,00	0	776 378 657	0	0	28 040 466	0	0	0	0,00
	7422965 P.V. d'audition en cas de conflit	11 765 000	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
	7422966 P.V. de constat de lieu	68 537 000	0	0,00	0	12 729 386	0	0	7 276 591	0	0	0	0,00
	7422967 P.V. de constat de mise en valeur	77 649 000	0	0,00	0	3 531 218	0	0	8 595 928	0	0	0	0,00
27428260	Droits de consultation registres fonciers, immobiliers et cadastraux	25 272 960	0	0,00	159 541 000	10,00	8 990 400 000	4 495 200 000	32 048 810	0,71	8 990 400 000	0,11	0,00
27428271	Frais d'établissement des contrats en matière foncière	140 703 752	3 345 378	2,38	158 304 000	176,84	0	0	100 837 857	0	0	0	0,00
	7422981 Frais d'établissement des contrats en matière foncière	140 703 752	3 345 378	2,38	158 304 000	163,09	0	0	98 435 126	0	0	0	0,00
	7422982 Frais de préparation et vérification des actes	0	0	0	0	21 770 783	0	0	2 402 731	0	0	0	0,00
27012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	0	1 241 768 043	0	0	23 002 846	0	0	17 194 785	0	0	0	0,00
27012150	Droits sur la vente des biens privés, immobiliers, abandonnés (sans maîtres)	0	80 040	0	0	2 012 481	0	0	1 827 700	0	0	0	0,00
7423371	Copies documents fonciers, immobiliers et cadastraux	0	1 241 688 003	0	0	20 990 365	0	0	15 367 085	0	0	0	0,00
37440 000	Amendes transactionnelles	0	0	0	0	0	0	0	545 298 533	0	0	0	0,00
	37441 000 Amerdes Transactionnelles	0	0	0	0	0	0	0	545 298 533	0	0	0	0,00

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013				LOI DE FINANCES 2014				LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016				
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATION
56	ENVIRONNEMENT	47 131 965 358	5 601 568 833	11,88	50 706 345 000	45 331 144 286	30,24	41 972 703 495	20 986 351 748	10 983 439 713	52,34	34 724 057 089	0,41	-17,27				
17130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	166 130 680	53 946 805	32,47	352 057 000	144 968 772	41,18	5 012 517 944	2 506 258 972	22 006 493	0,88	12 517 945	0,00	-99,75				
	Taxe sur le certificat de légitime détention des produits de la chasse (animaux totalement, partiellement protégés, autres animaux, trophées)	0	1 458 878		0	41 775 295		3 658 655	1 829 327	2 843 345	155,43	3 658 655	0,00	0,00				
	Permis d'exploitation des ressources forestières	0	142 863		0	730 830		5 000 000 000	2 500 000 000	1 868 389	0,07		0,00					
	Taxe sur permis d'exploitation des produits et sous-produits de la faune (capture, abattage, importation, exportation et réexportation des animaux totalement partiellement ou non protégés)	166 130 680	48 362 656	29,11	352 057 000	101 422 977	28,81	8 859 290	4 429 645	17 179 409	387,83	8 859 290	0,00	0,00				
	714525 Permis de chasse	0	3 982 408		0	1 039 670			0	115 350			0,00					
27415 000	Loyers	15 128 896 989	1 438 532 874	9,51	15 128 896 989	1 626 075 197		5 717 550 384	2 858 775 192	315 596 679	11,04	6 733 323 064	0,08	17,77				
	Taxe de superficie sur concessions forestières	8 590 357 540	0	0,00	0	17 333 555		0	0	681 578			0,00					
	Taxe d'abattage	0	94 296 104		0	4 680 000			0	0			0,00					
	27415 330 Taxe de déboisement	5 153 070 000	0	0,00	0	43 301 434		5 717 550 384	2 858 775 192	210 659 484	7,37	2 836 342 154	0,03	-50,39				
	27425 340 Taxe de reboisement	1 385 469 449	1 344 236 770	97,02	0	1 556 295 440		0	0	103 785 858		3 896 980 910	0,05					
	Taxe sur le permis de coupe de bois	0	0		0	4 464 768			0	469 760			0,00					
27420 000	Droits administratifs	31 731 847 027	3 704 219 547	11,67	49 915 373 000	12 928 281 143	25,90	30 650 703 747	15 325 351 874	10 361 901 539	67,61	25 780 271 316	0,30	-15,89				
	Taxe rémunératoire annuelle sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes	23 220 320 974	3 113 184 830	13,41	37 860 859 000	9 743 349 694	25,73	28 107 949 914	14 053 974 957	8 435 472 907	60,02	24 619 427 032	0,29	-12,41				
	27424 120 Taxe d'implantation des établissements dangereux, insalubres et incommodes	8 481 351 585	524 630 653	6,19	11 978 906 000	3 079 259 871	25,71	2 463 338 633	1 231 669 317	1 880 522 247	152,68	1 076 833 784	0,01	-56,29				
	27425 120 Taxe sur délivrance d'un certificat phytosanitaire	30 174 468	66 404 064	220,07	75 608 000	105 671 578	139,76	79 415 200	39 707 600	45 906 385	115,61	84 010 500	0,00	5,79				
37440 000	Amendes transactionnelles	105 090 662	404 869 607	385,26	438 915 000	631 819 174	143,95	591 931 420	295 965 710	283 935 002	95,94	2 197 944 763	0,03	271,32				
	37441 000 Amendes transactionnelles en matière de chasse	0	0		186 645 000	1 845 723	0,99	204 406 095	102 203 048	23 594 743	23,09		0,00					
	37441 000 Amendes transactionnelles en matière d'établissements dangereux	73 590 058	404 869 607	550,17	220 770 000	629 952 151	285,34	95 628 908	47 814 404	260 340 259	544,48	371 016 633	0,00	287,98				
	37441 000 Amendes transactionnelles en matière de législation forestière	31 500 604	0	0,00	31 500 000	21 300	0,07	291 896 517	145 948 259	0	0,00	1 826 928 130	0,02	525,88				

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016						
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCTURE	VARIATIONS				
															18 642 829 171	2 616 062 309	14,03	9 087 316 000
57	TOURISME																	
17133 000	Taxes sur des services déterminés	18 284 940 940	2 205 552 228	12,06	8 841 684 000	36,45	8 841 684 000	3 222 932 732	36,45	10 535 400 139	30,26	23 994 179 670	0,28	127,75				
17133700	Redevance sur les billets d'avion	18 284 940 940	2 205 552 228	12,06	8 841 684 000	36,45	8 841 684 000	3 222 932 732	36,45	10 535 400 139	30,26	23 994 179 670	0,28	127,75				
	Redevance sur les prix des nuitées	4 668 466 254	132 813 784	2,84	0		0	123 702 654		0		7 587 267 985	0,09					
	Redevance sur les prix des repas et les boissons	3 301 007 832	138 909 636	4,21	0		0	15 771 446		0		5 058 178 656	0,06					
	Redevance sur les billets d'avion du réseau domestique	4 753 479 478	1 282 062 174	26,97	4 883 407 000	53,91	4 883 407 000	2 632 734 556	53,91	7 320 943 768	34,45	3 462 612 402	0,04	-52,70				
	Redevance sur les billets d'avion du réseau international	1 609 860 661	191 123 693	11,87	0		0	5 215 758		0		7 886 120 627	0,09					
	714474 Redevance sur les voyages fluviaux	3 952 126 616	460 642 941	11,66	3 958 277 000	11,26	3 958 277 000	445 508 318	11,26	3 214 456 371	19,67	0	0,00	###				
17136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	47 157 534	110 995 567	235,37	18 523 000	194,59	18 523 000	36 043 126	194,59	33 485 190	477,41	80 440 105	0,00	140,23				
	Taxe sur l'autorisation d'exploitation pour hôtels, restaurants et agences de voyage et similaires	17 074 280	82 512 063	483,25	9 073 000	118,51	9 073 000	10 752 324	118,51	12 475 320	138,97	14 353 582	0,00	15,06				
	Taxe sur l'autorisation d'exploitation pour hôtels et similaires	8 808 160	27 663 761	314,07	5 576 000	251,52	5 576 000	14 024 685	251,52	6 157 150	278,44	31 707 531	0,00	414,97				
	Taxe sur l'autorisation d'exploitation d'une agence de voyage	13 008 975	819 743	6,30	8 978 000	99,88	8 978 000	8 967 462	99,88	9 075 320	1 371,15	20 392 056	0,00	124,70				
	Taxe sur le permis d'exploitation d'un site touristique appartenant à l'Etat	6 911 018	0	0,00	3 969 000	57,57	3 969 000	2 284 780	57,57	5 777 400	16,33	13 986 936	0,00	142,10				
	714592 Autorisation d'exercer le métier de guide de tourisme	1 355 102	0	0,00	0	13,875	0	13 875		0	0	0	0,00					
27420 000	Droits administratifs	261 189 449	125 626 768	48,10	197 383 000	72,11	197 383 000	142 334 404	72,11	225 585 551	80,34	447 825 140	0,01	98,52				
	Taxe d'homologation pour hôtels, restaurants, agences de voyage et similaires	61 386 101	3 166 156	5,16	46 880 000	74,26	46 880 000	34 810 815	74,26	53 392 805	46,34	105 993 858	0,00	98,52				
	7422662 Certificat d'homologation pour restaurants et agences de voyage	62 131 407	65 803 329	105,91	53 445 000	96,23	53 445 000	51 432 294	96,23	60 133 105	23,78	119 254 603	0,00	98,32				
	7422663 Certificat d'homologation agence de voyage	30 964 071	54 810 557	177,01	70 977 000	45,62	70 977 000	32 381 091	45,62	80 787 310	48,75	160 376 639	0,00	98,52				
	27426 330 Taxe d'homologation d'un site touristique	5 284 896	0	0,00	4 820 000	82,53	4 820 000	3 978 020	82,53	5 777 400	147,70	11 469 128	0,00	98,52				
	27426 310 Taxe d'agrément technique pour hôtels, restaurants, agences de voyage et similaires	19 513 463	604 850	3,10	6 748 000	89,47	6 748 000	6 037 304	89,47	6 875 106	1 143,31	13 648 262	0,00	98,52				
	7422666 Certificat agrément technique pour restaurants et similaires	12 873 465	413 883	3,22	5 103 000	62,48	5 103 000	3 188 279	62,48	7 043 580	72,87	13 982 712	0,00	98,52				
	7422667 Certificat d'agrément technique pour agence de voyage	12 602 445	827 993	6,57	8 314 000	92,89	8 314 000	7 722 705	92,89	9 966 015	97,08	19 784 246	0,00	98,52				
	27427 800 Taxe d'agrément d'une association touristique	779 183	0	0,00	945 000	97,92	945 000	925 316	97,92	1 417 650	59,89	2 933 388	0,00	106,92				
	27427 700 Taxe sur l'autorisation de prise de vue dans les sites touristiques appartenant à l'Etat	55 654 419	0	0,00	151 000	1 230,85	151 000	1 858 580	1 230,85	192 580	9,17	382 304	0,00	98,52				
37440 000	Amendes transactionnelles	49 541 348	173 887 745	351,00	29 726 000	304,86	29 726 000	90 623 958	304,86	19 435 160	122,55	38 582 119	0,00	98,52				
	37441 000 Amendes Transactionnelles	49 541 348	173 887 745	351,00	29 726 000	304,86	29 726 000	90 623 958	304,86	19 435 160	122,55	38 582 119	0,00	98,52				
27480 000	Autres recettes non fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00					
	27480000 Autres recettes non fiscales												0,00					

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION
58	CULTURE ET ARTS	7 394 079 710	252 372 654	3,41	2 013 664 000	180 225 755	8,95	2 315 145 955	1 157 572 978	143 054 485	12,36	3 475 126 942	0,04	50,10
7 141	Impôts généraux sur les biens et services	3 009 033 861	20 494 790	0,68	0	1 588 335		0	0	0		0	0,00	
	Impôt sur les ventes des cassettes vidéo, des disques, des plans des architectures et des oeuvres d'arts des sculpteurs, des billets des établissements de cinéma	1 526 634 449	0	0,00	0	43 400		0	0	0		0	0,00	
	Redevance ad valorem sur les recettes brutes des papeteries, bibliothèques, des spectacles	1 482 399 412	20 494 790	1,38	0	1 544 935		0	0	0		0	0,00	
17133 000	Taxes sur des services déterminés	18 824 000	0	0,00	60 486 000	574 700	0,95	69 360 331	34 680 166	3 981 639	11,48	108 962 700	0,00	57,10
	Droits sur la production des orchestres et groupes culturels à l'extérieur du pays	18 824 000	0	0,00	60 486 000	574 700	0,95	69 360 331	34 680 166	3 981 639	11,48	108 962 700	0,00	57,10
17136 200	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité d'exploitation ou professionnelle et d'agrément	978 217 396	90 000	0,01	78 443 000	1 733 269	2,21	89 672 405	44 836 203	1 191 173	2,66	139 340 180	0,00	55,39
	Autorisation de vente des objets d'arts et d'artisanat.	16 941 600	90 000	0,53	0	221 089		0	0	0		0	0,00	
	Autorisation de vente des services et biens artistiques	38 569 200	0	0,00	0	725 000		0	0	0		0	0,00	
	Autorisation de production ou d'exécution d'oeuvres d'art et culturelles anonymes pour les unités culturelles	358 032 480	0	0,00	0	460 430		0	0	323 496		0	0,00	
	Taxe sur l'autorisation annuelle d'exercer des activités cinématographiques	396 508 736	0	0,00	78 443 000	326 750	0,42	89 672 405	44 836 203	398 997	0,89	139 340 180	0,00	55,39
	Taxe sur l'autorisation de produire un film	24 471 200	0	0,00	78 443 000	124 350	0,16	89 672 405	44 836 203	37 642	0,08	45 566 220	0,00	-49,19
	Autorisation d'importer et de distribuer des films	192 946 000	0	0,00	0	18 400		0	0	69 434		46 226 600	0,00	
	Enregistrement au registre des titres des films	179 091 536	0	0,00	0	184 000		0	0	291 921		47 547 360	0,00	
	Agrément des unités culturelles	168 145 380	0	0,00	0	0		0	0	468 680		0	0,00	
17153 000	Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	20 047 560	5 058 907	25,23	456 483 000	7 207 298	1,58	530 981 033	265 490 517	2 437 220	0,92	796 933 376	0,01	50,09
	Autorisation d'exportation des oeuvres d'arts et d'artisanats	20 047 560	5 058 907	25,23	456 483 000	7 207 298	1,58	530 981 033	265 490 517	2 437 220	0,92	796 933 376	0,01	50,09
27416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	496 914 070	8 887 037	1,79	65 885 000	57 270 248	86,92	75 547 587	37 773 794	64 943 952	171,93	174 683 718	0,00	131,22
	Taxe sur la propriété intellectuelle	6 746 522	938 387	13,91	38 477 000	57 177 408	148,60	45 694 527	22 847 264	63 287 584	277,00	132 076 000	0,00	189,04
	Taxe sur la réalisation d'une oeuvre publicitaire	487 438 068	7 948 650	1,63	0	92 840		0	0	1 307 300		0	0,00	
	Taxe sur l'enregistrement d'une publication scientifique et littéraire en RDC	2 729 480	0	0,00	27 408 000	0	0,00	29 853 060	14 926 530	349 068	2,34	42 607 718	0,00	42,72

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI
58	Culture et Arts (Suite)													
27420 000	Droits administratifs	2 632 705 816	216 623 057	8,23	1 082 897 000	105 818 399	9,77	1 234 172 115	617 085 058	69 153 241	11,21	1 789 580 100	0,02	45,00
	Autorisation de dépôt des affiches et panneaux publicitaires dans les lieux publics	2 022 704 684	150 538 681	7,44	0	2 162 516		0	0	2 743 247		0	0,00	
	Taxe sur l'autorisation de production des orchestres et groupes culturels à l'extérieur du pays	17 647 500	0	0,00	63 606 000	45 000	0,07	75 782 584	37 891 292	879 990	2,32	108 962 700	0,00	43,78
	Taxe sur la délivrance d'une autorisation de sortie pour orchestre moderne, troupe théâtrale, artiste chanteurs et danseurs	17 647 500	4 575 000	25,92	63 606 000	232 500	0,37	75 782 584	37 891 292	205 662	0,54	108 962 700	0,00	43,78
	Autorisation d'organiser une exposition des œuvres d'arts ou une manifestation culturelle	60 989 760	0	0,00	0	0		0	0	16 000		0	0,00	
	Droit sur la décoration des immeubles publics ou privés	297 419 200	61 509 376	20,68	955 685 000	103 182 383	10,80	1 082 606 947	541 303 474	65 288 942	12,06	1 571 654 700	0,02	45,17
	Délivrance du document de recensement annuel des professionnels de l'art et de la culture	44 057 572	0	0,00	0	196 000		0	0	20 000		0	0,00	
	Délivrance du certificat de recensement d'une association culturelle	172 239 600	0	0,00	0	0		0	0	0		0	0,00	
27022 000	Ventes résiduelles des établissements non marchands	33 883 200	1 218 862	3,60	68 728 000	579 691	0,84	74 864 108	37 432 054	1 186 060	3,17	114 537 500	0,00	52,99
	Quotité du Trésor Public sur les droits d'entrée nationale et internationale	33 883 200	1 218 862	3,60	68 728 000	579 691	0,84	74 864 108	37 432 054	1 186 060	3,17	114 537 500	0,00	52,99
37440 000	Amendes transactionnelles administratives	204 453 807	0	0,00	200 742 000	5 453 815	2,72	240 548 376	120 274 188	161 200	0,13	351 089 368	0,00	45,95
	Amendes transactionnelles	204 453 807	0	0,00	200 742 000	5 453 815	2,72	240 548 376	120 274 188	161 200	0,13	351 089 368	0,00	45,95

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC T	VARI ATI ON
60	JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	2 428 585 161	860 468 477	35,43	621 248 000	1 186 107 444	190,92	2 800 000 000	1 400 000 000	602 398 182	43,03	2 800 000 000	0,03	0,00
17111	Impôts professionnels des personnes physiques	1 398 083 185	497 989 378	35,62	368 954 000	547 935 459	148,51	488 556 050	244 278 025	457 990 435	187,49	488 556 050	0,01	0,00
	17111 300 Taxe ad valorem sur les gains des parieurs	1 398 083 185	497 989 378	35,62	368 954 000	547 935 459	148,51	488 556 050	244 278 025	457 990 435	187,49	488 556 050	0,01	0,00
17133 000	Taxes sur des services déterminés	579 647 316	15 854 042	2,74	25 316 000	1 298 208	5,13	1 461 772 481	730 886 241	981 055	0,13	1 461 772 481	0,02	0,00
	17133 500 Taxe sur la publicité dans les stades nationaux	579 647 316	15 854 042	2,74	25 316 000	1 298 208	5,13	246 112 200	123 056 100	981 055	0,80	246 112 200	0,00	0,00
	17133 600 Droits des transferts internationaux	0	0	0	0	0	0	1 215 660 281	607 830 141	0	0	1 215 660 281	0,01	0,00
17136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	305 385 958	134 472 334	44,03	117 226 000	127 515 535	108,78	481 969 725	240 984 863	49 295 662	20,46	481 969 725	0,01	0,00
	17136 218 Taxe sur l'autorisation d'exploitation d'une entreprise de jeux du hasard	286 039 417	120 413 624	42,10	98 461 000	102 633 742	104,24	277 672 250	138 836 125	31 609 345	22,77	277 672 250	0,00	0,00
	17136 334 Taxe d'agrément des établissements de loisirs	19 346 540	14 058 710	72,67	18 765 000	24 881 793	132,60	204 297 475	102 148 738	17 686 317	17,31	204 297 475	0,00	0,00
17134 000	Taxe sur la détention ou l'utilisation des biens et services	0	0	0	0	0	0	94 118 250	47 059 125	259 450	0,55	94 118 250	0,00	0,00
	17134 830 Taxe sur les droits de retransmission radio télévisée des rencontres sportives	0	0	0	0	0	0	94 118 250	47 059 125	259 450	0,55	94 118 250	0,00	0,00
27415 000	Loyers	0	103 905 857	0	15 661 000	8 896 705	56,81	8 524 444	4 262 222	46 750	1,10	8 524 444	0,00	0,00
	27415 241 Droits de location des complexes sportifs (aires de jeux, tribunes, locaux et autres espaces)	0	23 665 047	0	15 661 000	127 700	0,82	8 524 444	4 262 222	0	0,00	8 524 444	0,00	0,00
	741524 Location des parkings des stades	0	80 240 810	0	0	8 769 005	0	0	0	46 750	0,00	0	0,00	0,00
7 422	Droits administratifs	35 655 882	26 571 350	74,52	0	27 208 528	0	0	0	1 071 376	0	0	0,00	0,00
	Autorisation de loisirs (carnavals motorisés, 7422432 concerts populaires dans les stades, concours de miss)	0	22 145 672	0	0	20 800 940	0	0	0	0	0	0	0,00	0,00
	742274 Enregistrement annuel des établissements de loisirs	35 655 882	4 425 678	12,41	0	6 407 588	0	0	0	1 071 376	0	0	0,00	0,00
27022 400	Ventes de services des établissements non marchands	84 174 094	81 675 516	97,03	94 091 000	167 960 383	178,51	230 291 225	115 145 612	25 152 672	21,84	230 291 225	0,00	0,00
	Quotité sur la vente billets d'accès aux 27022 511 manifestations de loisirs dans les installations sportives	0	0	0	0	2 656 878	0	9 750 000	4 875 000	22 500	0,46	9 750 000	0,00	0,00
	27022 513 Quotité du trésor public sur le produit des rencontres sportives (nationales, internationales)	84 174 094	81 675 516	97,03	94 091 000	165 303 505	175,68	220 541 225	110 270 612	25 130 172	22,79	220 541 225	0,00	0,00
37440 000	Amendes transactionnelles	25 638 726	0	0,00	0	305 292 626	0	34 767 825	17 383 913	67 600 782	388,87	34 767 825	0,00	0,00
	37441 000 Amendes Transactionnelles	25 638 726	0	0,00	0	305 292 626	0	34 767 825	17 383 913	67 600 782	388,87	34 767 825	0,00	0,00

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI ON
62	TRAVAIL	14 811 866 827	7 035 059 306	47,50	14 569 608 000	8 768 976 035	60,19	16 750 942 093	8 375 471 047	5 959 560 498	71,15	23 379 346 128	0,28	39,57
17182	Autres recettes fiscales à la charge d'autres entités ou non identifiables	13 306 037 179	7 035 059 306	52,87	9 102 595 000	7 763 265 665	85,29	10 465 418 269	5 232 709 135	5 487 461 298	104,87	15 465 418 269	0,18	47,78
	17182 500 Droits d'octroi de la carte de vente de la carte de travail pour étrangers	13 306 037 179	7 035 059 306	52,87	9 102 595 000	7 763 265 665	85,29	10 465 418 269	5 232 709 135	5 487 461 298	104,87	15 465 418 269	0,18	47,78
27022	Ventes résiduelles des établissements non marchands	92 456 795	0	0,00	253 895 000	0	0,00	291 907 678	145 953 839	137 254 104	94,04	421 907 678	0,00	44,53
	27012 181 Droits de la vente de la revue de travail	92 456 795	0	0,00	253 895 000	0	0,00	291 907 678	145 953 839	137 254 104	94,04	421 907 678	0,00	44,53
37440	Amendes transactionnelles administratives	1 413 372 853	0	0,00	5 213 118 000	1 005 710 370	19,29	5 993 616 145	2 996 808 073	334 845 096	11,17	7 492 020 181	0,09	25,00
	37441 000 Amendes transactionnelles	1 413 372 853	0	0,00	5 213 118 000	1 005 710 370	19,29	5 993 616 145	2 996 808 073	334 845 096	11,17	7 492 020 181	0,09	25,00
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	0	503 728 108	0,00	9 356 490 000	0	0,00	9 339 660 000	4 669 830 000	0	0,00	11 674 575 000	0,14	25,00
37440	Amendes transactionnelles	0	503 728 108	0,00	9 356 490 000	0	0,00	9 339 660 000	4 669 830 000	0	0,00	11 674 575 000	0,14	25,00
	37441 000 Amendes Transactionnelles administratives	0	503 728 108	0,00	9 356 490 000	0	0,00	9 339 660 000	4 669 830 000	0	0,00	11 674 575 000	0,14	25,00
64	AFFAIRES SOCIALES	100 000 000	2 248 237	2,25	0	2 683 107	0,00	0	0	925 231	0,00	0	0,00	0,00
17136	Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	100 000 000	2 248 237	2,25	0	2 683 107	0,00	0	0	925 231	0,00	0	0,00	0,00
	17136 332 Taxe d'agrément d'un service d'action sociale ou d'un centre privé à vocation sociale	100 000 000	2 248 237	2,25	0	2 683 107	0,00	0	0	925 231	0,00	0	0,00	0,00
85	POLICE NATIONALE	11 134 038 000	3 571 696 598	32,08	14 920 871 000	12 160 609 806	81,50	15 715 977 765	7 857 988 863	6 328 014 035	80,53	18 041 647 888	0,21	14,80
27022	Ventes résiduelles des établissements non marchands	8 759 038 000	3 385 427 754	38,65	8 583 426 000	10 498 223 820	122,31	9 436 202 095	4 718 101 048	5 817 393 347	123,30	11 782 323 273	0,14	24,86
	Taxes de gardiennage par la Police Nationale Congolaise (personne physique et morale)	8 550 000 000	3 345 810 749	39,13	8 505 900 000	10 346 144 812	121,63	9 365 000 000	4 682 500 000	5 781 303 518	123,47	11 587 661 610	0,14	23,73
	27022 470 Droits de délivrance d'une attestation de perte de pièces de bord	209 038 000	39 617 005	18,95	77 526 000	152 079 008	196,17	71 202 095	35 601 048	36 089 828	101,37	194 661 663	0,00	173,39
37447	Amendes de police	2 375 000 000	186 268 843	7,84	6 337 445 000	1 662 385 986	26,23	6 279 775 670	3 139 887 835	510 620 689	16,26	6 259 324 615	0,07	-0,33
	37447 200 Amendes transactionnelles pour la police	1 140 000 000	45 987 762	4,03	3 359 717 000	751 483 800	22,37	3 329 145 120	1 664 572 560	255 446 103	15,35	3 318 302 736	0,04	-0,33
	37447 100 Amendes transactionnelles pour la police spéciale de roulage	1 235 000 000	140 281 081	11,36	2 977 728 000	910 902 186	30,59	2 950 630 550	1 475 315 275	255 174 585	17,30	2 941 021 879	0,03	-0,33

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATION
86	DIRECTION GENERALE DES MIGRATIONS (DGM)	10 159 776 351	7 889 283 656	77,65	11 123 053 000	10 884 556 388	97,86	12 788 375 411	6 394 187 706	6 422 345 877	100,44	13 132 472 912	0,15	2,69
27420 000	Droits administratifs	9 943 128 519	7 807 058 376	78,52	11 038 285 000	10 809 740 224	97,93	12 692 196 861	6 346 098 431	5 715 105 363	90,06	12 296 406 657	0,15	-3,12
	27421 400 Droits de délivrances de laissez - passer individuel	2 664 516 097	534 046 847	20,04	1 674 868 000	1 034 421 777	61,73	2 074 647 109	1 037 323 554	407 044 896	39,24	766 936 522	0,01	-63,03
	742216 Visas et prorogation de visa avec un ou plusieurs mois	294 876 900	41 095 740	13,94	0	147 862 258			0	26 024 703			0,00	
	27421 721 Droits de délivrance de visa d'établissement spécial (5 et 10ans)	24 017 367	128 308 433	534,23	6 173 000	52 066 784	843,46	6 726 880	3 363 440	97 829 766	2 908,62	7 924 057	0,00	17,80
	27421 722 Droits de délivrance de visa d'établissement permanent	1 063 035 146	625 613 949	58,85	637 943 000	728 511 255	114,20	664 446 750	332 223 375	529 392 545	159,35	1 503 507 915	0,02	126,28
	27421 723 Droits de délivrance de visa d'établissement ordinaire (commerçant et profession libérale)	976 163 456	702 334 468	71,95	755 513 000	979 107 177	129,60	786 004 450	393 002 225	751 756 882	191,29	1 601 520 165	0,02	103,75
	27421 724 Droits de délivrance de visa d'établissement du travail	1 749 701 350	2 704 028 035	154,54	5 655 565 000	3 364 710 353	59,49	3 258 867 351	1 629 433 675	1 590 386 930	97,60	5 682 767 991	0,07	74,38
	27421 760 Droits de délivrance de visa d'établissement des mineurs et étudiants	121 490 804	184 269 374	151,67	155 280 000	186 939 591	120,39	161 546 250	80 773 125	97 249 612	120,40	407 917 650	0,00	152,51
	27421 725 Droits de délivrance de visa d'établissement pour épouses étrangères des nationaux	220 177 983	170 493 969	77,43	294 493 000	261 470 340	88,79	306 422 800	153 211 400	105 498 543	68,86	23 522 940	0,00	-92,32
	27421 750 Droits de délivrance de visa de sortie avec (un ou plusieurs voyages)	1 143 071 187	219 207 130	19,18	742 076 000	609 466 685	82,13	772 081 505	386 040 753	803 232 056	208,07	812 529 018	0,01	5,24
	27421 716 Visa de transit, portuaire et aéroportuaire	162 641 343	19 398 097	11,93	440 643 000	56 992 008	12,93	458 472 940	229 236 470	55 381 399	24,16	605 995 740	0,01	32,18
	7422169 Visa de voyage (une ou plusieurs entrées pour un, deux, trois ou six mois)	1 229 419 261	310 982 502	25,30	523 474 000	1 324 533 442	253,03	544 650 507	272 325 304	379 589 975	139,39	481 065 592	0,01	-11,67
	27421 800 Droits de validation de prise en charge	8 807 702	0	0,00	709 000	2 329 255	328,53	1 208 085	604 043	0	0,00	233 362 900	0,00	
	27421 770 Frais de prorogation de séjour des étrangers porteurs de laissez-passer des pays limitrophes	168 492 138	0	0,00	59 541 000	142 159 725	238,76	168 119 780	84 059 890	55 505 000	66,03	24 979 122	0,00	-85,14
	27421 730 Droits de transposition visa d'établissement	116 717 783	83 396 635	71,45	92 007 000	179 750 054	195,37	3 489 002 357	1 744 501 179	77 364 439	4,43	144 377 645	0,00	-95,86
	7422192 Autres droits de chancellerie	0	2 083 883 197		0	1 739 419 520		0	0	738 848 617			0,00	
37440 000	Amendes transactionnelles	216 647 832	82 225 280	37,95	84 768 000	74 816 164	88,26	96 178 550	48 089 275	707 240 514	1 470,68	836 066 055	0,01	769,29
	37441 000 Amendes Transactionnelles administratives	216 647 832	82 225 280	37,95	84 768 000	74 816 164	88,26	96 178 550	48 089 275	707 240 514	1 470,68	836 066 055	0,01	769,29

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	8 000 000 000	1 238 904 259	15,49	176 409 000	4 264 259 756	2 417,26	5 202 820 621	2 601 410 311	1 351 221 608	51,94	5 202 820 621	0,06	0,00
17181 000	Autres recettes fiscales à la charge des sociétés et autres entreprises	404 733 849	123 425 341	30,50	8 925 000	1 431 337 155	16 037,4	618 141 327	309 070 663	288 428 505	93,3	618 141 327	0,01	0,00
17181100	Droits proportionnels sur les S.A.R.L.	404 733 849	123 425 341	30,50	8 925 000	1 431 337 155	16 037,4	618 141 327	309 070 663	288 428 505	93,3	618 141 327	0,01	0,00
27428 000	Autres droits administratifs	585 912 677	124 516 256	21,25	12 920 000	556 297 909	4 305,7	894 851 867	447 425 933	148 742 622	33,2	894 851 867	0,01	0,00
27428280	Frais de justice	585 912 677	124 516 256	21,25	12 920 000	556 297 909	4 305,7	894 851 867	447 425 933	148 742 622	33,2	894 851 867	0,01	0,00
27022 000	Ventes résiduelles des établissements non marchands	917 871 511	537 773 190	58,59	20 240 000	1 165 630 042	5 759,0	1 401 845 474	700 922 737	356 120 137	50,8	1 401 845 474	0,02	0,00
27022270	Droits d'octroi de l'extrait du casier judiciaire (pour nationaux et étrangers)	75 171 941	339 593 354	451,76	1 658 000	326 618 398	19 689,5	114 808 454	57 404 227	150 120 364	261,5	114 808 454	0,00	0,00
27022310	Redevance d'inscription au nouveau registre de commerce	842 699 569	198 179 836	23,52	18 582 000	839 011 644	4 515,2	1 287 037 020	643 518 510	205 999 773	32,0	1 287 037 020	0,02	0,00
37440 000	Amendes transactionnelles administratives	1 567 918 085	39 257 817	2,50	34 574 000	196 072 732	567,11	146 843 200	73 421 600	98 797 160	134,56	146 843 200	0,00	0,00
37441000	Amendes transactionnelles	1 567 918 085	39 257 817	2,50	34 574 000	196 072 732	567,11	146 843 200	73 421 600	98 797 160	134,56	146 843 200	0,00	0,00
37448 000	Amendes judiciaires	1 567 918 085	4 861 179	0,31	34 574 000	245 512 605	710,11	933 222 250	466 611 125	11 118 209	2,38	933 222 250	0,01	0,00
37448100	Amendes judiciaires	1 567 918 085	4 861 179	0,31	34 574 000	245 512 605	710,11	933 222 250	466 611 125	11 118 209	2,38	933 222 250	0,01	0,00
274782 000	Restitution au trésor public	24 744 629	0	0,00	546 000	8 196 568	1 501,2	42 577 036	21 288 518	59 827 945	281,0	42 577 036	0,00	0,00
27482300	Sommes indûment perçues dans le cadre de la législation sur les prix	24 744 629	0	0,00	546 000	8 196 568	1 501,2	42 577 036	21 288 518	59 827 945	281,0	42 577 036	0,00	0,00
27483 000	Cautions	952 173 595	110 626 387	11,62	20 996 000	48 855 831	232,69	61 434 400	30 717 200	36 339 274	118,30	61 434 400	0,00	0,00
27483400	Caution de mise en liberté provisoire	952 173 595	110 626 387	11,62	20 996 000	48 855 831	232,69	61 434 400	30 717 200	36 339 274	118,30	61 434 400	0,00	0,00
27484 000	Autres recettes diverses non classées ailleurs	1 978 727 569	298 444 089	15,08	43 634 000	612 356 914	1 403,4	1 103 905 068	551 952 534	351 847 757	63,75	1 103 905 068	0,01	0,00
27484100	Droits sur le produit de ventes publiques	61 998 565	27 750	0,04	1 367 000	22 854 460	1 671,87	94 689 110	47 344 555	8 632 046	18,23	94 689 110	0,00	0,00
27484200	Droits sur les sommes accordées en cas d'exécution forcée	376 058 158	0	0,00	8 293 000	361 200	4,36	13 988 276	6 994 138	184 546	2,64	13 988 276	0,00	0,00
27484300	Droits sur les sommes allouées aux parties civiles	877 861 511	42 776 259	4,87	19 358 000	11 458 390	59,19	30 773 914	15 386 957	70 950 939	461,11	30 773 914	0,00	0,00
27484620	Autres recettes judiciaires	662 809 315	255 640 080	38,57	14 616 000	577 682 863	3 932,40	964 453 768	482 226 884	272 080 225	56,42	964 453 768	0,01	0,00

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	11 547 426 612	11 732 604 641	101,60	8 855 339 000	8 524 352 607	96,26	7 022 361 967	3 511 180 983	2 732 640 126	77,83	7 880 477 488	0,09	12,22
	ENTREPRISES	11 547 426 612	11 732 604 641	101,60	8 855 339 000	8 524 352 607	96,26	7 022 361 967	3 511 180 983	2 732 640 126	77,83	7 880 477 488	0,09	12,22
	47722000 Produits financiers des placements de l'Etat								0	42 000 000			0,00	
47722 000	Dividendes	11 547 426 612	11 732 604 641	101,60	8 855 339 000	8 524 352 607	96,26	7 022 361 967	3 511 180 983	2 690 640 126	76,63	7 880 477 488	0,09	12,22
	47722100 Dividendes des entreprises publiques	4 076 934 480	2 536 703 699	62,22	4 118 540 000	3 132 908 703	76,07	3 062 429 964	1 531 214 982	0	0,00	3 418 369 380	0,04	11,62
	47722210 Entreprises publiques transformées en sociétés commerciales	4 076 934 480	2 536 703 699	62,22	4 118 540 000	3 132 908 703	76,07	3 062 429 964	1 531 214 982	0	0,00	3 118 369 380	0,04	1,83
	1 OFFICE NATIONAL DE TRANSPORT (ONATRA) ex-SCTP	861 108 480	358 795 200	41,67	0	0	0	861 108 480	430 554 240			861 108 480	0,01	0,00
	2 REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	359 700 000	309 787 500	86,12	0	0	0	362 500 000	181 250 000	0	0	380 625 000	0,00	5,00
	3 REGIDESO	370 800 000	420 800 000	113,48	0	0	0	372 300 000	186 150 000	0	0	372 300 000	0,00	0,00
	4 CAISSE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)	5 000 000	2 083 333	41,67	0	0	0	5 000 000	2 500 000	0	0	5 000 000	0,00	0,00
	5 OFFICE NATIONAL DE KILO-MOTO (OKIMO)	480 000 000	0	0,00	0	0	0		0	0	0		0,00	
	6 SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCE (SONAS)	393 490 000	147 568 750	37,50	0	0	0	216 419 500	108 209 750	0	0	216 419 500	0,00	0,00
	7 COMPAGNIE MARITIME DU CONGO (CMDC)	59 300 000	53 122 917	89,58	0	0	0	57 870 000	28 935 000	0	0	57 870 000	0,00	0,00
	8 GECAMINES	420 000 000	341 250 000	81,25	0	0	0	231 000 000	115 500 000	0	0	265 650 000	0,00	15,00
	9 COHYDRO	164 400 000	44 525 000	27,08	0	0	0	151 200 000	75 600 000	0	0	151 200 000	0,00	0,00
	10 SOCIETE NAT. DES CHEMINS DE FER CONGOLAISE (SNCC)	48 000 000	48 000 000	100,00	0	0	0	24 000 000	12 000 000	0	0	24 000 000	0,00	0,00
	11 TELECOM. (OCPT) SCTP	18 000 000	15 750 000	87,50	0	0	0	24 000 000	12 000 000	0	0	24 000 000	0,00	0,00
	12 REGIE DES VOIES MARITIMES (RVM) CVM	210 000 000	243 333 333	115,87	0	0	0	218 835 584	109 417 792	0	0	222 000 000	0,00	1,45
	13 SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE (SNEI)	500 000 000	500 000 000	100,00	0	0	0	504 000 000	252 000 000	0	0	504 000 000	0,01	0,00
	14 ENTREPRISE MINIERE DE KISENGE MANGANESE	39 000 000	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
	15 LIGNES AERIENNES CONGOLAISES (LAC)	83 000 000	6 916 667	8,33	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
	16 SODIMICO	65 136 000	44 781 000	68,75	0	0	0	34 196 400	17 098 200	0	0	34 196 400	0,00	0,00

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI
74	PORTEFEUILLE / Secrétariat Général ( Suite)													
b)	Entreprises publiques transformées en Etablissements et services publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
74121	Arriérés Av/ Dividendes des entreprises publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	300 000 000	0,00	
	17 COBIL								0			300 000 000	0,00	
47 722 220	Dividendes des sociétés d'économie mixte	7 470 492 132	5 416 635 942		4 736 799 000	5 391 443 904	113,82	3 959 932 003	1 979 966 001	2 616 580 118	132,15	4 462 108 108	0,05	12,68
1	FINA-CONGO	601 439 076	1 493 056 819	248,25	0	0	0	269 712 000	134 856 000			351 342 758	0,00	30,27
3	SOCIR	0	130 555 370		0	0	0	895 315 539	447 657 770	0	0	881 254 042	0,01	-1,57
4	CILU	125 629 738	65 082 257	51,80	0	0	0	64 917 512	32 458 756	0	0	0	0,00	
5	MIDEMA	727 054 492	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
6	KWILU- NGONGO	743 138 782	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
8	COBIL	10 128 130	118 800 000	1172,97	0	0	0	110 207 077	55 103 539	0	0	0	0,00	
10	SOCOPE	10 842 624	156 794 844	1446,10	0	0	0	126 333 850	63 166 925	0	0	93 349 667	0,00	-26,11
11	BANQUE COMMERCIALE DU CONGO ( BCDC)	194 411 980	1 109 892 000	570,90	0	0	0	1 417 792 800	708 896 400	0	0	788 209 500	0,01	-44,41
13	ENGEN	2 140 270 384	916 608 000	42,83	0	0	0	599 360 000	299 680 000	0	0	1 493 520 000	0,02	149,19
14	PHL	93 414 100	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
15	SOTEXXI	4 818 688	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
16	TOTAL RDC	2 819 344 138	1 425 846 652	50,57	0	0	0	476 293 225	238 146 612	0	0	854 432 141	0,01	79,39
47 722 500	Boni de liquidation d'une entreprise publique	0	3 779 265 000		0	0	0	0	0	74 060 008	0	0	0,00	
	(ONL, SNCC HOLDING, CESCO, OBMA, CACACO, COTONCO, PALMECO)		3 779 265 000			0			0	74 060 008			0,00	
	PART DES PROVINCES		83 591 469 662			53 746 941 219			0	21 588 537 655			0,00	
	S/TOTAL DGRAD HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	789 945 827 409	380 230 661 131	48,13	565 977 985 144	505 576 000 000	89,33	622 544 376 946	311 272 188 473	280 124 139 317	89,99	723 160 570 630	8,53	16,16

**RECETTES DES PETROLIERS  
PRODUCTEURS**

**I.4. TABLEAU RECAPITULATIF DES PREVISIONS DES RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2016**

Code - Art	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATION FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION
	Pétroliers producteurs	431 823 728 431	396 005 615 878	91,7	410 435 000 000	289 079 000 000	70,43	427 538 220 178	213 769 110 089	84 310 000 000	39,44	175 763 017 860	100,00	-58,89
I.	DGI	164 546 447 286	161 220 485 231	98,0	169 520 668 000	104 068 440 000	61,39	184 505 121 293	92 252 560 647	29 609 004 777	32,10	79 143 532 123	45,03	-57,10
II.	DGRAD	267 277 281 145	234 785 130 647	87,8	240 914 332 000	185 010 560 000	76,80	243 033 098 885	121 516 549 443	54 700 995 223	45,02	96 619 485 737	54,97	-60,24

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI ON
	<b>PETROLIERS PRODUCTEURS DGRAD</b>	267 277 281 145	234 785 130 646,81	88	240 914 332 000	185 010 560 000,00	76,80	243 033 098 885	121 516 549 443	54 700 995 223	45,02	96 619 485 737	1,14	-60,2
	<b>HYDROCARBURES</b>	199 661 237 953	173 212 954 441	86,75	177 933 603 000	130 524 950 080	73,36	181 251 102 576	90 625 551 288	33 114 909 604	36,54	71 906 687 213	0,85	-60,33
	7415 Loyers	199 661 237 953	173 212 954 441	86,75	177 933 603 000	130 524 950 080	73,36	181 251 102 576	90 625 551 288	33 114 909 604	36,54	71 906 687 213	0,85	-60,33
	741511 Marge distribuable	159 339 023 711	132 450 209 090	83,12	128 702 290 000	101 422 788 992	78,80	141 657 373 580	70 828 886 790	23 081 780 974	32,59	54 274 983 525	0,64	-61,69
	741 512 Royalties des sociétés pétrolières (PERENCOREP)	40 322 214 242	40 762 745 351	101,09	49 231 313 000	29 102 161 088	59,11	39 593 728 997	19 796 864 498	10 033 128 630	50,68	17 631 703 688	0,21	-55,47
	<b>PORTEFEUILLE</b>	67 616 043 192	61 572 176 206	91,06	62 980 729 000	54 485 609 920	86,51	61 781 996 309	30 890 998 155	21 586 085 619	69,88	24 712 798 524	0,29	-60,00
	<b>74125 Dividendes des Pétroliers producteurs</b>	67 616 043 192	61 572 176 206	91,06	62 980 729 000	54 485 609 920	86,51	61 781 996 309	30 890 998 155	21 586 085 619	69,88	24 712 798 524	0,29	-60,00
	741251 Dividendes On shore	19 814 336 078	21 846 317 133	110,26	22 992 792 000	24 624 905 536	107,10	19 284 784 235	9 642 392 118	14 665 479 595	152,09	7 713 913 694	0,09	-60,00
	741252 Participations Off shore	47 801 707 113	39 725 859 072	83,11	39 987 937 000	29 860 704 384	74,67	42 497 212 074	21 248 606 037	6 920 606 024	32,57	16 998 884 830	0,20	-60,00
	<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	1 213 993 178 896	677 401 964 113	55,80	895 631 428 144	753 611 560 000	84,14	865 577 475 831	432 788 737 916	3 568 878 134 540	82,46	819 780 056 367	9,67	-5,29

# **AUTRES RECETTES**

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI ON
	<b>1.1.3. AUTRES RECETTES</b>													
	163 Vente de participations	38 212 720 000	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
	1631 Vente de participations Entreprises d'Economie mixte	38 212 720 000	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
	- C/INAT	38 212 720 000		0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
	Bonus sur contrat chinois	75 000 000 000		0,00	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
	Pas de porte minier	43 000 000 000	4 116 726 945	9,57	63 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
	Reliquat paie (BCC)	0	5 710 456 499		0	46 438 000 000			3 770 000 000				0,00	
	Autres recettes	557 350 342	52 558 988 891	9 430,15	25 739 111 000	16 587 000 000	64,44		18 283 000 000				0,00	
	<b>S / TOTAL AUTRES RECETTES</b>	156 770 070 342	62 386 172 335	40	88 739 111 000	63 025 000 000	71,02	0	22 053 000 000				0 0,00	
	<b>S/TOTAL RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS</b>	946 715 897 751	442 616 833 466	47	654 717 096 144	568 601 000 000	86,85	622 544 376 946	311 272 188 473	302 177 139 317	97,08	723 160 570 630	8,53	16,2

# **RECETTES EXCEPTIONNELLES**

**1.6. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXCEPTIONNELLES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2016**

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013		LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016			
		VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE REAL.	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	REALISATIONS PROBABLES 2015	VOTE	STRUCT	VARIATION
-	Produits des emprunts intérieurs	0	0		0		0	0	0	0	#DIV/0!	93 345 000 000	100,0	
	<b>TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>93 345 000 000</b>	<b>100,0</b>	

**CANEVAS DES RECETTES  
PRESENTATION DES IMPOTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCE PAR ORGANISME GENERATEUR / EXERCICE 2016**

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI ON
I.	<b>BUDGET GENERAL</b>	6 434 664 545 870	4 163 634 415 457	64,71	7 449 004 345 920	4 725 396 286 534	63,44	7 586 218 963 428	3 793 109 481 714	2 470 641 556 321	65,13	7 282 077 472 329	85,91	-4,01
I.1	<b>RECETTES DU POUVOIR CENTRAL</b>	4 601 361 479 537	3 577 070 891 424	77,74	5 480 395 169 920	4 344 483 000 000	79,27	6 004 190 458 794	3 002 095 229 397	2 278 249 139 316	75,89	5 868 220 717 139	89,23	-2,26
I.1.1	<b>RECETTES COURANTES</b>	4 601 361 479 537	3 577 070 891 424	77,74	5 480 395 169 920	4 344 483 000 000	79,27	6 004 190 458 794	3 002 095 229 397	2 278 249 139 316	75,89	5 774 875 717 139	88,13	-3,82
I.1.1.3	<b>RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS</b>													
I.1.1.3.1	<b>DIRECTION GENERALE DES RECETTES ADMIN. JUDIC. DOMANIALE ET DE PARTICIPATIONS (DGRAD)</b>													
I.1.2	<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	0	0		0	0		0	0	0		93 345 000 000	1,10	
	575 100 000 000 Dons et legs intérieurs courants					0			0	0			0,00	
	575 200 000 000 Dons et legs intérieurs projets					0			0	0			0,00	
	927 000 000 000 Remboursements prêts et avances					0			0	0			0,00	
	<b>816 100 000 000 Produits des emprunts intérieurs</b>					0			0	0		93 345 000 000	1,10	
	<b>TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	0	0		0	0		0	0	0		93 345 000 000	1,10	

# **RECETTES EXTERIEURES**

## 1.7. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXTERIEURES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2016

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATION S FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATION S FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATIO N
I.	RECETTES EXTERIEURES	1 833 303 066 333	586 563 524 032	32,0	1 968 609 176 000	380 913 286 534	19,3	1 582 028 504 634	791 014 252 317	192 392 417 005	24,3	1 413 856 755 190	100,0	-10,6
1.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUIS BUDGETAIRES	378 158 716 153	32 459 003 909	8,6	197 373 287 000	23 380 000 000	11,8	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3	38 064 350 633	2,7	-25,3
16 131	Emprunt programme	0	0		0	0		0	0	0		0		
73	Dons budgétaires	84 708 000 000	32 459 003 909	38,3	0	23 380 000 000		0	0	0		0		
	Banque Mondiale	0	17 079 993 346		0	17 299 000 000				0,0		0,0		
	Banque Africaine de Développement	84 708 000 000	15 379 010 564	18,2	0	0				0,0		0,0		
	Union Européenne	0	0		0	6 081 000 000				0,0		0,0		
	IDA-BAD	0	0		0	0				0,0		0,0		
	Belgique	0	0		0	0				0,0		0,0		
	Allegement FMI (BCC)	0	0		0	0				0,0		0,0		
734	Ressources PPTE	293 450 716 153	0	0,0	197 373 287 000	0	0,0	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3	38 064 350 633	2,7	-25,3
	Ressource PPTE	193 450 716 153	0	0,0	40 373 287 000	0	0,0	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,3	38 064 350 633	2,7	-25,3
	Ressources Allègement ADM	100 000 000 000	0	0,0	157 000 000 000	0			0	0		0		
1.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	1 455 144 350 180	554 104 520 123	38,1	1 771 235 889 000	357 533 286 534	20,2	1 531 043 304 401	765 521 652 201	171 912 821 099	22,5	1 375 792 404 557	97,3	-10,1
11	Dons projets	866 994 805 252	489 613 073 155	56,5	1 587 193 316 000	357 533 286 534	22,5	1 521 972 889 841	760 986 444 921	171 912 821 099	22,6	606 238 092 310	42,9	-60,2
1 612	Emprunts projets	588 149 544 928	64 491 446 968	11,0	184 042 573 000	0	0,0	9 070 414 560	4 535 207 280	0	0,0	769 554 312 247	54,4	8 384,2
	<b>TOTAL RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>1 833 303 066 333</b>	<b>586 563 524 032</b>	<b>32,0</b>	<b>1 968 609 176 000</b>	<b>380 913 286 534</b>	<b>19,3</b>	<b>1 582 028 504 634</b>	<b>791 014 252 317</b>	<b>192 392 417 005</b>	<b>24,3</b>	<b>1 413 856 755 190</b>	<b>100,0</b>	<b>-10,6</b>

CANEVAS DES RECETTES

PRESENTATION DES IMPOTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCE PAR ORGANISME GENERATEUR / EXERCICE 2016

N°	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015			LOI DE FINANCES 2016			
	VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCTURE	VARIATION
<b>I. BUDGET GENERAL</b>	6 434 664 545 870	4 163 634 415 457	64,71	7 449 004 345 920	4 725 396 286 534	63,44	7 586 218 963 428	3 793 109 483 714	2 470 641 556 321	65,13	7 282 077 472 329	65,91	-4,01
<b>I.1 RECETTES DU POUVOIR CENTRAL</b>	4 601 361 479 537	3 577 070 891 424	77,74	5 480 395 169 920	4 344 483 000 000	79,27	6 004 190 458 794	3 002 095 229 397	2 278 249 139 316	75,89	5 868 220 717 139	69,23	-2,26
<b>I.1.1 RECETTES COURANTES</b>	4 601 361 479 537	3 577 070 891 424	77,74	5 480 395 169 920	4 344 483 000 000	79,27	6 004 190 458 794	3 002 095 229 397	2 278 249 139 316	75,89	5 774 875 717 139	68,13	-3,82
<b>I.1.1.3 RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS</b>													
<b>I.1.1.3.1 DIRECTION GENERALE DES RECETTES ADMIN. JUDIC. DOMANIALE ET DE PARTICIPATIONS (DGRAD)</b>													
<b>I.2. RECETTES EXTERIEURES</b>													
<b>I.2.1. RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRE</b>	378 158 716 153	32 459 003 909	8,58	197 373 287 000	23 380 000 000	11,85	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,34	38 064 350 633	0,45	-25,34
81622100000 Emprunt programme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
57512200000 Dons budgétaires	84 708 000 000	32 459 003 909		0	23 380 000 000		0	0	0	0	0	0,00	0
575152200905 Banque Mondiale	0	17 079 993 346		0	0		0	0	0	0	0	0,00	0
575152200913 Banque Africaine de Développement	84 708 000 000	15 379 010 564	18,16	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
575151510000 Ressources PPTTE	293 450 716 153	0	0,00	197 373 287 000	0	0,00	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,34	38 064 350 633	0,45	-25,34
575151530250 Ressources PPTTE (C2D)	193 450 716 153	0	0,00	40 373 287 000	0	0,00	50 985 200 233	25 492 600 117	20 479 595 906	80,34	38 064 350 633	0,45	-25,34
575151520000 Ressources Allègement IADM	100 000 000 000	0	0,00	157 000 000 000	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0
<b>I.2.2. RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENT</b>	1 455 144 350 180	554 104 520 123	38,08	1 771 235 889 000	357 533 286 534	20,19	1 531 043 304 401	765 521 652 201	171 912 821 099	22,46	1 375 792 404 557	16,23	-10,14
<b>57522100000 Dons projets</b>	866 994 805 252	489 613 073 155	56,47	1 587 193 316 000	357 533 286 534	22,53	1 521 972 889 841	760 986 444 921	171 912 821 099	22,59	606 238 092 310	7,15	-60,17
57522100905 Banque Mondiale	322 993 840 267	372 377 664 217	115,29	259 835 377 000	89 841 230 911	34,58	735 060 210 293	367 530 105 147	96 661 826 513	26,30	158 398 808 022	1,87	-78,45
57522100913 Banque Africaine de Développement	0	0	0	209 858 864 000	100 130 607 048	47,71	198 563 652 755	99 281 826 378	31 169 316 164	31,39	70 729 695 971	0,83	-64,38
57522100918 Union Européenne	0	0	0	132 566 206 000	71 810 215 797	54,17	198 555 864 986	99 277 932 493	35 554 541 331	35,81	11 914 560 223	0,14	-94,00
57522100959 PNJUD	61 552 895 179	0	0,00	13 455 565 000	7 917 857 508	58,84	0	0	0	0	0	0,00	0
57522100840 USAID	232 411 457 200	30 806 196 368	13,26	190 097 438 000	0	0,00	4 237 896 000	2 118 948 000	0	0,00	112 880 764 145	1,33	2 563,60
57522100963 UNICEF	10 330 320 000	0	0,00	220 919 598 000	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0
57522100000 MONUSCO	32 525 476 445	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0
57522100988 FIDA	0	0	0	114 574 751 000	48 819 164 178	42,61	30 793 200 721	15 396 600 361	0	0,00	0	0,00	0
57522100840 Etats - Unis	0	0	0	0	0	0	14 047 500 000	7 023 750 000	0	0,00	0	0,00	0
57522100124 Canada	1 535 370 148	1 045 960 232	68,12	0	16 653 498	0	23 500 000 000	11 750 000 000	0	0,00	1 698 093 248	0,02	-92,77
57522100156 Chine	0	0	0	185 594 000 000	0	0,00	15 980 000 000	7 990 000 000	0	0,00	967 632 854	0,01	-93,94
57522100724 Espagne	1 411 800 000	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0
57522100276 Allemagne	2 214 997 163	31 551 611 612	106,17	0	0	0	137 788 924 931	68 894 462 466	0	0	0	0,00	0
57522100556 Belgique	29 717 639 864	0	0	37 304 231 000	111 084 666	0,30	0	0	0	0	30 692 396 268	0,36	0
57522100250 France	0	0	0	0	967 251 215	0	22 794 060 000	11 397 030 000	0	0	0	0,00	0
57522100826 Grande Bretagne (Royaume uni)	130 965 252 402	21 700 085 561	16,57	89 146 202 000	37 919 221 713	42,54	59 376 640 058	29 688 320 029	8 527 137 091	28,72	19 735 726 364	0,23	-66,76
57522100356 Suède	12 478 731 725	2 963 264 753	23,75	127 801 000	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0
57522100392 Japon	19 301 478 858	3 737 606 829	19,36	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	0
57522100528 Pays - Bas	9 555 546 000	25 430 683 584	266,14	6 509 014 000	0	0,00	0	0	0	0	0	0,00	0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUC	VARIATI ON
	<b>RECETTES EXTERIEURES (Suite)</b>													
	57522100000 Fonds Mondial	0		0,00	57 133 861 000	0	36 766 521 750	18 383 260 875	0	0,00	179 258 279 578	2,11	387,56	
	57522100634 Fonds QATAR	0				0		0			6 329 451 767	0,07		
	57522100000 Gavi	0			41 364 727 000	0	44 508 418 347	22 254 209 174	0	0,00	13 632 663 870	0,16	-69,37	
	57522100300 Multi-bailleurs (UE, BM, FMI, FRCPD, Allemagne, FRANCE)	0			28 705 681 000	0	0	0	0			0,00		
	<b>81621100000 Emprunts projets</b>	<b>588 149 544 928</b>	<b>64 491 446 968</b>	<b>10,97</b>	<b>184 042 573 000</b>	<b>0</b>	<b>9 070 414 560</b>	<b>4 535 207 280</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>769 554 312 247</b>	<b>9,08</b>	<b>836,2</b>	
	81621100913 Banque Africaine de Développement	0		0,00	27 143 123 000	0	5 207 014 560	2 603 507 280	0	0,00		0,00		
	82180001600 Partenariat privé (Emprunt obligataire)	0			0	0	0	0	0		663 415 000 000	7,71		
	82180001600 Partenariat financier	0			0	0	0	0	0		100 000 000 000	1,18		
	82180001250 France (C2D)	0			0	0	3 863 400 000	1 931 700 000	0			0,00		
	82180001156 Chine	588 149 544 928	64 491 446 968	10,97	156 899 450 000	0	0	0	0		16 139 312 247	0,19		
	<b>TOTAL RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>1 833 303 066 333</b>	<b>586 563 524 032</b>	<b>31,99</b>	<b>1 965 609 176 000</b>	<b>380 913 286 534</b>	<b>1 582 028 504 634</b>	<b>791 014 252 317</b>	<b>182 392 417 005</b>	<b>24,32</b>	<b>1 413 856 755 190</b>	<b>16,68</b>	<b>-10,63</b>	

## **II. RECETTES DES BUDGETS ANNEXES**

**CANEVAS DES RECETTES  
PRESENTATION DES IMPOTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCE PAR ORGANISME GENERATEUR / EXERCICE 2016**

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATI ON
<b>II.</b>	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	516 429 915 000	100 678 312 174	19,50	516 429 915 000	116 965 928 510	22,65	535 021 391 940	267 510 695 970	248 126 682 720	92,75	830 357 234 210	9,80	55,20
3.1.	Recettes des Universités et Instituts Supérieurs	120 712 500 000	67 609 451 539	56,01	120 712 500 000	71 917 230 241	59,68	125 058 150 000	62 529 075 000	43 145 061 750	69,00	194 091 191 706	2,29	55,20
3.2.	Recettes des Hopitaux Généraux de Références	395 717 415 000	33 068 860 634	8,36	395 717 415 000	45 048 698 269	11,38	409 963 241 940	204 981 620 970	204 981 620 970	100,00	636 266 042 504	7,51	55,20

# **III.RECETTES DES COMPTES SPECIAUX**

### III. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2016

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES 2013			LOI DE FINANCES 2014			LOI DE FINANCES 2015				LOI DE FINANCES 2016		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	REALISATION FIN DECEMBRE	Taux réel.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN 2015	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	VARIATION
1	FONER	91 491 128 280	110 116 609 134	120,4	91 491 128 000	127 745 018 280	139,6	116 335 263 548	58 167 631 774	52 622 097 483	90,5	113 860 573 845	31,29	-2,1
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION	2 497 234 695	1 201 592 183	48,1	2 497 235 000	1 537 109 263	61,6	2 839 835 681	1 419 917 841	517 427 092	36,4	2 779 426 551	0,76	-2,1
9	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE	5 874 389 244	5 920 152 749	100,8	5 874 389 000	5 737 496 740	97,7	6 680 309 309	3 340 154 655	1 217 173 401	36,4	6 538 205 427	1,80	-2,1
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE /FPI	120 569 121 402	107 194 919 244	88,9	120 569 121 000	112 939 983 238	93,7	137 110 257 879	68 555 128 940	31 227 402 339	45,6	134 193 641 429	36,87	-2,1
3	FONDS DE CONTRE - PARTIE	12 057 474 714	11 403 589 677	94,6	12 057 475 000	5 248 158 390	43,5	13 711 665 542	6 855 832 771	1 873 731 614	27,3	13 419 990 288	3,69	-2,1
5	OFFICE DE PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE DU CONGO / OPEC	510 000 000	247 870 257	48,6	510 000 000	148 355 120	29,1	579 967 994	289 983 997	79 254 000	27,3	567 630 885	0,16	-2,1
6	FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT	0	0	0	0	0	0	33 000 000 000	16 500 000 000	16 500 000 000	100,0	0	0,00	
7	REGIE DES VOIES AERIENNES / RVA	75 000 000 000	17 711 912 831	23,6	75 000 000 000	20 707 096 333	27,6	85 289 410 931	42 644 705 466	38 850 000 000	91,1	83 475 130 200	22,94	-2,1
8	FONDS FORESTIER NATIONAL /FFN	0	0	0	0	0	0	12 562 801 131	6 281 400 566	3 140 700 283	50,0	9 092 955 459	2,50	-27,6
<b>TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX</b>		<b>307 999 348 335</b>	<b>253 796 646 076</b>	<b>82,4</b>	<b>307 999 348 000</b>	<b>274 063 217 363</b>	<b>89,0</b>	<b>375 109 512 016</b>	<b>204 054 756 008</b>	<b>146 027 786 212</b>	<b>71,6</b>	<b>363 927 554 084</b>	<b>100</b>	<b>-3,0</b>
<b>TOTAL GENERAL RECETTES</b>		<b>7 259 093 809 205</b>	<b>4 518 109 373 706</b>	<b>62,2</b>	<b>8 273 433 608 920</b>	<b>5 116 425 432 407</b>	<b>61,8</b>	<b>8 496 349 867 384</b>	<b>4 248 174 933 692</b>	<b>2 864 796 025 253</b>	<b>67,4</b>	<b>8 476 362 260 623</b>	<b>100</b>	<b>-0,2</b>

**ANNEXE**  
**DES RECETTES DU SECTEUR MINIER POUR**  
**L'EXERCICE 2016 (DGI, DGDA, DGRAD)**

# I. LES RECETTES DU SECTEUR MINIER POUR L'EXERCICE 2016

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2015												Loi de Finances 2016			
		Réalizations fin juin												Cumul	struct	Voté	struct
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin										
I.	DGI	34 334 314 225	33 950 356 371	32 357 426 263	220 850 530 977	25 670 024 285	23 025 119 287	370 187 771 408	74,4	480 878 395 404	6,7						
17 112 110	Impôts sur les bénéfices et profits des sociétés du secteur minier	1 666 539 394	9 910 579 177	10 037 862 800	194 768 070 761	3 434 442 745	742 913 742	220 560 408 619	44,3	148 449 626 266	2,1						
1 711 300	Impôts mobilier	159 032 019	1 289 526 523	80 485 267	4 645 131 487	1 167 034 506	226 335 314	7 567 545 117	1,5	16 585 434 090	0,2						
1 711 100		21 279 004 171	212 391 257	378 970 760	378 753 082	209 692 324	174 629 655	22 633 441 249	4,5	149 996 747 223	2,1						
17 111 200	Impôts sur les revenus des expatriés	0	471 102 783	184 231 727	289 503 657	14 757 936 151	14 803 245 509	30 506 019 828	6,1	42 314 003 788	0,6						
17 111 400	Impôts exceptionnel sur les rémunérations des expatriés	494 622 701	15 278 091 970	17 916 964 957	14 235 581 789	310 376 125	271 254 866	48 506 892 408	9,7	16 879 915 295	0,2						
	Impôts sur le chiffre d'affaire à l'intérieur	0	15 343 208	22 857 067	10 239 572	528 538	18 550 000	67 518 385	0,0	0	0,0						
17 131 110	Taxe sur la valeur ajoutée	10 673 551 712	6 748 020 411	3 668 114 556	6 453 975 966	5 763 085 713	6 785 554 564	40 092 302 922	8,1	96 117 491 596	1,3						
27 012 229	vente des imprimés	0	23 101	0	0	0	0	23 101	0,0	0	0,0						
37 114 000	Amendes et pénalités sur les revenus locatifs, professionnels et mobiliers	61 564 227	25 277 941	67 939 128	69 274 663	26 928 183	2 635 637	253 619 779	0,1	10 535 177 145	0,1						
II.	DGDA	6 589 468 532	6 328 466 635	5 735 006 112	5 875 909 366	5 825 116 770	5 634 850 190	35 988 817 604	7,2	232 327 639 347	3,2						
17 151 110	Droits de douane à l'importation	6 467 443 377	6 170 507 952	5 528 431 939	5 682 539 097	5 686 134 300	5 404 470 138	34 939 526 803	7,0	217 824 351 132	3,0						
17 152 110	Droits de sortie sur le diamant artisanal	107 781 968	139 688 895	190 964 162	175 146 868	132 458 743	221 378 906	967 419 541	0,2	2 139 876 057	0,0						
17 152 140	Droits de sortie sur l'or artisanal	5 439 611	4 532 074	6 350 904	6 752 732	881 495	4 520 822	28 477 638	0,0	78 148 746	0,0						
17 152 150	Droits de sortie sur les autres produits minéraux	8 803 576	13 737 714	9 259 107	11 470 669	5 642 232	4 480 324	53 393 622	0,0	12 285 263 412	0,2						
III.	DGRAD	15 106 889 327	13 511 910 135	23 914 036 695	13 859 736 424	13 267 977 833	11 817 009 636	91 477 560 051	18,4	183 652 367 969	2,5						
27 415 410	Redevance minière	13 428 650 499	9 968 677 821	9 234 845 462	10 062 448 887	10 020 872 677	8 618 750 393	61 334 245 739	12,3	137 154 221 039	1,9						
17 136 145	Autorisation de transformation des produits d'exploitation artisanale	0	0	0	141 510	0	0	141 510	0,0	0	0,0						
17 136 130	Autorisation de traitement ou de transformation des substances	0	47 311 510	4 575 490	990 570	424 530	4 056 620	57 358 720	0,0	235 850 000	0,0						
17 136 229	Autorisation de minage temporaire	40 188 840	4 103 790	1 273 590	11 179 290	4 386 810	990 570	62 122 890	0,0	301 982 340	0,0						
17 136 312	Agrément d'un bureau d'études/environ	0	7 075 500	7 075 500	0	0	0	14 151 000	0,0	28 302 000	0,0						
17 136 322	Agrément de boue feu	0	660 100	0	471 700	1 603 708	0	2 735 508	0,0	6 698 140	0,0						
17 136 323	Agrément des mandataires des mines et des carrières	0	0	4 245 300	4 245 300	4 245 300	0	12 735 900	0,0	16 981 200	0,0						
17 136 311	Redevance pour agrément de comptoirs or et diamant	189 623 400	400 945 000	194 340 400	9 434 000	6 603 800	284 010 570	1 084 957 170	0,2	1 012 079 520	0,0						

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2015												Loi de Finances 2016			
		Réalizations fin juin												Cumul	struct	Voté	struct
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin										
17 136 328	Taxe d'agrément des dépôts des explosifs	4 952 850	12 028 350	7 358 520	4 481 150	5 188 700	5 518 890	39 528 460	0,0	39 056 760	0,0						
17 153 220	Taxe sur l'autorisation d'export des matières minérales à l'état brut	15 283 080	18 679 320	15 943 642	36 518 408	25 617 243	20 183 100	132 224 793	0,0	0	0,0						
27 415 450	Redevance pour acheteur supplémentaire	0	943 400	736 701 060	233 774 520	14 151 000	0	985 569 980	0,2	1 532 977 830	0,0						
	Redevance pour acheteur ordinaire	0	0	0	24 062 360	943 400	0	25 005 760	0,0	0	0,0						
27 428 180	Carte d'exploitation artisanale des substances précieuses	0	0	0	0	943 400	1 886 800	2 830 200	0,0	0	0,0						
27 418 014	Frais de dépôt /Entité de traitement	0	283 020	0	0	0	0	283 020	0,0	8 773 620	0,0						
27 483 100	Caution comptoirs or, diamant et cassitérité	660 380	9 434 000	3 018 880	0	1 320 760	53 207 760	67 641 780	0,0	92 264 520	0,0						
	Taxe rém/valeurs expertisées des substances précieuses	18 723 046	23 377 853	34 087 674	80 673 015	89 373 892	92 504 177	338 739 657	0,1	0	0,0						
27 415 421	Droits superficiaires annuels par carré	173 494 036	738 491 231	11 173 804 360	2 181 817 268	1 147 380 158	1 176 575 521	16 591 562 574	3,3	19 653 262 782	0,3						
37 441 000	Pénalités et amendes transactionnelles	29 786 044	1 944 104	38 911 414	3 875 816	0	0	74 517 379	0,0	2 804 118 218	0,0						
	Royalties minières	1 205 527 152	2 277 955 136	2 457 855 403	1 205 622 630	1 944 922 455	1 559 325 235	10 651 208 011	2,1	20 765 800 000	0,3						
	<b>Total Recettes Minières</b>	<b>56 030 672 084</b>	<b>53 790 733 141</b>	<b>62 006 469 070</b>	<b>240 586 176 767</b>	<b>44 763 118 888</b>	<b>40 476 979 113</b>	<b>497 654 149 063</b>	<b>100,0</b>	<b>725 491 298 163</b>	<b>10,1</b>						
	<b>RECETTES DU BUDGET GENERAL</b>								<b>0,0</b>	<b>7 205 097 792 273</b>	<b>100,0</b>						